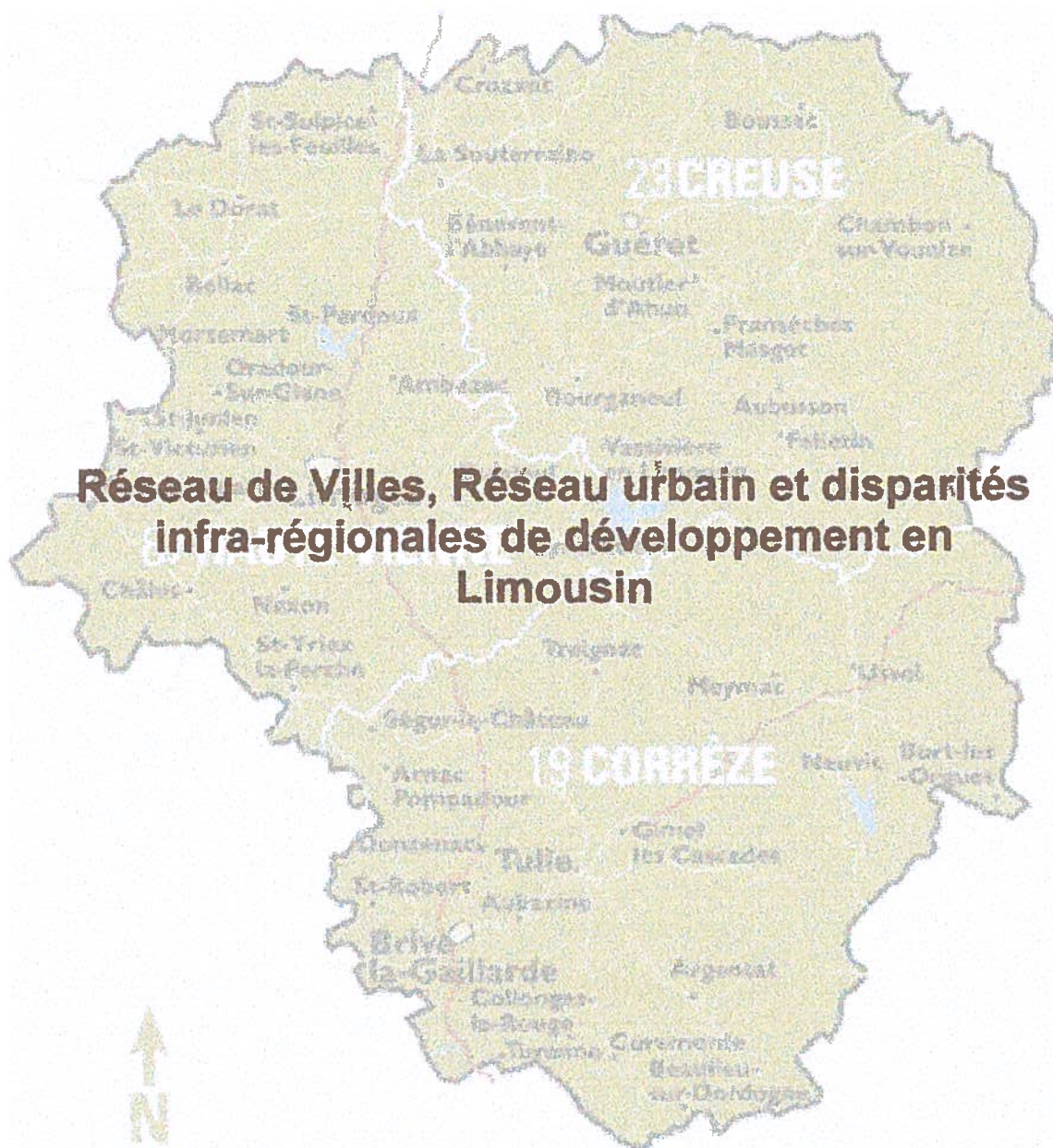




Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
– Département Aménagement
Centre d'Etudes Supérieures
d'Aménagement



Aurélie Régeasse, Magistère III
Année 2003-2004



Tuteur de recherche : Jean-Paul CARRIERE, Professeur

UNIV.TOURS EPU DA CESA



D 251 002945 2

1A93 7R 2004 REG



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier particulièrement Monsieur Jean-Paul Carrière, Professeur au CESA, qui m'a encadrée tout au long de cet exercice, pour son soutien, son écoute et ses précieux conseils.

Je remercie également :

- Madame Elisabeth Rakotofiringa, doctorante au CESA,
- Monsieur Jean-Antoine Duprat, chargé de mission au Réseau de Villes Limousin Axe Majeur.

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION :	3
1 ^{ère} PARTIE : MESURE DES DISPARITES DE DEVELOPPEMENT EN LIMOUSIN :	6
I. HISTORIQUE DES DISPARITES DANS LE LIMOUSIN CONTEMPORAIN ET ETAT DES ECARTS DE DEVELOPPEMENT SELON LES EXERCICES DE PROSPECTIVE LIMOUSIN 2007 ET LIMOUSIN 2017 :	7
A. L'industrie : un facteur de concentration urbaine :	7
B. Le poids des transports et des initiatives privées dans la localisation des activités :	9
C. Des territoires ruraux qui perdent des habitants à des rythmes différents :	10
D. Des disparités qui donnent naissance à six entités territoriales distinctes :	12
E. Limousin 2007 et Limousin 2017 : deux instantanées des disparités :	15
II. REPRESENTATION DES DISPARITES DE DEVELOPPEMENT EN LIMOUSIN :	23
A. Choix de l'échelle et des critères :	23
B. Résultats obtenus et cartographie :	27
2 ^{ème} PARTIE : PEUT-ON EXPLIQUER LES DISPARITES INFRA-REGIONALES DU LIMOUSIN PAR LA STRUCTURATION DU RESEAU URBAIN ?	60
I. L'IMPORTANCE DU RESEAU URBAIN SUR LE TERRITOIRE :	61

A. Le réseau urbain : un moyen de structurer le territoire par les échanges :	61
B. La notion de hiérarchie dans le réseau urbain :	64
1. La hiérarchie démographique :	65
2. La hiérarchie fonctionnelle :	65
II. HIERARCHISATION DU RESEAU URBAIN LIMOUSIN :	68
A. Présentation des Unités Urbaines et évolution de leur population :	68
B. Limoges, ville primatiale :	74
1. La hiérarchie démographique des Unités Urbaines limousines :	74
2. Les fonctions de commandement des Unités Urbaines limousines :	76
C. Y a-t-il une corrélation entre les disparités infra-régionales de développement et l'état du réseau urbain ?	78
III. LE RESEAU DE VILLES COMME OUTIL DE CORRECTION DES DISPARITES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE LIMOUSIN ?	86
A. Présentation de la démarche « Réseau de Villes » :	86
1. Origine des Réseaux de Villes :	86
2. Les intérêts de la démarche :	87
3. Des pratiques différentes selon les Réseaux de Villes :	88
B. Limousin Axe Majeur : un réseau de villes infra-régional :	90
1. Présentation de Limousin Axe Majeur :	90
2. Limousin Axe Majeur a-t-il une action sur les disparités infra-régionales de développement :	92
C. La création d'un réseau rassemblant les petites Unités Urbaines limousines est-elle une alternative vraisemblable ?	93
CONCLUSION :	98
Bibliographie :	100
Table des tableaux :	103
Table des cartes :	105
ANNEXES :	106

INTRODUCTION GENERALE :

Depuis plus de deux siècles, le processus d'urbanisation est croissant en France. Le milieu du XXème siècle marque le passage d'une France rurale à une France urbaine. Dès lors plus de 50% de la population du territoire national réside en ville.

Avec cette concentration des hommes (et des activités) sur un faible pourcentage du territoire, apparaissent les disparités de développement.

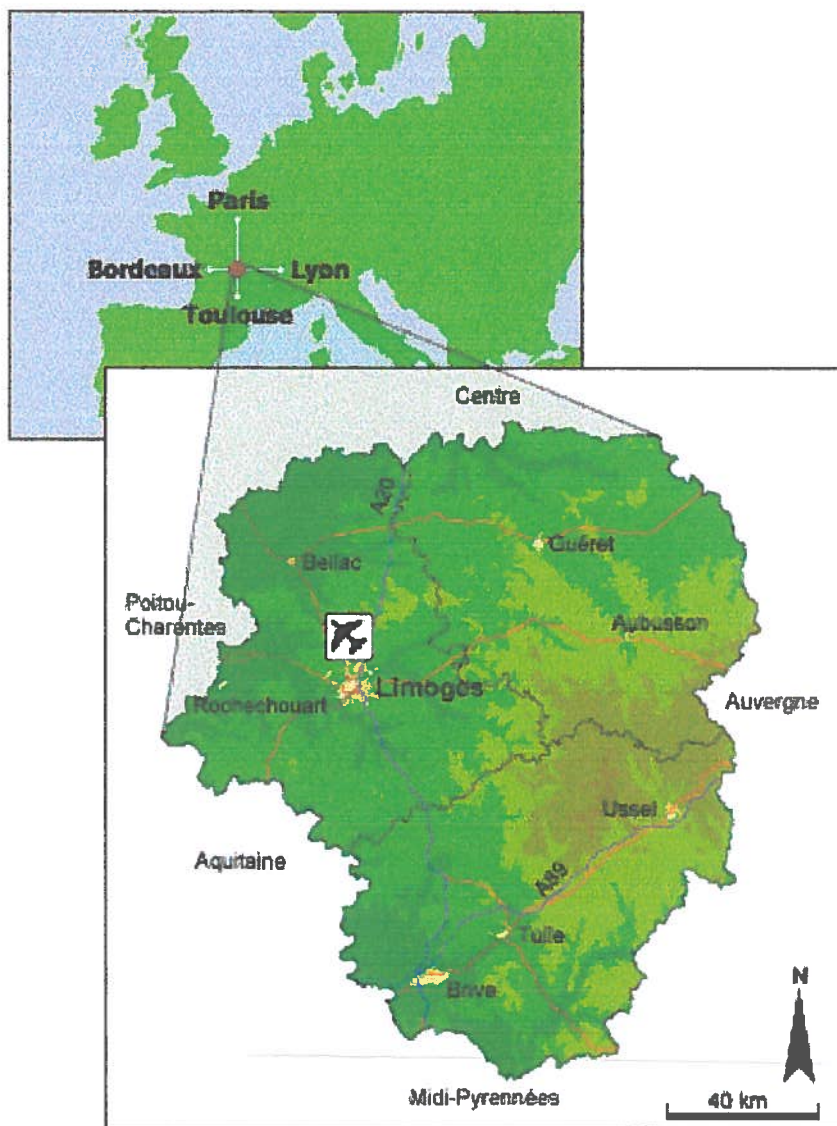
Dans le terme « disparités », on entendra tout au long du mémoire : « inégalités reflétées par des variables économiques ou sociales, dans la répartition entre les régions, voire au sein des régions des revenus, des activités, des équipements et des potentialités de développement » [MERLIN, CHOAY]. Quant au développement, nous le verrons comme un « accroissement des richesses associé à l'aménagement des conditions de vie d'une population sur un territoire. Ce terme apparaît dans le vocabulaire économique au milieu du XXème siècle pour exprimer les transformations économiques et sociales nées de la Révolution Industrielle et le creusement des écarts dans les richesses et les niveaux de vie des populations à l'échelle du monde. Ce terme englobe celui de « croissance » au contenu seulement économique en lui ajoutant des dimensions sociales et culturelles » [LEVY, LUSSAULT].

Comme le montre la définition des disparités, les écarts de développement sont constatables à plusieurs échelles territoriales. Tout d'abord à l'échelle européenne, entre la « Banane Bleue » et les reste de l'Europe. Ensuite à l'échelle nationale entre « Paris et le désert français » (titre de l'ouvrage de J.F. Gravier qui constatait déjà la macrocéphalie parisienne en 1947). Enfin, la définition des disparités fait également état des disparités infra-régionales de développement (c'est à dire des disparités au sein des régions). C'est ce type de disparités que nous allons traiter dans ce mémoire de recherche.

L'aménagement du territoire, comme le définit Denis Martouzet dans sa thèse sur l'éthique de l'aménagement, est « la prise en compte des potentialités urbaines et des contraintes rurales (ou inversement) pour atteindre une homogénéisation du territoire et ralentir l'effet d'aspirateur ». L'aménagement du territoire est « la volonté de régulation des rapports entre l'urbain et le rural ». En fait, l'aménagement a pour but de réduire les disparités de développement.

Nous verrons au long de la réflexion que l'urbanisation est un phénomène explicatif des disparités de développement. Sans que cela soit une surprise, il s'agira de vérifier cette affirmation dans la région Limousin.

CARTE N°1 : Localisation de la région Limousin en France et en Europe.



Source et réalisation : Comité Régional du Tourisme du Limousin

Située au Centre-Ouest de la France et composé de trois départements (Corrèze, Creuse et Haute-Vienne), le Limousin, à la fois région historique et administrative, n'est pas une des régions les plus développées du territoire national. Au cœur de la célèbre « diagonale du vide », le Limousin est une région au relief tourmenté, fait de hauts plateaux cristallins. De nombreux indicateurs ne sont pas « au beau fixe ». Par exemple, le Limousin est la 21^{ème}

région française en terme de PIB par habitant. De plus ces pertes démographiques sont constantes depuis des décennies. La population est vieillissante ; le solde naturel est largement négatif. Ainsi, malgré un solde migratoire positif, la région perd irrémédiablement des habitants. Le Limousin laisse encore largement la place à son agriculture. Il n'a jamais été une région très industrialisée. Un de ses autres points caractéristiques est la faiblesse de son urbanisation (toujours par rapport au reste du territoire national). Limoges, la capitale régionale, est la seule ville à dépasser les 100000 habitants.

Le Limousin, moins marqué par l'urbanisation que d'autres régions, est-il une région disparate en terme de développement ?

Il s'agira dans la première partie d'évaluer les disparités infra-régionales de développement en Limousin grâce à une méthode multi-critère.

La deuxième partie sera l'occasion d'analyser le réseau urbain de manière théorique mais également de manière appliquée au Limousin. Nous vérifierons la corrélation entre les disparités infra-régionales de développement et l'état du réseau urbain. Enfin, nous terminerons cette deuxième partie en nous interrogeant sur la démarche « Réseau de Villes », ce dernier point nous permettra de répondre à la question spécifique de ce travail :

« La démarche Réseau de Villes est-elle à même de renforcer l'armature urbaine d'un territoire afin de réduire les disparités infra-régionales de développement en Limousin ? »

1^{ère} partie :

Évaluation des disparités de
développement en Limousin

Pour mieux comprendre l'état actuel des disparités en Limousin, il s'agira tout d'abord de réaliser un historique des écarts de développement. Quels événements passés ont porté et portent encore conséquences sur l'organisation du territoire qui prévaut aujourd'hui et que je détaillerai par la suite ?

Depuis les années 1980, la Région Limousin a réalisé deux exercices de prospectives à l'échelle de l'ensemble du territoire : Limousin 2007 et Limousin 2017. Ces deux ouvrages, avant d'établir les différents scénarii du Limousin pour les années à venir, font un état des lieux précis du territoire. Ainsi, ils nous permettront d'avoir une première idée des disparités de développement aux dates où ils ont été élaborés.

Mais qu'en est-il en 2004 ? Afin d'avoir une photographie plus récente de la région, il s'agira par la suite de construire un indicateur synthétique à même de mesurer les disparités de développement et de représenter cartographiquement les résultats (voir annexes page 106 et suivantes).

I. HISTORIQUE DES DISPARITES DANS LE LIMOUSIN CONTEMPORAIN ET ETAT DES ECARTS DE DEVELOPPEMENT SELON LES EXERCICES DE PROSPECTIVE LIMOUSIN 2007 ET LIMOUSIN 2017 :

Quels événements sont à l'origine de l'organisation territoriale actuelle ? Comme dans de nombreux domaines, l'Histoire peut permettre d'apporter en Aménagement du Territoire quelques facteurs explicatifs. Sans vouloir réaliser une analyse historique exhaustive, cela nous amènera à mieux comprendre le fonctionnement du territoire limousin.

A. L'industrie : un facteur de concentration urbaine :

En 1846, en pleine Révolution Industrielle, les 16954 km² du Limousin atteignent leur maximum en terme démographique et comptent 917988 habitants : 317569 pour la Corrèze, 314739 pour la Haute-Vienne et 285680 pour la Creuse. La densité est alors légèrement supérieure à 50 habitants par km², mais la population est déjà inégalement répartie. Ce sont les parties les plus industrialisées (essentiellement de l'industrie textile) qui sont les plus denses. En effet, si sur l'ensemble de la Montagne, les plateaux du Sud-Est, la partie occidentale de la Basse-Marche et le plateau de Boussac, la densité est inférieure à 40 habitants au km² ; elle dépassait 60 dans le bassin de Brive, la vallée de la Vienne, le Sud de

la Haute-Marche, la bordure occidentale des plateaux du Sud-Ouest et les cantons à la lisière de la Dordogne.

Cependant le Limousin demeure majoritairement rural. Les taux d'urbanisation restent faibles (30% pour la Corrèze et la Haute-Vienne, à peine 10% en Creuse) et la majorité de la population active masculine travaille dans le secteur primaire.

Malgré cela les années 1840 marquent un changement. Au début de cette décennie, on compte 25 usines de porcelaine : 11 à Limoges et 14 réparties dans 10 autres centres (Saint-Brice, Saint-Léonard-de-Noblat, Sauviat, Rochechouart, Bourgneuf, Saint-Yrieix-la-Perche, Coussac-Bonneval, Pierre-Buffière, Magnac-Bourg et Solignac). Mais au cours de cette période s'amorce un mouvement de regroupement. En 1848, seules les fabriques de Saint-Brice, Saint-Yrieix-la-Perche, Solignac et Bourgneuf subsistent en dehors de Limoges. Ainsi, la population ouvrière augmente et se concentre de plus en plus en ville. Le cas de Limoges est tout à fait frappant. Au cours du XIX^{ème} siècle, la population limougeaude passe de 20000 à près de 100000 habitants, ce qui en fait la ville la plus importante dans un rayon de 200 kilomètres.

Après la Première Guerre Mondiale, en Haute-Vienne, les travailleurs de l'industrie totalisent 27% de la population active. Près des trois quarts d'entre eux, soit 37300 hommes et femmes, sont des salariés, et les grandes entreprises prolifèrent. L'extraction du kaolin, la fabrication de la porcelaine, le travail du cuir, la métallurgie, les industries polygraphiques connaissent un essor certain.

La Corrèze constitue un cas tout à fait particulier. Au lendemain de la guerre, l'industrie corrézienne ne semble guère plus développée que l'industrie creusoise. Cependant, les salariés y sont beaucoup plus nombreux et se concentrent dans des secteurs nettement plus porteurs ou peu sensibles aux aléas de la conjoncture, qu'ils soient protégés (manufacture d'armes de Tulle), peu concurrencés (moulinage de la soie, fabrication d'accordéons) ou surtout résolument tournés vers le futur (combustibles liquides, mécanique de précision, appareillage électrique, confiseries ou conserves de fruits). Contrairement à l'industrie creusoise passéiste et obsolète, qui n'a su ni s'adapter, ni se reconverter, ni surtout s'étoffer grâce à de nouveaux créneaux, l'industrie corrézienne, résolument orientée vers l'avenir, entre déjà dans l'ère de la modernité. Aussi maintient-elle globalement son potentiel malgré la crise. Grâce à cela, la Corrèze, longtemps considérée comme un des départements les plus pauvres de France, amorce une légère remontée qui s'amplifiera après la Seconde Guerre Mondiale. Néanmoins les clichés ont la vie dure et en dépit d'indicateurs favorables, le département n'a pas perdu sa réputation héritée du XIX^{ème} siècle.

Pendant les Trente Glorieuses, la croissance économique que connaît la France est assez impressionnante, mais elle ne bénéficie pas également à tous. Le Limousin n'est pas particulièrement bien traité. La constatation de ces inégalités au niveau national par les pouvoirs publics entraîne des tentatives de correction. La Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale essaie d'apporter des industries aux régions qui en sont mal pourvues. Cependant cette déconcentration, si elle améliore quelque peu la situation du Limousin, accroît les déséquilibres internes. L'arrivée à Limoges de Legrand et de Renault Véhicules Industriels (RVI), l'installation à Brive-la-Gaillarde d'entreprises d'électronique et de matériel de télécommunication accroît le potentiel productif des deux villes. Limoges et la Haute-Vienne sont évidemment favorisées, d'autant que la présence d'uranium (le département se classera même un temps au second rang national pour la production du minerai) entraîne la construction d'une usine à Bessines. Quant à la Corrèze, qui bénéficie, en outre, d'industries agro-alimentaires, elle continue à tenir un rang honorable. En revanche, la Creuse n'a rien obtenu. Guéret, malgré des promesses et plusieurs essais, n'a pas réussi à retenir un seul industriel venu de l'extérieur. La ville doit se contenter d'un dépôt de matériel militaire.

Ainsi la localisation des industries pendant un siècle et demi a favorisé le développement de certains pôles urbains. La concentration industrielle est le maître mot et beaucoup de petites unités urbaines perdent leurs industries au bénéfice de villes regroupant plus d'avantages. Le déséquilibre entre les villes et les campagnes mais également entre les unités urbaines augmente.

Comment expliquer que cette concentration se soit faite à Limoges plus qu'ailleurs (et dans une moindre mesure à Brive-la-Gaillarde) ? Quels ont été les atouts de celle qui deviendra la capitale régionale pour attirer les industries et donc les populations ?

B. Le poids des transports et des initiatives privées dans la localisation des activités :

Après la porcelaine, l'industrie du textile (et notamment celle de la chaussure) attire d'autres ouvriers à Limoges. Au XIX^{ème} siècle, au cœur d'un pays pauvre, sans aide gouvernementale, la cité limougeaude a dû ce développement à la qualité de sa main d'œuvre (formée par une longue tradition artistique grâce à l'émaillerie) et à l'esprit d'initiative de sa bourgeoisie.

Avant d'être une ville industrielle, Limoges a été une grande ville commerciale et elle le reste. Cependant l'industrie et le commerce nécessitent des moyens de communication. Sur ce plan, le Limousin accuse un retard considérable par rapport aux autres régions françaises. Mais dans ce domaine, la ville de Limoges tire son épingle du jeu. En effet, en 1827, seules trois voies royales sont accessibles au roulage : la n°20, la n°141 et la n°145 ; au carrefour desquelles se trouve Limoges.

La loi du 11 mars 1842 retient une ligne de chemin de fer de « Paris sur le centre de la France ». Il est décidé ultérieurement que cette ligne passera par Limoges. Les travaux commencent en 1847 au Sud de Châteauroux et le rail arrive enfin dans la préfecture de la Haute-Vienne en 1856. Dès lors, les relations entre Paris et la capitale limougeaude augmentent. En 1861, une nouvelle ligne est créée jusqu'à Bordeaux par Périgueux et en 1863 une autre jusqu'à Toulouse par Périgueux et Agen. Il faut attendre 1875, pour que Limoges soit reliée à Brive par Nexon et Saint-Yrieix-la-Perche. Cependant le cœur du Limousin reste totalement à l'écart du rail ; les Corrèziens manifestent alors leur ressentiment et leur jalousie.

Dès lors le nœud ferroviaire que constituent toutes ces nouvelles lignes place Limoges en situation de carrefour. Il lui permet de devenir la ville du Limousin la mieux connectée aux marchés nationaux et internationaux. La distribution des produits issus de l'industrie étant rendue plus facile, la préfecture de la Haute-Vienne attire de plus en plus d'entreprises et donc de populations ouvrières. L'exode rural lui bénéficie donc pleinement, à tel point que la vallée de la Vienne demeure au début du XXème siècle, le seul grand centre industriel de la région (même si elle ne compte pas l'établissement le plus important c'est à dire la manufacture d'armes de Tulle).

Face au développement des voies de communication, quelle est, sur la même période, l'évolution des territoires ruraux ? Subissent-ils tous l'exode rural de la même façon ? Existe-t-il des différences entre les zones rurales ?

C. Des territoires ruraux qui perdent des habitants à des rythmes différents :

Avec la modernisation de l'agriculture, le secteur primaire peut produire plus avec moins de travailleurs. Ainsi, comme nous l'avons vu dans le 1., les campagnes sont des réserves de main d'œuvre pour les villes.

En 1851, le Limousin est une province essentiellement rurale. La majorité de la population active masculine travaille dans le secteur primaire : 57% dans la Creuse, 63% en Haute-Vienne et 85% pour la Corrèze d'après le recensement de 1851.

Il faut noter qu'en Limousin l'industrialisation progresse moins vite qu'ailleurs. Après la Seconde Guerre Mondiale, ce sont essentiellement les hameaux les plus éloignées des zones urbaines qui subissent le plus l'exode rural. Ailleurs ils se maintiennent tant bien que mal, même si les enfants sont de moins en moins nombreux, et que les hameaux sont essentiellement peuplés de personnes âgées « qui reviennent au pays ». Comme les plus grandes villes (notamment Limoges, Brive, Tulle, Saint-Junien...) sont concentrées à l'Ouest du territoire régional, le fossé en terme de densité se creuse. Néanmoins, le décalage s'accroît encore entre la France majoritairement urbaine et le Limousin qui demeure rural.

Entre 1950 et 1972, 1500 familles essentiellement originaires de Normandie (où les prix du foncier sont nettement plus élevés) viennent s'installer en Limousin, qui avec ses terres bon marché devient naturellement une zone d'accueil. Cependant les migrants s'implantent presque uniquement dans les zones bocagères comportant des parcelles assez vastes, facilement convertibles en herbages. Ce sont donc essentiellement les terres agricoles de l'Ouest de la région qui bénéficie de cet apport migratoire. Les zones montagneuses et les hauts plateaux de l'Est et du centre n'en tirent aucun apport de population. Ainsi la différence de dynamique démographique s'accroît-elle encore entre la zone occidentale et la zone orientale de la région.

En 1962, la population de la région s'élève à 733955 habitants. Le Limousin est une terre d'émigration malgré les apports démographiques dont nous venons de parler. Néanmoins les trois départements ne sont pas égaux en terme de solde migratoire.

En 1968, on compte 2368 nouveaux Limousins par rapport à 1962. Mais si la population corrézienne reste stable, l'augmentation globale provient surtout de la Haute-Vienne (+9075), et plus particulièrement de Limoges. La Creuse, au contraire, cumule les déficits : les décès dépassent les naissances dans un département où les personnes âgées dominent. En outre, aucune ville industrielle n'est susceptible d'attirer et de retenir une population ouvrière résultant du reflux de la paysannerie.

C'est à partir des années 1970 que l'on constate un nouveau type d'échange entre les villes et les campagnes. Un certain nombre de travailleurs des villes, dissuadés de s'y établir en raison des prix des terrains, font construire leur pavillon dans les communes rurales périphériques. Inversement des personnes jusque là aux modes de vie ruraux viennent exercer leur profession en ville, tout en continuant à vivre au village. C'est le début de la périurbanisation. Les cantons ruraux les moins touchés par la dépopulation sont alors ceux situés dans une zone d'attraction des villes. Partout ailleurs, les populations paysannes ne se

renouvellent pas et les campagnes se vident. Les sols pauvres au climat rude aggravent cette situation. Les cantons creusois de la Montagne sont déjà presque totalement désertifiés.

Au début des années 1990, la densité moyenne du Limousin est de 43 habitants par km² (alors qu'elle s'élève à 104 habitants par km² pour l'ensemble du territoire national). Mais comme toutes les moyennes, celle-ci cache d'énormes disparités. Georges Dauger, Daniel Dayen, dans leur « Histoire du Limousin contemporain » distinguent six cas différents d'après les données du recensement de 1990. Cette typologie nous permet de réaliser un premier zonage des disparités.

D. Des disparités qui donnent naissance à six entités territoriales distinctes :

- **Une zone déjà presque désertifiée, avec une densité inférieure à 10 habitants par km².** Cette zone comprend une centaine de communes contiguës, s'étendant sur le sud de la Creuse et la Haute Corrèze. Elle ne correspond pas tout à fait au plateau de Millevaches, dont il faut retrancher le canton d'Eymoutiers, en Haute-Vienne. Il convient, en revanche, d'y adjoindre, au Nord, le haut Limousin creusois et , au Sud, la bordure corrézienne à la limite du Cantal. Quelques localités urbaines sans beaucoup d'influence sur leur périphérie émergent à la manière d'îlots solitaires : Ussel, Egletons, Bort-les-Orgues. D'autres petits centres se noient au milieu d'un territoire communal trop étendu : La Courtine, Meymac, Neuviç.

- **Une zone en voie de désertification,** beaucoup plus vaste que la précédente, présente des densités comprises entre 10 et 20 habitants par km². Elle s'étend sur les deux tiers de la Creuse, à l'Est et au Sud du département, ainsi que dans la Corrèze (Xaintrie, plateaux du sud-est). Elle est déjà trouée en plusieurs endroits par des communes appartenant à la première catégorie, qu'elle aura, sans doute, complètement rejointe dans une ou deux décennies. Ici encore, quelques petites villes essaient de maintenir une activité industrielle ou touristique sans que l'avenir soit assuré. Il en est ainsi à Boussac, Evaux-les-Bains, Aubusson, Felletin, Bourgañeuf.

- **Limoges et la vallée de la Vienne, de Saint-Léonard à Saint-Junien.** Limoges, 22^{ème} ville de France, compte en 1990, 136407 habitants. Elle a perdu 2000 habitants en huit ans et en perd encore 2500 de plus entre 1990 et 1999 (133968 habitants en 1999). Entre 1982 et 1990, cette régression n'est pas compensée par les communes suburbaines. L'INSEE place, en effet, l'agglomération limougeaude au 37^{ème} rang des agglomérations françaises avec 170000 habitants, toujours avec la même perte de 2000 unités. En revanche, les communes suburbaines sont de plus en plus attractives entre 1990 et 1999, et permettent à

l'agglomération de regagner 3000 habitants pour atteindre une population totale de 173299 en 1999. Mais ces chiffres ne rendent pas parfaitement compte de la réalité du terrain. En effet, une véritable conurbation, ayant pour axe central la Vienne, se dessine de Saint-Léonard-de-Noblat à Saint-Junien. La première couronne autour de Limoges, d'aspect typiquement urbain (plus de 250 habitants par km²), englobe les anciennes cités déjà partiellement urbanisées avant la guerre (Aixe, Isle, Panazol, Couzeix, Le Palais). La deuxième couronne (de 85 à 250 habitants par km²) a été construite sur d'anciennes communes rurales au foncier relativement bon marché qui ont attiré à la fois HLM, pavillons « clés en main », lotissements viabilisés ou non. Ces nouvelles villes sont toutes devenues des cités dortoirs, avec hyper et supermarchés, mais sans commerce de proximité suffisants. Cette seconde couronne a fini par atteindre, sans solution de continuité, des localités naguère considérées comme éloignées de la capitale limousine, comme Ambazac. Enfin, une troisième couronne moins peuplée (48 à 84 habitants par km²), à caractère semi-rural, s'étend du nord au sud sur une largeur maximale de 70 km entre Nantiat et Nexon ; elle atteint à l'Ouest, par l'intermédiaire de Saint-Victorien et Oradour-sur-Glane, les vieilles cités industrielles de Saint-Junien et de Rochechouart, ainsi que celle plus récente de Saillat-sur-Vienne. En outre, l'attraction de Limoges a permis de conserver, grâce à l'existence d'unités industrielles, une assez forte densité de population sur les deux tiers de la bordure périgourdine du département.

- **La basse vallée de la Corrèze : Brive et Tulle** : Brive-la-Gaillarde, avec 52677 habitants en 1990, se classe, selon l'INSEE, au 97^{ème} rang des villes françaises. Son agglomération, créditée de 64000 habitants, occupe le 85^{ème} rang. Ce chiffre est resté stable alors que la ville centre a perdu comme Limoges, 2000 habitants entre 1982 et 1990. La même tendance se poursuit entre 1990 et 1999 : la ville-centre continue à perdre des habitants (49141 en 1999), alors que l'agglomération dans son ensemble continue à progresser démographiquement grâce à l'attractivité des communes de banlieue (65411 habitants en 1999). Cependant une seconde couronne moins dense a permis, par Varetz, Ussac, Saint Viance, Allasac, Donzenac, de phagocyter Objat, constituant ainsi un vaste secteur en voie d'urbanisation de 80000 habitants. L'influence de Brive s'étend d'ailleurs sur tout le bassin où, en raison des pratiques culturelles particulières, la population rurale demeure élevée. Les fortes densités se poursuivent tout au long de la limite avec la Dordogne à l'Ouest jusqu'à Arnac-Pompadour et Lubersac, où elles rejoignent la zone limougeaude. A l'Est, le bassin de Meyssac présente des caractères proches et bénéficie d'une réelle activité touristique à Meyssac même, à Collonges-la-Rouge et à Turenne.

En remontant la vallée de la Corrèze, on arrive à Tulle, vieille ville industrielle de 18685 habitants, également en recule de 2000 habitants sur 82. Tulle ne profite guère de l'essor de Brive, et sa très ancienne industrie de l'armement traverse une crise sérieuse. Néanmoins, la ville est entourée d'une dizaine de communes d'allure à la fois citadine et campagnarde qui, de Seilhac à Sainte-Féréole et de Saint-Germain-les-Vergnes à Laguenne, lui constitue une banlieue agreste de 14000 habitants. Au-delà, un secteur dynamique et correctement peuplé s'avance au Nord-Ouest jusqu'à Uzerche, et de manière plus chaotique au Sud-Est, vers Argentat. Au contraire, au Nord-Est, au-delà de Treignac, on bute tout de suite sur la zone déjà désertifiée.

- **La Basse Marche et les plateaux du Sud-Est de la Haute-Vienne.** La Basse Marche présentait au début du siècle deux aspects distincts. Sur les lisières de la Vienne et de la Charente dominaient les très grands domaines exploités par les métayers ; d'où une population assez clairsemée. L'élevage extensif du mouton, actuellement pratiqué, n'est guère susceptible d'améliorer la situation. Aussi, une demi-douzaine de communes périphériques révèlent des densités très faibles, en-deçà de la barre des dix habitants par km².

Cependant, la Basse Marche a toujours possédé un réseau assez dense de petites villes et de grosses bourgades : Le Dorat, Bellac, Magnac-Laval, Châteauponsac, Bessines-sur-Gartempe. Celles-ci se dépeuplent, mais leur nombre élevé sur un territoire restreint maintient une moyenne générale correcte. En outre, la Basse Marche, à l'altitude faible, au relief peu accentué, au climat à dominante océanique, aux revenus agricoles convenables, conserve de nombreux atouts, outre sa proximité relative de Limoges.

La crise démographique que traverse le Limousin rend aléatoire toute prévision , mais « il paraît certain que, si le développement de la capitale se poursuit, celui-ci profitera à l'ensemble de la Haute-Vienne, qu'il s'agisse de la Basse-Marche ou des plateaux du Sud-Est du département » [DAUGER, DAYEN]. On peut déjà constater que la portion haut-viennoise du plateau de Millevaches se désertifie moins que les secteurs creusois et corréziens.

- **Le quart Nord-Ouest de la Creuse.** La Haute-Vienne dans sa quasi totalité, et la Corrèze dans sa moitié Sud-Ouest, paraissent assurées de maintenir tant bien que mal le niveau global de leur population. A l'inverse, personne n'est jusque ici parvenu à enrayer le déclin de la Creuse. Seul le quart Nord-Ouest aurait quelque chance de résister, mais rien n'est moins sûr. Guéret demeure l'une des six préfectures françaises de moins de 20000 âmes. Avec 16718 habitants, sa population a régressé de 1000 unités depuis 1982. La progression enregistrée sur sept communes suburbaines n'est même pas parvenue à compenser totalement cette perte. Cette tendance s'accélère encore entre 1990 et 1999, puisqu'au cours de cette

décennie, la ville de Guéret perd plus de 2000 habitants. Il est toutefois incontestable que la présence de Guéret, où ont été créés au cours de la dernière décennie, quelques emplois dans le secteur tertiaire, a freiné la dépopulation, dans un rayon d'un vingtaine de kilomètres sans parvenir à l'enrayer.

Les densités rurales demeurent relativement élevées dans les cantons de Dun-le-Palestel et de La Souterraine grâce à un élevage prospère. A La Souterraine, principale ville industrielle de la Creuse, plusieurs usines ont beaucoup licencié. Toutefois avec seulement 26% de sa superficie, les cantons de Bonnat, Guéret, Saint-Vaury, Dun, La Souterraine, Le Grand-Bourg regroupent 43% de la population du département. La densité (39 hab/km²) demeure comparable à la moyenne régionale et la baisse par rapport à 1982 s'est limitée à 3,7% contre 7,42% sur le reste du territoire creusois.

E. Limousin 2007 et Limousin 2017 : deux instantanées des disparités :

Les deux exercices de prospective, Limousin 2007 et Limousin 2017, mettent l'accent sur les disparités internes de la Région. « Nature du relief, exode rural, vieillissement, enclavement, sous-natalité ont contribué à façonner un paysage démographique privilégiant les zones de Limoges, Saint-Junien et Brive à l'Ouest de la région au détriment du flanc Est (Marche, Plateau de Millevaches, Haute-Corrèze) ».

Les auteurs de Limousin 2007 expliquent cette situation grâce à un fait. Pour eux, la répartition spatiale de la population devient de plus en plus étroitement liée aux axes de circulation et de communication qui irriguent l'espace rural. Au regard de cet exemple, il est évident que si les voies de communication rapides sont une condition nécessaire (mais pas suffisante) du développement, elles accélèrent la désertification des zones rurales en dévitalisation.

Cet exercice de prospective ne fait pas de prévisions très optimistes pour 2007. Selon lui, à cette échéance, la région va perdre 45000 habitants par rapport à 1990, en continuant à accroître ses disparités. En un peu moins de 30 ans, cela revient à rayer Brive de la carte ! Dans un contexte démographique d'une région au caractère rural affirmé, où les personnes âgées sont sur-représentées et où la fécondité est très faible, le déclin de la population et l'accentuation des disparités semblent difficiles à enrayer.

En 1990, les exploitants agricoles de plus de 55 ans sans repreneur représentent plus de 20% de la surface cultivée. Bientôt, les actifs agricoles ne seront plus assez nombreux pour entretenir les espaces ruraux. La solution serait alors d'augmenter la taille des

exploitations. Cependant, la faible utilisation du remembrement, la dispersion du parcellaire et le mauvais état des parcelles (manque de fertilisation liée à un élevage extensif) rendent cette tâche particulièrement ardue.

Néanmoins, les campagnes limousines ne sont pas sans atout :

- L'espace rural bien qu'en cours de désertification est encore suffisamment humaniser pour rester accueillant. Il peut ainsi devenir un espace de loisirs ; un lieu de conservation d'une culture, d'une tradition, d'un environnement ; un espace où l'on peut lier qualité de vie et travail pour de nouvelles entreprises qui utilisent la télématique ou pour des entreprises artistiques.
- L'eau est abondante en Limousin. C'est un élément ressource en agriculture, une source d'énergie pour l'industrie et l'artisanat, une base essentielle du développement touristique.
- La campagne limousine offre également des produits agricoles de qualité.
- Les conditions dans les campagnes limousines sont idéales pour développer l'agriculture biologique et la création de filières agro-biologiques.
- Les systèmes d'exploitation sont plus extensifs qu'ailleurs (plus grande occupation de l'espace).
- L'agriculture est peu polluante et respectueuse de l'environnement.
- Les campagnes limousines offrent un patrimoine bâti et rural de qualité ; ce qui constitue un atout majeur du développement rural.
- L'air est pur.

Ces atouts des campagnes mis en avant par Limousin 2007 seront-ils suffisants pour atténuer les disparités infrarégionales de développement ? Ils sont à mon avis, les arguments permettant d'éviter la désertification totale des campagnes, mais ne semblent pas suffisants pour atténuer les disparités infra-régionales de développement.

A la fin des années 1990, Limousin 2017 fait un constat : les disparités infrarégionales persistent au travers du déséquilibre Est/Ouest. Cependant les problématiques territoriales se sont modifiées. La métropolisation a progressé en même temps que les zones rurales ont attiré de nouveaux actifs. La région est majoritairement urbaine mais dans des

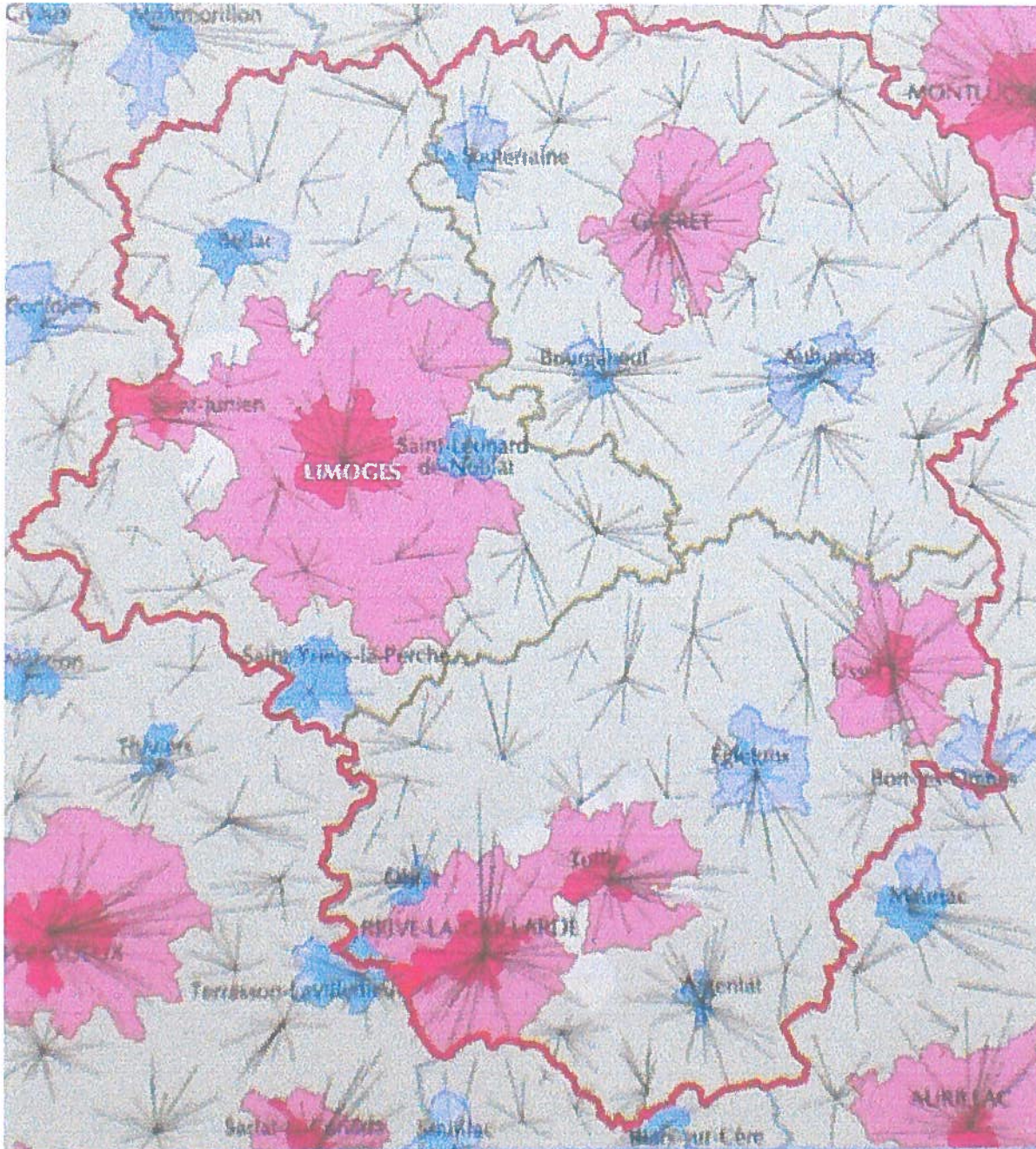
proportions moindre qu'à l'échelle nationale. Le Limousin est alors considéré comme désenclavé (arrivée de l'autoroute 20, gratuite, reliant la région au Nord à Châteauroux, Orléans et Paris et au Sud à Toulouse, en passant par Limoges et Brive) avec encore une faible densité. Ainsi, le territoire s'articule toujours en fonction d'une double problématique : une très forte polarisation urbaine et un fort déséquilibre Est/Ouest avec à l'Est une population vieillie et peu dense et à l'Ouest une population plus jeune, plus urbaine, plus dynamique sur le plan de l'emploi.

« En résumé, des tendances lourdes au déséquilibre spatial sont la caractéristique dominante de l'espace limousin. C'est pourquoi une politique claire et volontariste d'aménagement de l'espace est plus qu'ailleurs essentielle si on veut éviter que la vie ne se retire de vastes ensembles de l'espace régional » (Limousin 2007). Dix ans plus tard, le même constat doit être fait : les tendances lourdes au déséquilibre spatial persistent, mais les problématiques territoriales changent sensiblement. D'une part, l'urbanisation s'est accentuée. Elle bénéficie aux plus grandes villes de la région, en terme d'activités et de populations. D'autre part, les zones rurales attirent des résidents. Le recensement de 1999 montre que le solde migratoire est nul ou positif dans la très large majorité des communes et qu'il est négatif dans une petite minorité. Pour Limousin 2017, cela signifie que, « même si la population totale diminue du fait du déficit naturel dû au vieillissement, il y a dans les communes rurales des flux migratoires qui sont le signe de la vie ». Cependant, les migrants résidentiels sont pour la plupart des retraités originaires du Limousin ou non, qui à la fin de leur vie active souhaitent revenir au pays ou trouver du calme et de la tranquillité. Ainsi, les actifs venant s'installer dans les zones rurales restent-ils encore marginaux. Les « jeunes retraités » sont-ils capables de ré-insuffler une dynamique aux campagnes limousines ?

Si la population de la Région est majoritairement urbaine, elle l'est beaucoup moins qu'au niveau national (55% en Limousin, 76% en France). Mais la polarisation urbaine est plus forte en Limousin qu'en France : les deux premières agglomérations de la Région rassemblent le tiers de la population régionale. Un Limousin sur quatre habite l'agglomération limougeaude. Il y a donc proportionnellement moins d'urbains en Limousin, mais il y a deux grandes villes, dont une très grande, qui dominent l'organisation urbaine régionale. L'impact territorial de ces villes est considérable : l'aire urbaine de Limoges s'étend sur 53 communes (225300 habitants) et l'ensemble des aires urbaines de la Région sur 125 communes, qui regroupent plus de 400000 habitants. L'INSEE définit une aire urbaine comme étant « un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales (et petites unités urbaines) alentours dont au moins 40% de la

population active ayant un emploi travaillent dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci ». En 1999, le Limousin comptait six aires urbaines : Limoges, Brive, Tulle, Guéret, Ussel et Saint-Junien.

CARTE N°2 : LES AIRES URBAINES LIMOUSINES EN 1999



Source : INSEE Limousin

Réalisation : INSEE

Comme nous l'avons vu précédemment, le déséquilibre Est-Ouest a persisté entre les deux exercices de prospective. C'est une ligne Argentat-La Souterraine qui semble partager le territoire Limousin en deux parties :

- à l'Ouest : la quasi totalité du département de la Haute-Vienne et les parties Sud et Ouest de la Corrèze, structurées autour de l'axe Brive-Tulle
- à l'Est, le département de la Creuse et la partie orientale de la Corrèze (ensemble de la montagne limousine et de la Haute-Marche-Combrailles).

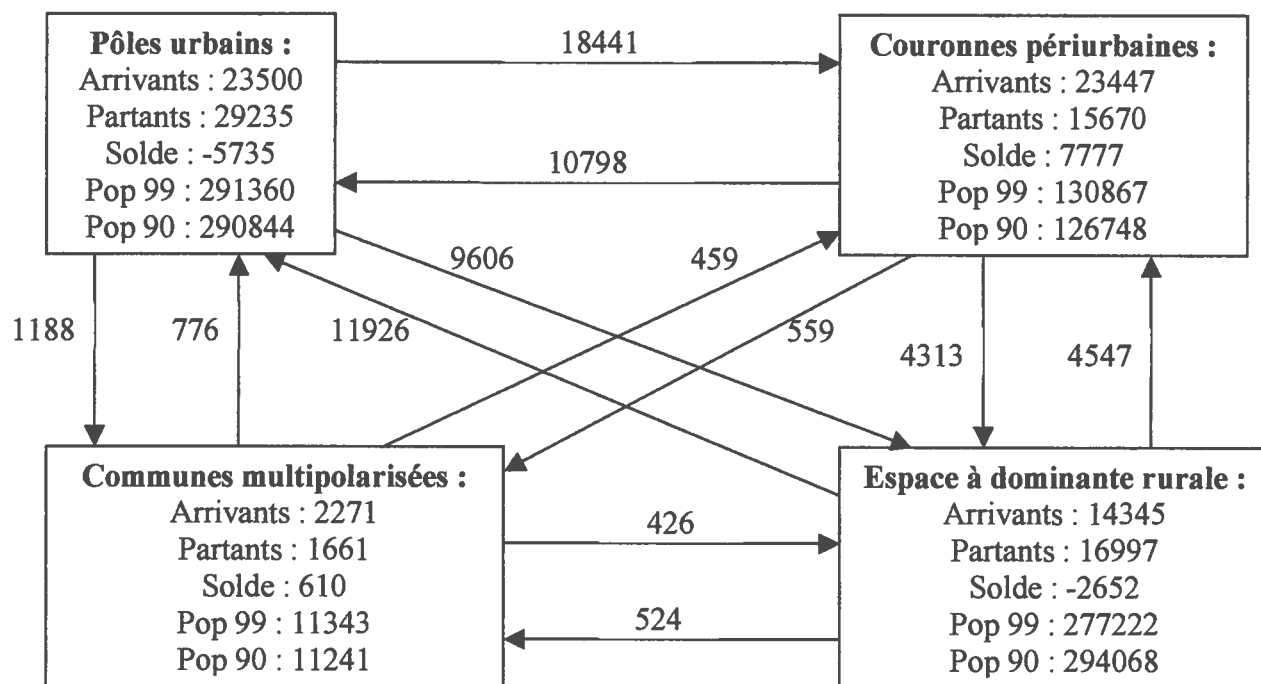
A l'Est, les deux agglomérations majeures sont Ussel et Guéret dont la taille n'est pas comparable avec celle de leurs homologues « occidentales ». Le centre de gravité de l'espace démographique régional est donc largement décalé vers l'Ouest du Limousin. En plus du déséquilibre démographique (un Ouest peuplé, à forte densité avec une population jeune, avec une structure plus dynamique et un Est avec une population vieillie pour laquelle se pose le problème du renouvellement), on remarque une répartition déséquilibrée de l'activité socio-économique. Encore une fois, l'Ouest domine. Les seules agglomérations de Limoges et de Brive concentrent à elles seules 50% de l'emploi régional. 85% de l'emploi salarié est le fait de la partie occidentale de la Région. La répartition géographique de l'emploi pose ainsi des problème du maintien d'un tissu socio-économique dynamique dans des espaces possédant une démographie distendue.

De part et d'autre de la fameuse ligne Argentat-La Souterraine, les niveaux d'équipement, les taux d'accessibilité aux services sont plus ou moins importants, le maillage entrepreneurial est plus ou moins lâche, les fonctions d'encadrement des pôles sont plus ou moins importantes...

Outre la concentration d'emplois administratifs dans les chefs lieux de département, des spécialisations apparaissent dans les zones d'emploi. A Tulle, les industries d'armement et de la mécanique restent fortement implantées, mais leur part diminue par rapport aux activités administratives. La zone d'emploi de Guéret connaît une évolution semblable : les activités tertiaires, et particulièrement la santé, occupent une part importante de l'emploi. A Bellac et Saint-Junien, les industries traditionnelles maintiennent une forte présence. Dans la zone d'emploi de Bellac, l'industrie automobile occupe proportionnellement huit fois plus de salariés qu'en moyenne régionale. Dans celle de Saint-Junien, les industries du papier et de l'emballage constituent un pilier économique majeur, les services étant proportionnellement peu présents. L'agriculture et l'éducation se partagent, avec l'industrie, l'essentiel des activités de la zone d'emploi d'Aubusson. Le bassin d'emploi d'Ussel est très industriel, mais 40% de ses emplois sont liés à l'éducation et à la santé ; la

spécialisation agro-alimentaire du bassin de Brive se confirme et les industries des biens d'équipement, autrefois liées aux activités de défense, sont en situation incertaine, et quelquefois en difficultés. La zone d'emploi de Limoges est la plus importante et la plus diversifiée.

Comment fonctionnent les territoires urbains et ruraux en terme d'échanges et de migrations ? [INSEE Limousin la revue, n°34]



Entre 1990 et 1999, deux principaux transferts de population ont lieu :

- L'espace à dominante rurale perd des jeunes au profit des pôles urbains
- Les familles quittent les villes pour s'installer dans les couronnes périurbaines. Ce sont le plus souvent de jeunes adultes d'une trentaine d'années avec des enfants en bas âge.

Dans ces échanges, l'aire urbaine de Limoges est largement gagnante. Cependant, ce n'est pas la commune de Limoges qui attire le plus de nouveaux habitants. Cette dernière est même en déficit migratoire (-3000 habitants). Les communes de la première couronne sont celles qui enregistrent les soldes de migrants résidentiels les plus élevés, avec à leur tête Panazol (Est de l'Agglomération) avec 857 nouveaux habitants. Grâce à ce phénomène, l'aire urbaine de Limoges sort largement gagnante de ces échanges migratoires avec le reste du Limousin (+4000 unités). Elle attire également des urbains des autres pôles (+700 par rapport à Brive et +500 par rapport à Guéret).

L'aire urbaine limougeaude est en constante évolution et se rapproche de plus en plus rapidement des limites départementales.

Les autres communes centre sont elles aussi en déficit, avec en premier lieu Brive-la-Gaillarde (-2772 unités). Leur couronne périurbaine étant beaucoup moins étendue que celle de Limoges, elle a du mal à contrebalancer le déficit enregistré par la commune centre.

Cette partie historique nous a permis d'aborder rapidement les origines des disparités de développement (que ce soit entre les villes ou bien entre les zones urbaines et les zones rurales), d'expliquer pourquoi l'on est passé d'un territoire assez homogène au début du XIX^{ème} siècle (les densités de population variaient alors de 40 à 60 habitants par km²), à un territoire où les densités vont de moins de 10 à plus de 250 habitants par km² à la fin du XX^{ème} siècle.

Tout d'abord la Révolution Industrielle a séparé le Limousin industriel du Limousin agricole. Ensuite la porcelaine a été un véritable facteur de concentration des emplois et des richesses à Limoges. Cette dernière prend de plus en plus d'importance par rapport à ses voisines et apparaît rapidement comme la ville la plus importante de l'espace Centre-Ouest.

Ainsi, quand il est admis qu'une voie de chemin de fer doit irriguer cet espace géographique, il est décidé qu'elle passera par Limoges. Les voies de communication les plus performantes de l'époque arrivent donc d'abord au chef-lieu de la Haute-Vienne et accroissent encore la dynamique interne de la ville. L'écart s'accroît alors un peu plus avec les autres unités urbaines de la région. Plus tard, Limoges est choisi comme site pour accueillir de nouvelles industries déconcentrées. Le phénomène s'amplifie encore.

Parallèlement à cela, les campagnes se vident mais à des rythmes différents : ce sont en premier lieu les zones éloignées des villes qui perdent le plus d'habitants. Les villes créent des zones d'influence plus ou moins étendues. Face à ces mouvements migratoires définitifs, la périurbanisation apparaît et accentue les liens entre la ville et la campagne (mais la campagne proche).

Les exercices de prospective, Limousin 2007 et Limousin 2017, nous donnent une photographie des disparités au moment de leur réalisation. Là encore, le processus d'urbanisation apparaît comme un facteur aggravant des disparités. Entre les deux documents, les disparités se sont accrues de part et d'autre d'une ligne Argentat/La Souterraine. Ces disparités sont notées sur le plan démographique mais également sur le plan économique. La polarisation urbaine s'est considérablement accrue. Cependant les pôles urbains ne profitent pas tous de la même façon de ce phénomène. Les préfectures des départements de la Haute-Vienne et de la Corrèze sortent leur épingle du jeu. Si Brive prend de plus en plus d'importance à l'échelle régionale, la prépondérance de Limoges demeure (voir parties suivantes).

Il s'agit maintenant de mesurer les disparités infra-régionales de développement.

II. REPRESENTATION DES DISPARITES DE DEVELOPPEMENT EN LIMOUSIN:

Il s'agit, dans cette partie, de croiser des données statistiques de l'INSEE afin d'établir une représentation cartographique des disparités infra-régionales de développement en Limousin.

A. Choix de l'échelle et des critères :

A quelle échelle allons-nous mesurer les disparités ? Il ne s'agit pas ici de rentrer dans le détail. Pour avoir accès aux données de l'INSEE, nous sommes obligés de nous calquer sur une échelle (le plus souvent administrative) utilisée par l'Institut. Nous ignorerons les unités urbaines et les aires urbaines qui ne tiendraient compte que du fait urbain. Restent alors les découpages administratifs.

L'échelon communal serait le plus pertinent et le plus à même de faire apparaître finement les disparités de développement. Néanmoins si travailler à ce niveau sur l'ensemble de la région Limousin (qui compte plus de 600 communes) serait l'échelle la plus adaptée, cette solution n'est pas viable dans le temps imparti pour la réalisation de ce mémoire. Cela demanderait un travail de recherche et de traitement de données trop important et trop long.

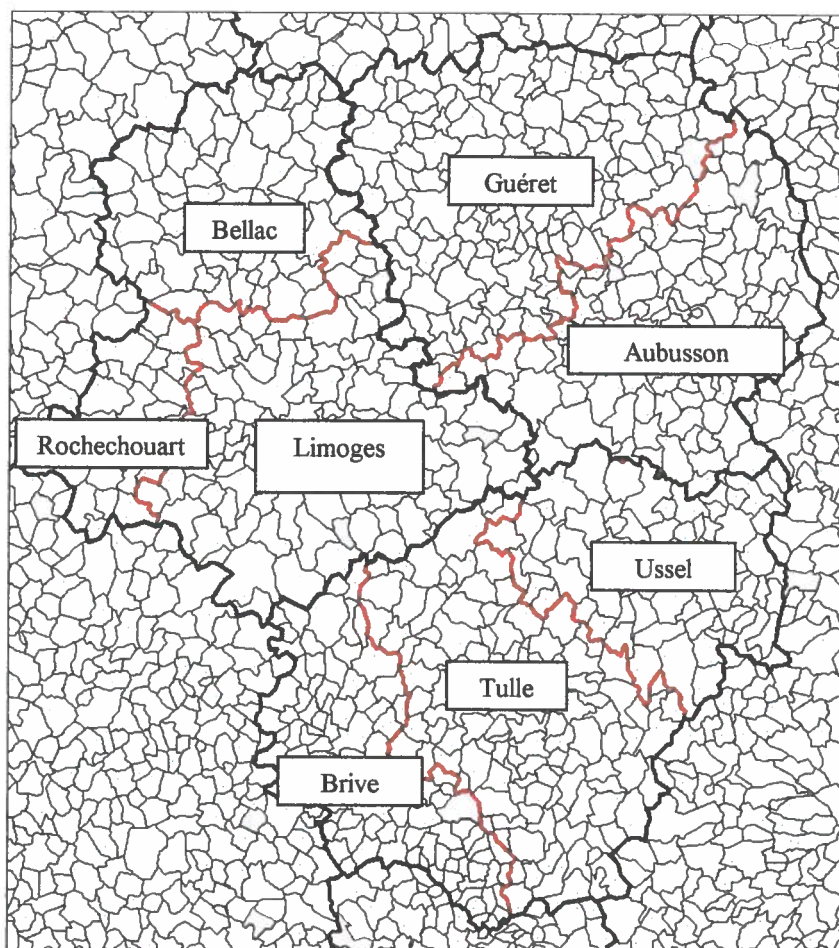
Ensuite vient l'échelon cantonal. Le canton est un découpage électoral. A ce titre, l'INSEE ne met pas à disposition de données particulières à cette échelle. Les villes importantes du territoire sont même scindées entre différents cantons pour que les circonscriptions électorales n'aient pas un poids démographique trop hétéroclite. Ce découpage ne paraît donc pas très cohérent.

L'échelon départemental est, quant à lui, trop vaste. Il ne permettrait pas de mettre en avant les disparités.

Restent les arrondissements. Ces derniers sont des circonscriptions administratives servant à définir le rayon d'action des sous-préfectures. Même si cette échelle encore trop large, elle est le seul compromis viable entre l'échelon communal et l'échelon départemental.

Nous allons donc mesurer les disparités infrarégionales de développement en Limousin à l'échelle des arrondissements. Le Limousin compte huit arrondissements : trois en Haute-Vienne (Bellac, Limoges et Rochechouart), trois en Corrèze (Brive, Tulle et Ussel) et deux en Creuse (Aubusson et Guéret).

CARTE N°3 : PRESENTATION DES ARRONDISSEMENTS LIMOUSINS



Source : INSEE

Réalisation : Aurélie Régeasse

Comment exprimer les disparités ?

Les disparités vont être appréciées selon trois thématiques : la démographie, les conditions de vie des habitants, et l'économie. Chacune de ces thématiques sera composée de quatre indicateurs. Ainsi les trois thématiques auront-elles la même importance.

Démographie :

- Evolution de la population entre 1990 et 1999
- Taux annuel du solde migratoire enregistré entre 1990 et 1999
- Densité de population
- Indice de jeunesse

Conditions de vie des habitants :

- Médiane du revenu fiscal par unité de consommation en 2000
- Eloignement aux services et équipements relevé lors de l'inventaire communal de 1998
- Part de résidences principales sans baignoire ni douche dans le parc total de résidences principales en 1999
- Part de la population de plus de 15 ans sans diplôme en 1999

Economie :

- Taux de chômage au 31 décembre 2002
- Variation de l'emploi entre 1990 et 1999
- Variation du nombre d'établissements entre 2000 et 2003
- Part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements.

Ces indicateurs ont été choisis parce qu'ils prennent en compte les dimensions essentielles du développement (voir page 3). D'autres indicateurs concernant notamment le capital humain (sur la dimension culturelle par exemple) auraient mérité d'apparaître dans cette évaluation des disparités. Néanmoins, ces données n'étaient pas disponibles gratuitement sur le site Internet de l'INSEE, ou pas disponibles à l'échelle de l'arrondissement. Le fait que les indicateurs soient exprimés en valeur relative ne conforte pas à première vue les arrondissements les plus urbanisés. Par exemple, il vaut mieux parler de l'évolution démographique plutôt que du poids démographique, qui favoriserait alors l'arrondissement de Limoges.

Pour chaque indicateur, les données permettront d'effectuer un classement des arrondissements et de réaliser une carte mettant en avant les disparités. Selon le classement, chaque arrondissement bénéficiera d'une note. Plus la situation est favorable, plus la note est forte. Par exemple, l'arrondissement bénéficiant de la plus forte évolution de population entre 1990 et 1999 se verra attribuer la note la plus forte ; c'est à dire 8 (puisque le Limousin compte huit arrondissements) et ainsi de suite dans l'ordre décroissant du classement.

Enfin en additionnant les notes qu'a enregistré chaque arrondissement, cela nous permettra d'obtenir une valeur qui tiendra lieu d'indicateur de développement. Plus ce chiffre sera élevé, plus le territoire pourra être considéré comme développé.

Ainsi le niveau de développement d'un arrondissement sera évalué par rapport aux autres arrondissements. Il s'agit d'une méthode multi-critère qui ne permet pas de comparer directement les territoires limousins avec ceux d'autres régions. La mesure est faite entre eux ; la méthode ne donne pas une valeur précise permettant de faire une comparaison extérieure. Cette méthode permet de mettre en place une hiérarchie des territoires limousins plus qu'une véritable mesure des disparités : les écarts de développement ne sont pas pris en compte. En fait, cette évaluation met en place un classement des arrondissements en fonction d'une multitude d'indicateurs répondant chacun en partie à la définition du développement.

Avant de commencer cet exercice, il s'agit de définir ce qu'est un indicateur, quels en sont les limites et les biais.

Un indicateur est « un nombre sélectionné à partir d'une base de données plus importante ayant une signification synthétique et un but spécifique » (définition de l'OCDE en 1993). « Un indicateur simplifie pour les rendre quantifiable des phénomènes complexes de sorte que la communication soit possible ou encouragée et la planification facilitée » [OZIOL]. Pour répondre à cette définition, un indicateur doit remplir quatre fonctions : deux précédentes à sa construction (1) et deux concernant son utilisation possible :

- la quantification de phénomènes complexes (1)
- la simplification en réduisant le nombre de données à traiter (1)
- la planification du phénomène étudié (2)
- la communication (2)

Pour remplir ces fonctions, l'indicateur doit satisfaire un certain nombre de paramètres [OZIOL] :

- « être représentatif du système étudié,
- être quantifiable, effectivement mesurable et facilement disponible,
- permettre les comparaisons,
- être sensible et fiable dans le temps,
- avoir une base scientifique. La subjectivité introduite au sein de la définition et de la construction de l'indicateur demande une transparence totale. Il s'agit de rendre explicite les écarts entre la

base scientifique et l'indicateur final liés au manque de données pour ne pas fausser l'interprétation et la communication.

- s'adapter aux groupes cibles (l'information doit être présentée en fonction de ces utilisateurs potentiels : présentation des fondements, de la méthode de constitution et de la présentation) ».

Malgré sa forte dépendance à la disponibilité des informations, l'indicateur est un outil d'aide à la décision. Il s'agit ici de mettre au point, grâce à la méthode décrite précédemment, un indicateur spatial. Chaque territoire sera tributaire d'une valeur ; les disparités seront mises en avant grâce à la cartographie.

B. Résultats obtenus et cartographie :

Afin d'alléger cette partie et de ne pas couper les commentaires, les cartes représentant les résultats de chaque indicateur sont consultables en annexe.

Démographie :

- évolution démographique entre 1990 et 1999 :

Tableau n°1 : évolution démographique des arrondissements limousins entre 1990 et 1999 :

Arrondissements	Population en 1999	Taux annuel moyen d'évolution de la population entre 1990 et 1999
Aubusson	39993	-0,82
Bellac	40120	-0,69
Brive-la-Gaillarde	121150	0,09
Guéret	84477	-0,49
Limoges	278439	0,15
Rochechouart	35334	-0,29
Tulle	76997	-0,56
Ussel	34429	-0,73

Source : INSEE, RGP 1999

Le taux annuel d'évolution de la population est le pourcentage moyen d'évolution qu'ont connu les huit territoires limousins entre 1990 et 1999. Il est calculé de la façon suivante :

$$X = \sqrt[n]{\text{Pop}_{t1}/\text{Pop}_{t0}} - 1$$

avec X le taux annuel d'évolution, Pop_{t0} la population de l'année de départ, Pop_{t1} la population de l'année d'arrivée et n le nombre d'années entre t0 et t1.

Cet indicateur permet de connaître l'évolution moyenne de la population entre 1990 et 1999 et d'analyser de façon globale comment se comporte démographiquement les huit arrondissements du Limousin. Quels sont ceux qui gagnent des habitants ? Quels sont ceux dont la population diminue ? Si cet indicateur ne permet pas de mesurer directement l'attractivité résidentielle d'un territoire (importante en terme de développement), il donne une première idée des disparités de dynamique démographique. Ce point est particulièrement important dans une région comme le Limousin enclin à des pertes démographiques depuis longtemps (voir partie historique).

Tableau n°2 :classement des arrondissements selon l'évolution démographique :

Arrondissements classés par ordre décroissant du taux annuel d'évolution démographique	Points
Limoges	8
Brive	7
Rochechouart	6
Guéret	5
Tulle	4
Bellac	3
Ussel	2
Aubusson	1

Il faut noter dans ce classement que les arrondissements de Limoges et de Brive sont les deux seuls à connaître une évolution démographique positive (progression faible mais progression quand même). Cette progression est-elle due à un mouvement naturel ou à un mouvement migratoire ? C'est ce que nous allons voir grâce à l'indicateur suivant.

- évolution du solde migratoire entre 1990 et 1999 :

Le solde migratoire est « la différence, au cours d'une période, entre le nombre de personnes venant résider dans une circonscription géographique (pays, région, département, commune, etc) et celles allant résider hors de cette circonscription » [INSEE Limousin].

Tableau n°3 : solde migratoire des arrondissements :

Arrondissements	Taux annuel du solde migratoire entre 1990 et 1999
Aubusson	0,10
Bellac	0,08
Brive	0,30
Guéret	0,23
Limoges	0,28
Rochechouart	0,34
Tulle	0,11
Ussel	-0,12

Source : INSEE, RGP 1999

Pourquoi prendre en compte le solde migratoire alors que l'indicateur précédent concerne déjà l'évolution de la population ? Une des caractéristiques du Limousin est de perdre des habitants du fait de son solde naturel négatif. En revanche, la Région apparaît souvent comme une terre d'accueil. Ce n'est pas parce qu'un territoire a une évolution globale négative qu'il n'est pas attractif pour les populations. Cette attractivité est une des conséquences du développement ; les individus vont s'installer dans un territoire leur offrant un environnement qu'ils jugent favorables, c'est à dire leur permettant entre autres de trouver un emploi, d'avoir accès aux services... Ainsi le fait que des populations nouvelles viennent s'installer sur ces territoires est un signe de leur dynamisme.

Le taux annuel du solde naturel est calculé de la façon suivante :

$$\text{Mvt migr} = \text{Pop}_{t1} - \text{Pop}_{t0} - \text{Mvt nat}$$

En valeur absolue, le mouvement migratoire (Mvt migr) est la différence la population d'arrivée (Pop_{t1}), la population de départ (Pop_{t0}) et l'évolution démographique liée au mouvement naturel (Mvt nat).

$$x = \text{Mvt migr} * 100 / \text{Pop}_{t0}$$

En valeur relative, le mouvement migratoire représente une évolution globale notée x de la population de départ (Pop_{t0}). Le taux annuel du solde migratoire (X) correspond à l'évolution moyenne qu'a connu un territoire sur une période donnée (n). Ainsi, le taux annuel du solde migratoire se calcule de la façon suivante :

$$X = \sqrt[n]{x * \text{Pop}_{t0} / 100}$$

Tableau n°4 : classement des arrondissements selon le solde migratoire :

Arrondissements classés par ordre décroissant du taux annuel migratoire entre 1990 et 1999	Points
Rochechouart	8
Brive	7
Limoges	6
Guéret	5
Tulle	4
Aubusson	3
Bellac	2
Ussel	1

Concernant le taux annuel du solde migratoire, tous les arrondissements, à l'exception de celui d'Ussel, accueillent des populations nouvelles. Leur dynamisme démographique prouve leur attractivité.

Pourtant comme nous l'avons vu grâce à l'indicateur précédent, Limoges et Brive sont les deux seuls à avoir une évolution globale positive. Cela signifie, qu'en dehors de ces deux derniers, les arrondissements limousins ont des soldes naturels déficitaires qui contrebalancent largement les gains de population liés aux migrations résidentielles. On peut

supposer que ce constat est lié à la structuration par âge de la population. Plus la population est âgée, plus le déficit naturel est élevé et plus l'évolution globale de la population est faible. C'est ce que nous allons vérifier grâce à l'indicateur suivant.

- indice de jeunesse :

L'indice de jeunesse est le rapport entre la population de plus de 60 ans et la population de moins de 20 ans. Il permet de déterminer la « jeunesse » d'un territoire. Si l'indice est supérieur à 1, cela signifie que les moins de 20 ans sont plus nombreux que les plus de 60 ans. S'il est inférieur à 1, cela signifie que les plus de 60 ans sont plus nombreux que les moins de 20 ans.

Il se calcule de la façon suivante :

$$IJ = \text{Pop}_{60} / \text{Pop}_{20}$$

Avec IJ l'indice de jeunesse, Pop_{60} la population des plus de 60 ans et Pop_{20} la population des moins de 20 ans.

Tableau n°5 : indice de jeunesse des arrondissements limousins

Arrondissements	Population de plus de 60 ans	Population de moins de 20 ans	Indice de Jeunesse
Aubusson	14111	7200	0,51
Bellac	14001	7553	0,54
Brive	34666	24783	0,71
Guéret	28659	15540	0,54
Limoges	69339	56316	0,81
Rochechouart	11845	6652	0,56
Tulle	25957	13694	0,53
Ussel	10463	6735	0,64

Source : INSEE, RGP 1999

Les chiffres de ce tableau montrent une structure âgée de la population du Limousin. Dans tous les arrondissements de la région, les plus de 60 ans sont plus nombreux

que les moins de 20 ans ! Néanmoins des différences nettes apparaissent entre les territoires. Cinq arrondissements sur huit ont un indice de jeunesse aux alentours de 0,5. Cela signifie que les plus de 60 ans sont deux fois plus nombreux que les moins de 20 ans ! Cette situation explique les soldes naturels négatifs. Cela n'est pas encourageant pour l'avenir. Si les personnes âgées apportent un certain type de développement, les activités qui en découlent sont moins créatrices de valeur ajoutée que celles découlant d'une structure par âge plus équilibrée.

Le Limousin perd des habitants, non pas par manque d'attractivité (solde migratoire positif), mais plutôt par manque de jeunes. Sur cet aspect, les migrations résidentielles, qui sont considérées par beaucoup d'acteurs régionaux comme un bienfait, amplifient le phénomène. En effet, des études (et notamment les exercices de prospective Limousin 2007 et Limousin 2017) ont montré que la majorité des entrants sont des retraités qui reviennent au pays, surtout dans les arrondissements les moins urbanisés. Ainsi, les migrations résidentielles sont-elles un facteur aggravant du déficit naturel et de la sur-représentation des inactifs dans la structure de la population.

Tableau n°6 : classements des arrondissements limousins selon l'indice de jeunesse :

Arrondissements classés par ordre décroissant de leur indice de jeunesse	Points
Limoges	8
Brive	7
Ussel	6
Rochechouart	5
Bellac	4
Guéret	4
Tulle	2
Aubusson	1

- densité de population :

La densité de population, exprimée en habitants par kilomètre carré, montre l'occupation d'un territoire. C'est un rapport entre la superficie de ce territoire et le nombre

d'habitants qui le peuple. Cela permet de relativiser quelque peu les écarts de population entre les arrondissements. Par exemple, l'arrondissement de Limoges est-il le plus peuplé parce qu'il est le plus vaste en superficie ? Les arrondissements les moins peuplés sont-ils également les moins denses ?

La densité de population se calcule de la façon suivante :

$$D = \text{Pop} / S$$

Avec D la densité, Pop la population occupant un territoire et S la superficie en kilomètre carré de ce territoire.

Tableau n°7 : densité de population des arrondissements limousins :

Arrondissements	Superficie de l'arrondissement en km ²	Densité de population en habitants par km ²
Aubusson	2539	16
Bellac	1780	23
Brive	1526	79
Guéret	3027	28
Limoges	2945	95
Rochechouart	795	44
Tulle	2564	30
Ussel	1766	19

Source : INSEE

Les différences de densité entre les arrondissements sont importantes. Il y a en effet entre l'arrondissement le plus dense (Limoges) et le moins dense (Aubusson) un rapport de 1 à 6 ! Il faut comparer ces chiffres à la moyenne nationale. La densité moyenne française est de 104 habitants par kilomètre carré. L'arrondissement le plus dense du Limousin est en dessous de la moyenne nationale.

On remarque que, en dehors de Limoges et Brive, ce ne sont pas forcément les arrondissements les plus peuplés les plus denses. Par exemple Rochechouart, 7^{ème} d'après son poids démographique, est 3^{ème} selon la densité. Cela est du à la petitesse de la circonscription administrative et à la bonne occupation du territoire.

Les très faibles densités de certains arrondissements posent des problèmes d'entretien du paysage. La marque de l'Homme est de moins en moins visible et la nature reprend ses droits. Certains espaces sont « vides d'Hommes ». Qui dit pas d'homme, veut dire pas d'activité, pas d'entretien du patrimoine bâti et naturel... pas de développement.

Tableau n°8 : classement des arrondissements selon la densité de population :

Arrondissements classés par ordre décroissant de la densité de population	Points
Limoges	8
Brive	7
Rochechouart	6
Tulle	5
Guéret	4
Bellac	3
Ussel	2
Aubusson	1

TABLEAU N°9 : RECAPITULATIF DU CLASSEMENT DES ARRONDISSEMENTS LIMOUSINS POUR LA THEMATIQUE
« DEMOGRAPHIE »

Arrondissements classés selon le nombre total de points	Nombre total de points	Points « évolution démographique »	Points « taux annuel du solde migratoire »	Points « indice de jeunesse »	Points « densité »
Limoges	30	8	6	8	8
Brive	28	7	7	7	7
Rochechouart	25	6	8	5	6
Guéret	18	5	5	4	4
Tulle	15	4	4	2	5
Bellac	12	3	2	4	3
Ussel	11	2	1	6	2
Aubusson	6	1	3	1	1

L'arrondissement de Limoges obtient le meilleur score pour la thématique démographie. Il arrive premier dans trois indicateurs sur quatre. Celui de Brive est second dans tous les indicateurs et occupe ainsi la deuxième place. C'est Rochechouart qui occupe la troisième place. Cet arrondissement semble proche de ceux de Brive et Limoges. Cependant la méthodologie employée ici ne permet pas de prendre en compte les écarts entre les données. Rochechouart est en fait assez éloigné des données de Limoges et Brive.

Cette première partie démographie confirme les disparités relevées dans les parties historiques et sur les exercices de prospective. Ce sont les trois arrondissements situés à l'Ouest de la Région qui connaissent les meilleures évolutions démographiques, qui sont les plus attractifs pour les populations, qui sont les plus jeunes et les plus denses.

Conditions de vie des habitants :

Un territoire développé doit offrir à ses habitants autre chose que de l'emploi. Le développement doit être également social. C'est pourquoi cette thématique « conditions de vie des habitants » est pertinente dans un exercice de mesure des disparités de développement comme celui-là.

- médiane du revenu fiscal par unité de consommation en 2000 :

Cette médiane donne le revenu pour lequel la moitié de la population de l'arrondissement se trouve au-dessus et l'autre moitié en dessous. La médiane, en tenant moins compte des extrêmes, est plus juste que la moyenne. Elle est plus à même de faire ressortir la situation d'un territoire.

La médiane du revenu fiscal par unité de consommation nous informe sur le niveau de vie des populations. Même s'il faudrait nuancer les résultats en fonction du coût de la vie, cet indicateur aide à déterminer quels types de territoires sont à même d'offrir à leurs habitants les plus hauts niveaux de vie de la Région.

Tableau n°10 : médiane du revenu fiscal en 2000 des unités de consommation des arrondissements limousins :

Arrondissements	Médiane du revenu fiscal par unité de consommation en 2000 en euros
Aubusson	10795
Bellac	11586
Brive	13182
Guéret	11871
Limoges	14461
Rochechouart	12673
Tulle	13098
Ussel	12288

Sources : INSEE, DGI

Là encore, les disparités entre les arrondissements sont marquées. On note un écart de près de 4000 € entre l'arrondissement où la médiane du revenu fiscal est la plus élevée (Limoges) et celui où elle est la plus faible (Aubusson).

Le revenu fiscal médian des habitants de l'arrondissement de Limoges est plus de 30% supérieur à celui des habitants de l'arrondissement d'Aubusson. C'est donc l'arrondissement le plus peuplé, le plus dense et le plus jeune qui offre le plus haut niveau de vie en Limousin.

Tableau n°11 : classement des arrondissements selon la médiane du revenu fiscal :

Arrondissements classés dans l'ordre décroissant de la médiane du revenu fiscal	Points
Limoges	8
Brive	7
Tulle	6
Rochechouart	5
Ussel	4
Guéret	3
Bellac	2
Aubusson	1

- éloignement aux services et équipements :

Dans une région rurale comme le Limousin, on peut supposer qu'il existe des disparités en ce qui concerne l'accès aux services et aux équipements.

La densité des équipements et services est une conséquence du développement. Pas de service, ni d'équipement où il n'y a ni population ni activité. A l'inverse, l'absence de service et d'équipement est un facteur limitant au développement ; difficile d'attirer des habitants et des entreprises s'ils sont trop éloignés. Un accès rapide et aisé aux services et équipements est un confort que recherche de plus en plus les habitants d'un territoire (ce phénomène se retrouve dans l'essor des zones commerciales faciles d'accès et permettant de garer gratuitement la voiture).

C'est pourquoi nous avons décidé d'incorporer cet indicateur dans la thématique conditions de vie.

Tableau n°12 : éloignement moyen des populations des arrondissements limousins aux services et équipements :

Arrondissements	Eloignement aux services et équipements en kilomètres
Aubusson	6,66
Bellac	5,6
Brive	5,02
Guéret	5,68
Limoges	4,75
Rochechouart	3,85
Tulle	5,96
Ussel	6,89

Source : INSEE, Inventaire Communal, 1998

Ces chiffres sont des moyennes des éloignements aux services et équipements de chaque commune de chaque arrondissement. Il est regrettable que l'INSEE n'ait pas fait de nouvel inventaire communal depuis 1998. La situation a très certainement évolué depuis 6 ans. Néanmoins aucune autre étude sur les services et équipements n'a été réalisée depuis sur l'ensemble de la région.

Tableau n°13 : classement des arrondissements selon l'éloignement aux services et équipements :

Arrondissements classés dans l'ordre croissant de l'éloignement aux services et équipements	Points
Rochechouart	8
Limoges	7
Brive	6
Bellac	5
Guéret	4
Tulle	3
Aubusson	2
Ussel	1

Rochechouart est l'arrondissement où les services et équipements sont les moins éloignés. Cela peut être dû à la petitesse de cet arrondissement qui ne compte que 30 communes et à la forte polarisation qu'exerce Saint-Junien. De plus, cet arrondissement compte huit communes de niveau A.

Pour les équipements essentiels, l'INSEE réalise une hiérarchisation des communes en trois classes. La **catégorie A** regroupe les communes disposant simultanément :

« - d'une part, soit d'un supermarché ou d'un hypermarché, soit à défaut, à la fois d'une boulangerie, d'une boucherie ou d'une charcuterie, d'un magasin d'alimentation générale ou d'une supérette, et d'un magasin de droguerie, quincaillerie, outillage ou d'une grande surface non alimentaire.

- d'autre part d'un café ou d'un restaurant, d'un point de vente de quotidiens, d'un bureau de tabac et d'un bureau de poste ou d'une agence postale ».

La **catégorie B** rassemblent les « communes non classées en A et disposant au moins des trois produits pain, viande et alimentation générale dans les magasins de la commune : il s'agit simplement de la présence des produits mais pas nécessairement de celle d'une boulangerie, d'une boucherie ou d'un magasin d'alimentation générale en termes d'équipements.

On trouve dans la **catégorie C** les autres communes non classées en B ou en A.

Sur les trente communes de l'arrondissement de Rochechouart, huit sont de niveau A (Cussac, Oradour-sur-Glane, Oradour-sur-Vayres, Rochechouart, Saint-Junien, Saint-Laurent-sur-Gorre, Saint-Mathieu et Saint-Victournien). Bien réparties sur le territoire, elles offrent aux alentours la possibilité d'accéder rapidement aux équipements essentiels. Cette situation explique que Rochechouart soit l'arrondissement le mieux classé.

Pour cet indicateur aussi, les arrondissements orientaux du Limousin sont les plus mal placés. En moyenne, les habitants de l'arrondissement d'Ussel parcourent 3 km en plus que ceux de l'arrondissement de Rochechouart pour atteindre les services et les équipements. Pour certaines communes de l'arrondissement d'Ussel, les habitants doivent effectuer plus de quinze kilomètres ! De plus le relief plus chaotique des arrondissements orientaux rend ces quinze kilomètres plus longs à parcourir que quinze kilomètres dans l'arrondissement de Rochechouart.

- part des résidences principales sans baignoire ni douche dans le parc total de résidences principales en 1999 :

Cet indicateur donne des indications sur le niveau de confort des logements. Un territoire développé doit être à même de fournir à ses habitants des conditions d'habitation correctes (aussi bien grâce à des initiatives privées que publiques). De nos jours, pour être confortable, un logement doit comporter une baignoire ou une douche.

Tableau n°14 : part dans chaque arrondissement de résidences principales sans baignoire ni douche :

Arrondissements	Part de résidences principales sans baignoire ni douche en 1999
Aubusson	8,8%
Bellac	5,7%
Brive	2,4%
Guéret	6,4%
Limoges	2,6%
Rochechouart	4,3%
Tulle	4,2%
Ussel	5,2%

Source : INSEE, RGP 1999

Les pourcentages utilisés dans le tableau précédent se calculent de la façon suivante :

$$X = N * 100 / N_{\text{tot}}$$

avec X le pourcentage, N le nombre de résidences principales sans baignoire ni douche et N_{tot} le nombre total de résidences principales en 1999.

Tableau n°15 : classement des arrondissements selon la part de résidences principales sans baignoire ni douche :

Arrondissements classés dans l'ordre croissant du pourcentage de résidences principales sans baignoire ni douche	Points
Brive	8
Limoges	7
Tulle	6
Rochechouart	5
Ussel	4
Bellac	3
Guéret	2
Aubusson	1

Ce sont les deux arrondissements creusois qui ont le plus fort pourcentage de résidences principales sans baignoire ni douche. L'arrondissement de Brive (le mieux classé) a un pourcentage quatre fois plus faible que celui d'Aubusson (qui enregistre la plus forte part).

- part de la population de plus 15 ans sans diplôme en 1999 :

Plus un territoire est développé, plus il doit permettre à ses habitants d'accéder aux études. Les personnes prises en compte dans cet indicateur sont celles qui n'ont ni le BEPC pour les plus jeunes, ni le certificat d'études pour les plus âgés.

Cet indicateur, au-delà du niveau d'études, nous renseigne sur la structuration sociale de chaque arrondissement. Par exemple, le fort pourcentage de l'arrondissement de Rochechouart est du à la sur-représentation de la population ouvrière sur ce territoire. A l'inverse, l'arrondissement de Limoges est celui qui possède le plus fort pourcentage de cadres supérieurs et de professions intermédiaires.

Tableau n°16 : Part de la population de plus de 15 ans sans diplôme :

Arrondissements	Part de la population de plus de 15 ans sans diplôme
Aubusson	18,8%
Bellac	22%
Brive	16,6%
Guéret	17%
Limoges	14,1%
Rochechouart	21,3%
Tulle	17,2%
Ussel	18,7%

Source : INSEE

Les pourcentages du tableau précédent sont calculés de la façon suivante :

$$X = N * 100 / N_{\text{tot}}$$

Avec X le pourcentage, N le nombre de personnes de plus de 15 ans sans diplôme et N_{tot} le nombre total de personnes de plus de 15 ans.

Tableau n°17 : classement des arrondissements selon la part de la population de plus de 15 ans sans diplôme :

Arrondissements classés dans l'ordre croissant de la part de la population de plus de 15 ans sans diplôme	Points
Limoges	8
Brive	7
Guéret	6
Tulle	5
Ussel	4
Aubusson	3
Rochechouart	2
Bellac	1

A l'exception de Limoges et Brive toujours en tête, le classement est un peu bouleversé pour cet indicateur. Les arrondissements creusois sont bien classés alors que les haut-viennois (en dehors de celui de Limoges) sont en queue de peloton. La population de moins de 15 ans sans diplôme représente plus d'un cinquième de la population totale dans les arrondissements de Rochechouart et de Bellac, alors que cette proportion est de moins de 15% dans celui de Limoges.

TABLEAU N°18 : RECAPITULATIF DU CLASSEMENT DES ARRONDISSEMENTS LIMOUSINS POUR LA THEMATIQUE
« CONDITIONS DE VIE DES HABITANTS » :

Arrondissements classés selon le nombre total de points	Nombre total de points	Points « médiane du revenu fiscal »	Points « éloignement aux services et équipements »	Points « part de résidences principales sans baignoire ni douche »	Points « part de la population de plus de 15 ans sans diplôme »
Limoges	30	8	7	7	8
Brive	28	7	6	8	7
Rochechouart	20	5	8	5	2
Tulle	20	6	3	6	5
Guéret	15	3	4	2	6
Ussel	13	4	1	4	4
Bellac	11	2	5	3	1
Aubusson	7	1	2	1	3

Le trio de tête est le même pour la thématique « démographie » que pour la thématique « conditions de vie des habitants ». Aubusson, toujours bon dernier, n'a pas changé de position. Les arrondissements de Limoges et Brive se détachent nettement des autres. C'est donc sur ces territoires que l'aspect social du développement est le mieux pris en compte. A noter l'égalité entre Rochechouart et Tulle qui relègue Guéret à la 5^{ème} place.

La thématique « économie » va-t-elle détrôner Limoges, Brive et Rochechouart ?

Economie :

L'économie a longtemps été considérée comme le seul indicateur du développement. La définition du développement était alors synonyme de croissance économique. Aujourd'hui si beaucoup s'accorde à dire qu'il faut également prendre en compte les données sociales, l'économie est toujours considérée comme le moteur du développement. Il faut des entreprises pour créer de l'emploi et de la valeur ajoutée (création de richesses), attirer des habitants qui seront alors en nombre suffisant pour que des commerces, des services et des équipements soient mis en place. Ces commerces, services et équipements amélioreront les conditions de vie des habitants et créeront à leur tour des emplois, qui feront venir de nouvelles populations... et ainsi de suite.

- taux de chômage au 31 décembre 2002 :

Le taux de chômage de tous les arrondissements limousins a été calculé par l'INSEE au sens du Bureau International du Travail (BIT). Pour le BIT, un chômeur est « une personne en âge de travailler (plus de 15 ans) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement ».

Le taux de chômage permet de déterminer la capacité d'un territoire à absorber la population active. Ainsi, indirectement, il nous renseigne sur le dynamisme du tissu économique, la capacité de la main d'œuvre à s'adapter aux demandes du marché du travail...

Tableau n°19 : Taux de chômage des arrondissements au 31 décembre 2002 :

Arrondissements	Taux de chômage au 31 décembre 2002
Aubusson	7,7%
Bellac	6,7%
Brive	6,6%
Guéret	7,4%
Limoges	7%
Rochechouart	6,4%
Tulle	5,5%
Ussel	6,8%

Source : INSEE

Ce taux de chômage est obtenu « en rapportant le nombre de chômeurs au sens du BIT et corrigé des variations saisonnières à la population active totale composée des actifs ayant un emploi, des militaires du contingent et des chômeurs ». Il faut noter que tous les arrondissements limousins se trouvent en dessous de la moyenne nationale évaluée aux alentours des 9% à la même époque. Ce n'est pas un fait exceptionnel. Le Limousin figure toujours en dessous du taux de chômage français et n'a dépassé que très rarement et ponctuellement les 10%.

Les pourcentages des arrondissements limousins ne sont pas très éloignés les uns des autres, mais bouleversent cependant le classement habituel que nous avons relevé dans les indicateurs précédents.

Tableau n°20 : classement des arrondissements selon le taux de chômage au 31 décembre 2002 :

Arrondissements classés dans l'ordre croissant du taux de chômage au 31 décembre 2002	Points
Tulle	8
Rochechouart	7
Brive	6
Bellac	5
Ussel	4
Limoges	3
Guéret	2
Aubusson	1

Tulle bénéficie du taux de chômage le plus faible et occupe ainsi la tête du classement. Le plus étonnant est la sixième place de l'arrondissement de la capitale régionale. Si les arrondissements corréziens s'en sortent très bien, ceux de la Creuse occupent le bas du classement.

Nous avons vu dans la thématique « démographie » que l'arrondissement de Limoges avait la structure par âge la plus jeune du Limousin (voir indice de jeunesse page 32). Tous les ans, un certain nombre de jeunes (proportionnellement plus important dans cet arrondissement que dans les autres) atteint l'âge pour rentrer dans la vie active ou en

termine avec les études et gonflent ainsi les chiffres du chômage. Cela peut être une explication au mauvais classement de l'arrondissement de Limoges.

- évolution de l'emploi entre 1990 et 1999:

L'évolution de l'emploi est un moyen d'évaluer le dynamisme économique des arrondissements du Limousin. Ces derniers sont-ils dans un contexte créateur d'emploi ? Ces informations seront à recouper avec les données du taux de chômage.

Les chiffres du tableau suivant sont des taux annuels, c'est à dire des pourcentages d'évolution moyenne annuelle de l'emploi sur la période.

Ils prennent en compte les emplois sur le lieu de travail, c'est à dire les emplois existants dans l'arrondissement qu'ils soient occupés par une personne habitant ou non le territoire. Il ne s'agit donc pas de l'évolution de la population active occupée qui représente, elle, le nombre de personnes habitant l'arrondissement et exerçant ou non leur emploi sur le territoire.

Tableau n°21 : évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999 :

Arrondissements	Emploi total en 1999	Taux annuel moyen d'évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999
Aubusson	13000	-1,12%
Bellac	12293	-0,81%
Brive	46992	0,32%
Guéret	30067	-0,57%
Limoges	113700	0,03%
Rochechouart	12235	-0,55%
Tulle	29453	-0,28%
Ussel	13470	-0,19%

Source : INSEE

Seul l'arrondissement de Brive a connu une croissance franche de l'emploi entre 1990 et 1999. Si celui de Limoges reste stable, les autres ont connu une évolution négative.

Le taux annuel moyen de l'évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999 est calculé de la façon suivante :

En valeur absolue, l'évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999 (A) est la différence entre le nombre d'emplois en 1999 et le nombre d'emplois en 1990 :

$$A = \text{emploi}_{99} - \text{emploi}_{90}$$

En valeur relative, A représente un pourcentage (x) du nombre d'emploi de départ (emploi 90) :

$$x = A * 100 / \text{emploi}_{90}$$

Pour obtenir le taux annuel moyen (X), il s'agit d'appliquer la formule suivante :

$$X = \sqrt[n]{x * \text{Emploi}_{90} / 100}$$

avec n le nombre d'années entre la valeur de départ et la valeur d'arrivée.

Tableau n°22 : classement des arrondissements selon l'évolution de l'emploi entre 1990 et 1999 :

Arrondissements classés dans l'ordre décroissant du taux annuel moyen d'évolution de l'emploi entre 1990 et 1999	Points
Brive	8
Limoges	7
Ussel	6
Tulle	5
Rochechouart	4
Guéret	3
Bellac	2
Aubusson	1

Source : INSEE

Les arrondissements de Brive et Limoges retrouvent la tête du classement, avec un avantage pour celui de la sous-préfecture corrézienne.

On note que dans l'arrondissement de Limoges, l'évolution de l'emploi n'est pas suffisante pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi et confère au territoire un taux de chômage élevé. Par contre, on remarque que les arrondissements de Tulle, Rochechouart, Bellac et Ussel ont un taux de chômage plus faible que celui de Limoges ; alors que leur nombre d'emplois a diminué.

On peut donc se demander si cette évolution de l'emploi est le fait de départs à la retraite non remplacés ou de fermetures d'entreprises. C'est ce que nous allons vérifier grâce à l'indicateur suivant.

- taux annuel moyen d'évolution du nombre d'établissements en 2000 et 2003 :

Comme nous l'avons dit précédemment, cet indicateur va nous permettre de déterminer si la baisse de nombre d'emplois enregistrée dans la plupart des arrondissements limousins est liée à des fermetures d'entreprises ou à des départs à la retraite. Cela va nous permettre également de déterminer les territoires les plus favorables pour le développement d'initiatives privées.

Les données du tableau suivant sont issues du champs ICS du fichier Sirène de l'INSEE. L'appellation "Champ I.C.S." désigne les secteurs d'activité actuellement retenus pour la démographie des entreprises et des établissements. Il comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'Industrie, de la Construction, du Commerce et des Services. L'agriculture, les administrations et les services financiers en sont exclus.

Pour l'INSEE, une unité est un établissement, si elle :

- « appartient à une entreprise,
- exerce une activité économique réelle (unité dite "ordinaire"), ou être une unité ayant pour seule fonction de "prêter" du personnel (unité dite "de singularité 33") à une autre unité qui exerce une activité économique réelle,
- exerce une activité économique à caractère marchand, c'est-à-dire produire des biens et/ou des services destinés à la vente ».

Ne sont pas considérés comme établissement les institutions et services de l'état et des collectivités territoriales, les hôpitaux, les associations.

Tableau n°23 : évolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2003 :

Arrondissements	Nombre d'établissements en 2003	Taux annuel d'évolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2003
Aubusson	1795	0,12%
Bellac	1531	-0,07%
Brive	6093	0,23%
Guéret	3344	-0,15%
Limoges	11303	0,83%
Rochechouart	1454	0,14%
Tulle	3476	0,75%
Ussel	1563	-1,51%

Source : INSEE, Sirene.

En valeur absolue, l'évolution du nombre d'établissement est une simple différence (A) entre la valeur d'arrivée (ets₀₃) et la valeur de départ (ets₀₀) :

$$A = \text{ets}_{03} - \text{ets}_{00}$$

En valeur relative, A représente un certain pourcentage d'évolution (x) par rapport à la valeur de départ (ets₀₀) :

$$x = A * 100 / \text{ets}_{00}$$

Le taux annuel d'évolution (X) se calcule alors de la façon suivante :

$$X = \sqrt[n]{x * \text{Ets}_{00} / 100}$$

avec n le nombre d'années entre la valeur de départ et la valeur d'arrivée.

Tableau n°24 : classement des arrondissements selon l'évolution du nombre d'établissements
entre 2000 et 2003 :

Arrondissements classés dans l'ordre décroissant du taux annuel d'évolution du nombre d'établissements	Points
Limoges	8
Tulle	7
Brive	6
Rochechouart	5
Aubusson	4
Bellac	3
Guéret	2
Ussel	1

Il faut noter dans ce classement la bonne place de l'arrondissement d'Aubusson, qui connaît une évolution positive du nombre d'établissements. Cependant cet arrondissement est classé dernier en ce qui concerne l'indicateur « évolution de l'emploi » avec un taux annuel moyen de -1,12%. On peut donc supposer que dans cet arrondissement, la diminution de l'emploi est liée à de nombreux départs à la retraite non renouvelés. Dans ce territoire à dominante rural, on pense tout de suite aux problèmes de reprise des exploitations agricoles.

Pour la première fois dans la thématique « économie », l'arrondissement de Limoges prend la tête du classement.

- part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003 :

Bien que la majorité des arrondissements limousins ont une évolution du nombre d'établissements négative, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de création d'entreprises. C'est pourquoi, pour affiner cette évaluation du dynamisme des initiatives privées, nous allons maintenant nous arrêter sur cet indicateur « part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003 ». Quels arrondissements limousins sont les plus propices aux initiatives privées ? Le développement d'un territoire se mesure également par la vitalité de son tissu économique. La part de la création d'entreprises dans le nombre total d'établissements est un moyen de la mesurer.

Les chiffres du tableau suivant sont issus du champ ICS du fichier Sirène de l'INSEE. Ils prennent en compte l'ensemble des créations (créations pures, reprises, réactivations).

Tableau n°25 : part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003 :

Arrondissements	Nombre de créations d'entreprises	Part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003
Aubusson	156	8,69%
Bellac	119	7,77%
Brive	620	10,18%
Guéret	300	8,97%
Limoges	1159	10,25%
Rochechouart	136	9,35%
Tulle	305	8,77%
Ussel	125	8%

Source : INSEE, Sirène

Les pourcentages du tableau précédent (notés X dans la formule) se calcule de la façon suivante :

$$X = C * 100 / E$$

avec C le nombre de créations en 2003 et E le nombre total d'établissements en 2003.

Tableau n°26 : classement des arrondissements selon la part de création d'entreprises dans le nombre total d'établissements :

Arrondissements classés dans l'ordre décroissant du pourcentage de créations d'entreprises	Points
Limoges	8
Brive	7
Rochechouart	6
Guéret	5
Tulle	4
Aubusson	3
Ussel	2
Bellac	1

L'arrondissement de Limoges est à nouveau en tête du classement. Il est talonné de près par celui de Brive qui réalise un score inférieur de seulement 7 centièmes. Ces deux arrondissements sont les deux seuls à dépasser la barre des 10%. Ce sont eux qui ont les tissus économiques les plus dynamiques de la région Limousin.

TABLEAU N°27 : RECAPITULATIF DU CLASSEMENT DES ARRONDISSEMENTS LIMOUSINS POUR LA THEMATIQUE

« ECONOMIE » :

Arrondissements classés selon le nombre total de points	Nombre total de points	Points « taux de chômage »	Points « évolution de l'emploi »	Points « évolution du nombre d'établissements »	Points « part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements »
Brive	27	6	8	6	7
Limoges	26	3	7	8	8
Tulle	24	8	5	7	4
Rochechouart	22	7	4	5	6
Ussel	13	4	6	1	2
Guéret	12	2	3	2	5
Bellac	11	5	2	3	1
Aubusson	9	1	1	4	3

La thématique « économie » bouleverse le classement constaté pour la démographie et les conditions de vie des habitants. L'arrondissement de Brive occupe pour la première fois la tête du classement général d'une thématique. Celui de Rochechouart perd son habituelle troisième place au profit de celui de Tulle. Les quatre premiers arrondissements, Brive, Limoges, Tulle et Rochechouart, ont creusé l'écart dans cette thématique par rapport aux quatre autres. 9 points séparent Rochechouart d'Ussel, respectivement quatrième et cinquième. Une moitié seulement des arrondissements limousins (tous situés à l'Ouest de la région) est dynamique économiquement. A noter qu'aucun arrondissement creusois ne se trouve dans cette moitié. Bien que celui d'Aubusson réalise ici son meilleur score, il est encore dernier.

Pour déterminer les disparités de développement, il suffit maintenant d'additionner les points obtenus par chaque arrondissement dans chacune des trois thématiques.

Tableau n°28 : classement final des arrondissements limousins

Arrondissements classés selon le nombre de points total	Nombre total de points	Points thématique « démographie »	Points thématique « conditions de vie »	Points thématique « économie »
Limoges	86	30	30	26
Brive	83	28	28	27
Rochechouart	67	25	20	22
Tulle	59	15	20	24
Guéret	45	18	15	12
Ussel	37	11	13	13
Bellac	34	12	11	11
Aubusson	22	6	7	9

Comme l'ont montré les parties précédentes sur l'historique des disparités en Limousin et sur les exercices de prospective Limousin 2007 et Limousin 2017, les territoires les plus développés de la région sont ceux situés à l'Ouest. Le tableau précédent conforte cette idée. Les arrondissements de Limoges, Brive, Rochechouart et Tulle sont les plus développés. Néanmoins, il faut soustraire à cet Ouest développé, l'arrondissement de Bellac classé avant-dernier. L'arrondissement d'Ussel, le plus oriental des arrondissements corréziens, est assez mal placé. Quant aux deux arrondissements creusois, ils sont tous les deux situés dans la deuxième moitié du classement.

Le classement des niveaux de développement, synthétisée dans le tableau précédent, laisse apparaître cinq types d'espaces :

- les arrondissements de Brive et de Limoges :

Dans les trois thématiques, ils se sont partagés la tête du classement. Si l'arrondissement de Limoges est le mieux classé dans les thématiques démographie et conditions de vie des habitants, celui de Brive est premier pour l'économie (et cela grâce au mauvais taux de chômage de celui de Limoges). Ainsi, malgré une situation économique

légèrement plus favorable dans l'arrondissement briviste, celui de Limoges reste plus attractif pour les populations, certainement grâce à des conditions de vie imperceptiblement plus optimales. Ces deux arrondissements sont les deux plus développés de la région Limousin. Grâce aux avantages qu'ils offrent, leur attractivité risque d'augmenter sur les entreprises et les populations ; l'écart de développement avec les autres arrondissements est susceptible de se creuser encore.

- les arrondissements de Rochechouart et de Tulle :

Ex æquo pour la thématique « conditions de vie des habitants », l'arrondissement de Rochechouart l'emporte pour la démographie et celui de Tulle pour l'économie. S'ils ne peuvent pas rivaliser avec les arrondissements briviste et limougeaud, ce sont des territoires bénéficiant de réelles dynamiques internes. Ils ont en commun un passé industriel prestigieux, qui, bien qu'actuellement en déclin, est toujours sur-représenté dans la structure de la population active et est toujours pourvoyeur d'emplois. Les arrondissements de Rochechouart et de Tulle sont également tous deux situés à proximité d'une grande agglomération, respectivement la première (Limoges) et la deuxième de la région (Brive). Si cette proximité peut être un atout pour leur développement futur, elle en est aussi un des principaux dangers. L'enjeu majeur pour les arrondissements de Rochechouart et de Tulle est de ne pas devenir des territoires dotoirs, sous l'hégémonie de leur voisine.

- l'arrondissement de Guéret :

Avec l'arrondissement de Guéret, nous entrons dans la deuxième moitié du classement. Bien que son solde migratoire soit positif, l'arrondissement de Guéret continue à perdre des habitants, essentiellement « par manque de jeunes ». Si les conditions de vie qu'il offre à sa population sont moyennes au niveau de la région, son économie est déclinante. A la cinquième place du classement, il est en perte de vitesse et est en train de se dévitaliser.

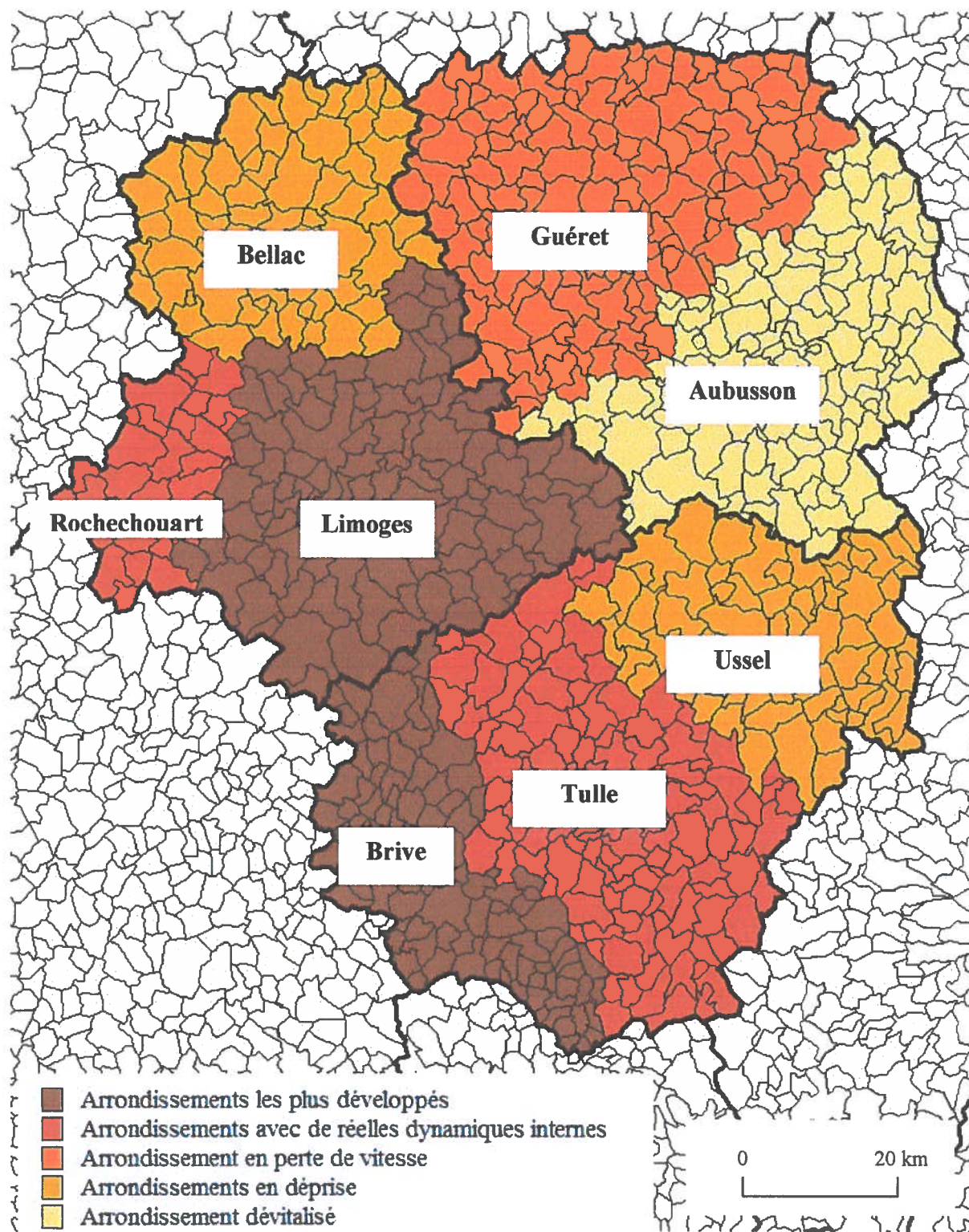
- les arrondissements d'Ussel et de Bellac :

Pour presque toutes les thématiques, ces deux arrondissements se sont partagés les sixièmes et septièmes places. Leurs indicateurs démographiques ne sont pas très optimistes, les conditions de vie paraissent mauvaises par rapport à celles des autres arrondissements et leur tissu économique n'est pas le plus dynamique de la région. Ces deux arrondissements sont en pleine déprise ; tendance qu'il sera difficile à inverser.

- l'arrondissement d'Aubusson :

Bon dernier de chacune des thématiques, il cumule les indicateurs négatifs. Totalement dévitalisé, son taux de chômage est le plus élevé de la région. L'emploi diminue. Ses habitants sont ceux qui gagnent le moins et qui sont les plus éloignés des services et des équipements. Sa population est la plus vieille et est en constante diminution.

CARTE N°4 : SYNTHÈSE DES DISPARITÉS EN LIMOUSIN



Source : calculs personnels
Réalisation : Aurélie Régeasse

L'appréciation des disparités de développement a permis de mieux quantifier les atouts et les faiblesses des arrondissements limousins et de réactualiser les informations données dans l'historique et par les parties prospective Limousin 2007 et Limousin 2017. Ainsi, on assiste à une persistance de la dichotomie Est / Ouest. Néanmoins, l'arrondissement de Bellac est désormais à exclure du territoire le plus développé. Les arrondissements de Brive et de Limoges ont accru l'écart avec ceux de Rochechouart et de Tulle. Quant à la Creuse et l'arrondissement d'Ussel, les perspectives sont plutôt sombres concernant leur développement futur.

Au lieu du partage en deux de la région, la carte de synthèse de l'évaluation des disparités (carte n°4 page 59) met en avant une répartition radio-concentrique des disparités, avec au centre les arrondissements les plus développés (Limoges et Brive), puis ceux qui sont directement en contact avec eux (Tulle et Rochechouart), puis Bellac et Ussel... etc. Cette répartition est étroitement liée aux voies de communication. Plus un arrondissement est éloigné en temps de ce centre développé, plus la situation est défavorable.

A ce niveau de la recherche, une remarque peut être faite. Ce sont les arrondissements qui accueillent les deux plus grandes agglomérations de la Région qui apparaissent comme les plus développés. La présence d'une agglomération de grande taille dans un territoire assure-t-elle un niveau de développement élevé ? Plus globalement peut-on expliquer les disparités par la structuration du réseau urbain ? C'est ce que nous allons voir dans la partie suivante.

2^{ème} partie :

Peut-on expliquer les disparités
infra-régionales du Limousin par la
structuration du réseau urbain ?

I. L'IMPORTANCE DU RESEAU URBAIN SUR LE TERRITOIRE :

Pour toute cette partie et toutes les suivantes, nous entendrons le réseau urbain dans le sens donné par le Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés dirigés par Michel Lussault et Jacques Lévy. Selon cet ouvrage, le réseau urbain est « un ensemble de villes reliées entre elles d'une manière durable et structurante par des interactions et des flux d'échanges matériels et immatériels. [...] Dans le cas du réseau urbain stricto sensu, les liaisons entre les villes sont la résultante des relations habituelles qui se nouent entre des acteurs localisés dans les villes même : flux d'acheteurs et de marchandises qui se déplacent habituellement d'une ville à une autre, liens de coopération et d'échange entre des organisations (entreprises, universités... etc) opérant dans des villes diverses. Comme un réseau urbain de ce type forme un système, on parle aussi dans le même sens de systèmes urbains (terme polysémique) ou de systèmes de villes régionaux, nationaux... etc. [...]

Dans la phase actuelle, surtout dans les régions les plus évoluées de l'économie post-fordiste, c'est le modèle du graphe interconnecté qui l'emporte sur les autres. Il est fondé sur la spécialisation des nœuds urbains et sur la multiplication des relations de complémentarité entre eux, souvent indépendantes de la distance et des hiérarchies de taille ».

A. Le réseau urbain : un moyen de structurer le territoire par les échanges :

« Il est difficile d'imaginer un territoire sans réseau, car les réseaux constituent à la fois le support, la condition et la manifestation concrète des échanges de toute nature entre les hommes, les groupes ou les communautés qui habitent ce territoire. Ces réseaux par leur nature même engendrent des solidarités territoriales et sociales entre ces communautés. Ils confortent la conscience d'appartenir à un même territoire et d'avoir des intérêts et un avenir commun. Ce territoire fait sens pour eux, par la géographie et l'histoire commune, et acquiert donc une dimension politique et culturelle forte » [DE NOUË].

Cette citation ne traite pas des réseaux urbains en particulier. Le réseau urbain est un type de réseau parmi d'autres, et comme le montre la définition de Lévy et Lussault donnée plus haut, on y retrouve également l'importance des échanges, des « flux », des « relations ».

Ces échanges sont rendus possibles par les moyens de communication qui relient les différentes unités urbaines. C'est un point que développe Paul Claval [CLAVAL] . Il considère en effet que « le fonctionnement des réseaux urbains dépend des voies de transport et de leur capacité. Le progrès des transports renforce la cohésion des réseaux et leur hiérarchisation »

(page 385). Cela signifie qu'un accroissement de l'accessibilité entre deux pôles urbains augmente leurs échanges au moins au niveau quantitatif et renforce leur position dans la hiérarchie fonctionnelle dont nous parlerons dans le B.

On peut aujourd'hui ajouter aux voies de transports un autre mode de communication (par lequel transitent les flux immatériels) lié aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). On peut citer par exemple l'Internet Haut Débit ou encore le réseau de téléphonie mobile.

Par ailleurs, un pôle urbain entretient des relations avec les autres pôles urbains, mais également avec l'espace rural alentour. Depuis la Révolution Industrielle, les campagnes dépendent des villes pour leurs biens d'équipement. On assiste à la mise en place de complémentarités entre l'économie rurale et l'économie urbaine : les campagnes produisent les denrées alimentaires qui nourrissent les villes et les villes fournissent les biens manufacturés dont ont besoin les campagnes. [CLAVAL] De plus, pendant l'exode rural, les campagnes étaient une « réserve de population » pour les villes. Aujourd'hui le phénomène s'est inversé ; on parle de péri-urbanisation, de rurbanisation. Les citadins déménagent, quittent la ville pour aller s'installer dans les zones rurales qui ont la réputation d'offrir un meilleur cadre de vie. Là encore les moyens de communication et l'accessibilité s'avèrent primordiaux dans le choix de résidence des citadins. En effet, les migrants gardent leur emploi dans l'unité urbaine. De nouvelles relations se développent entre l'espace urbain et l'espace rural ou semi-urbain en terme de migrations pendulaires.

Les relations qu'entretient un pôle urbain avec son hinterland sont importantes pour la définition de celles qu'il développe avec les autres pôles urbains. En effet, le phénomène de périurbanisation et de rurbanisation selon son ampleur, entraîne une aire d'influence plus ou moins étendue. En effet, comme les « rurbains » ont gardé leur emploi en ville et ont un mode de vie urbain, ils continuent à avoir recours aux biens et services que leur apportent l'espace urbain. Ainsi, le pôle urbain devient le centre vers lequel se rendent par habitude ou par commodité tous les « rurbains » pour leurs achats, leurs loisirs... etc. Son aire de chalandise s'étend. Ainsi son aire d'influence s'élargit, ce qui est susceptible de modifier la nature de ces relations avec les autres centres urbains (surtout si ce phénomène s'exerce de façon différenciée entre les unités urbaines).

Selon cette logique, on remarquera que les espaces ruraux qui ne rentrent pas dans l'aire d'influence des villes et qui y sont mal reliés par les voies de communication, se retrouvent enclaver, à l'écart des principaux flux. A savoir le désenclavement est défini comme

l'action de « rompre l'isolement d'un territoire en l'ouvrant aux échanges par la mise en service de moyens de transports » [DE NOUË].

Ce sont donc les flux, les échanges et les relations qu'entretiennent les unités urbaines entre elles ou avec les espaces ruraux qui les entourent (grâce aux moyens de communication) qui structurent le territoire.

Les relations qu'entretiennent les unités urbaines entre elles et / ou avec les espaces ruraux peuvent donc être de trois types : complémentarité, solidarité et concurrence.

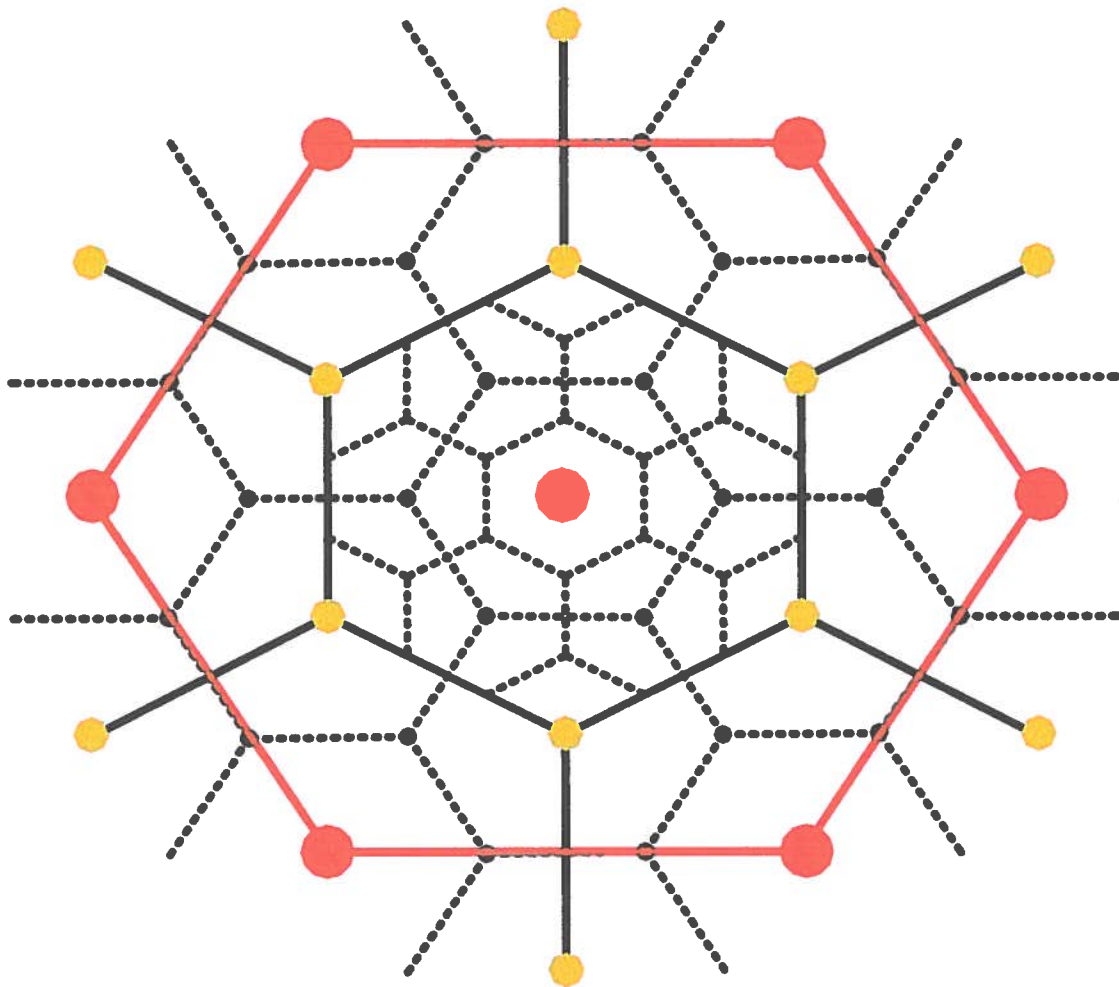
En adaptant la définition du Petit Larousse, on peut décrire la complémentarité entre deux territoires comme « le caractère de ce qui vient apporter à un territoire ce qu'il lui manque ». Nous entendons ici la complémentarité comme une relation réciproque. C'est un territoire qui apporte quelque chose à un autre et inversement ; la relation est bilatérale.

La solidarité territoriale, quant à elle, peut être définie comme « une dépendance d'un territoire par rapport à un autre ». La notion de réciprocité est, à mon sens, moins présente que dans la complémentarité. Les territoires solidaires l'un envers l'autre ont besoin l'un de l'autre mais toujours avec l'esprit que l'un d'entre eux domine. Dans le terme « dépendance », cette relation semble indispensable à leur essor ; du moins dans l'essor du dominé. On peut penser que les relations entre les zones urbaines et les zones rurales sont de type solidaire : les zones rurales produisent les denrées alimentaires qui nourrissent les villes et les villes transforment les matières premières en biens manufacturés dont se servent, entre autres, les campagnes.

Toujours d'après le Petit Larousse, la concurrence territoriale est une « rivalité d'intérêts provoquant une compétition entre plusieurs territoires qui tentent d'attirer à eux les populations, les entreprises et les capitaux ».

La question est de savoir quel type de relation assure un développement équilibré de l'ensemble du territoire.

Tout ce qui a été dit précédemment renvoie au modèle théorique de Christaller. Le modèle de Christaller, élaboré par le Géographe allemand Walter Christaller en 1933, est un bon exemple d'organisation urbaine hiérarchisée et équilibrée. Il rend compte de la taille, de l'espacement et du nombre des villes. Le modèle décrit l'organisation hiérarchisée d'un réseau de villes selon le niveau des services qu'elles offrent, et leur disposition spatiale régulière aux sommets de triangles équilatéraux ou au centre d'hexagones.



Le modèle de Christaller introduit ici la notion de hiérarchie urbaine que nous allons aborder maintenant.

B. La notion de hiérarchie dans le réseau urbain :

On peut définir la hiérarchie comme une « relation d'ordre qui place les éléments d'un ensemble « au-dessus » ou « au-dessous » les uns des autres. Dans le monde social, expression de l'inégalité entre les positions des différents opérateurs » [LEVY, LUSSAULT].

Pendant longtemps, la perception de l'armature urbaine a reposé sur l'établissement d'une correspondance entre la taille démographique des villes et leur niveau de services et de commandement. Cette correspondance permet de situer une ville dans un système hiérarchisé et pyramidal. Si aujourd'hui, la DATAR ne croit plus à la réalité effective de cette concordance, analyser la hiérarchie démographique et la hiérarchie fonctionnelle des villes est un bon moyen pour se rendre compte du déséquilibre d'un système urbain.

1. La hiérarchie démographique :

Tout d'abord, l'analyse hiérarchique des réseaux urbains repose sur la taille des centres, c'est à dire sur la population qu'il rassemble. Plus une ville est peuplée, plus, elle occupe un haut niveau dans la hiérarchie. Cette hiérarchie est mise en avant grâce à la loi de Zipf (loi rang / taille) qui établit une relation simple entre les villes d'un même réseau et leur rang hiérarchique. Les effectifs de la ville de rang n (V_n) sont égaux à ceux de la ville la plus peuplée (V) divisés par le rang (n) de classement par ordre décroissant.

$$V_n = V / n$$

« Les anomalies à cette règle souligne souvent la domination de la ville primatale » [CLAVAL]. Ainsi, cette règle permet de voir notamment, les tailles de villes manquantes.

2. La hiérarchie fonctionnelle :

« Un centre se situe au-dessus d'un autre parce qu'il est plus peuplé, mais aussi parce qu'il lui fournit des services rares, lui donne des ordres, ou sert de relais pour ses communications lointaines ». La hiérarchie fonctionnelle permet de prendre en compte d'autres champs que la démographie ; essentiellement le niveau de services des pôles. Ainsi des villes peu peuplées peuvent posséder un niveau de services important. Comment mesurer la hiérarchie fonctionnelle ? Ici, comme pour l'évaluation des disparités limousines, nous sommes soumis à la disponibilité des données.

Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui agissent le plus fortement sur le territoire. Nous allons mesurer la hiérarchie fonctionnelle au travers du nombre d'employés dans le domaine des services aux entreprises et aux particuliers. Le poids fonctionnel d'une Unité Urbaine n'est pas limité aux services aux entreprises et aux particuliers ; mais il est important pour une entreprise (et dans une moindre mesure pour les habitants) de trouver à proximité tout ce dont elle a besoin en terme de services. Plus un territoire possède ce genre de services, plus il a des chances de conserver ses entreprises et ses habitants.

Comment se comporte le réseau urbain limousin en terme de hiérarchies démographique et fonctionnelle ?

Le réseau urbain structure le territoire grâce aux relations et aux échanges qu'entretiennent tous les acteurs de ce réseau, qu'ils soient publics ou privés. Ces échanges, facilités par les voies de communication, se font entre les villes du réseau urbain, mais également entre les villes et leur arrière-pays.

Cet arrière-pays correspond à la zone d'influence de la ville. Dans les années 1930, Walter Christaller a mis au point un modèle qui essaie de définir théoriquement cette zone d'influence et la répartition des espaces ruraux entre les villes selon trois principes : le principe de marché, le principe de transport et le principe administratif. Il s'agit d'un modèle équilibré et hiérarchisé.

Cette organisation implique une hiérarchisation entre les villes d'un même réseau urbain. On distingue alors la hiérarchie démographique et la hiérarchie fonctionnelle. Ces deux types de hiérarchies permettent d'analyser l'organisation urbaine d'un territoire. C'est ce que nous allons faire pour la région Limousin.

La hiérarchie fonctionnelle est-elle la même que la hiérarchie démographique ? Y a-t-il une corrélation entre les disparités de développement et la structuration du réseau urbain ? Plus précisément, les arrondissements les plus développés sont-ils ceux qui possèdent l'unité urbaine qui occupe le haut de la hiérarchie (fonctionnelle et/ou démographique) ?

Si les résultats de cette question ne seront pas surprenant, il est néanmoins intéressant d'en passer par là pour la région Limousin et aborder dans ce contexte la question des réseaux de villes.

II. Hiérarchisation du réseau urbain limousin :

Cette partie consiste à déterminer s'il y a une corrélation entre les disparités de développement et la structuration du réseau urbain. On peut supposer que les résultats ne seront pas très surprenant ; il s'agit ici d'une mise en évidence dans le cas du Limousin. Cette mise en évidence nous permettra ensuite d'aller plus loin dans le III.

A. Présentation des unités urbaines et évolution de leur population :

Au dernier recensement de 1999, l'INSEE comptabilisait 24 unités urbaines en Limousin : dix en Haute-Vienne (Limoges, Saint-Junien, Saint-Yrieix-la-Perche, Bellac, Aixe-sur-Vienne, Ambazac, Saint-Léonard-de-Noblat, Rochechouart, Rilhac-Rancon, Verneuil-sur-Vienne), neuf en Corrèze (Brive-la-Gaillarde, Tulle, Ussel, Objat, Egletons, Bort-les-Orgues, Argentat, Uzerche, Meymac) et cinq en Creuse (Guéret, La Souterraine, Aubusson, Bourgneuf, Boussac). Pour l'Institut National de la Statistique, **une unité urbaine est « un ensemble de communes sur le territoire desquelles s'étend au moins une agglomération. La majeure partie de la population de chaque commune, doit, de plus, résider dans une agglomération. Une unité urbaine qui comprend plusieurs commune est dite « agglomération multicommunale » ; si elle ne comprend qu'une seule commune, elle est dite « ville » ou « ville isolée » ». Quand à l'agglomération, l'INSEE la définit comme « un ensemble d'habitations telles qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres et qui comprend au moins 2000 habitants. La délimitation des agglomérations se fait à l'aide de cartes et de photographies aériennes ».**

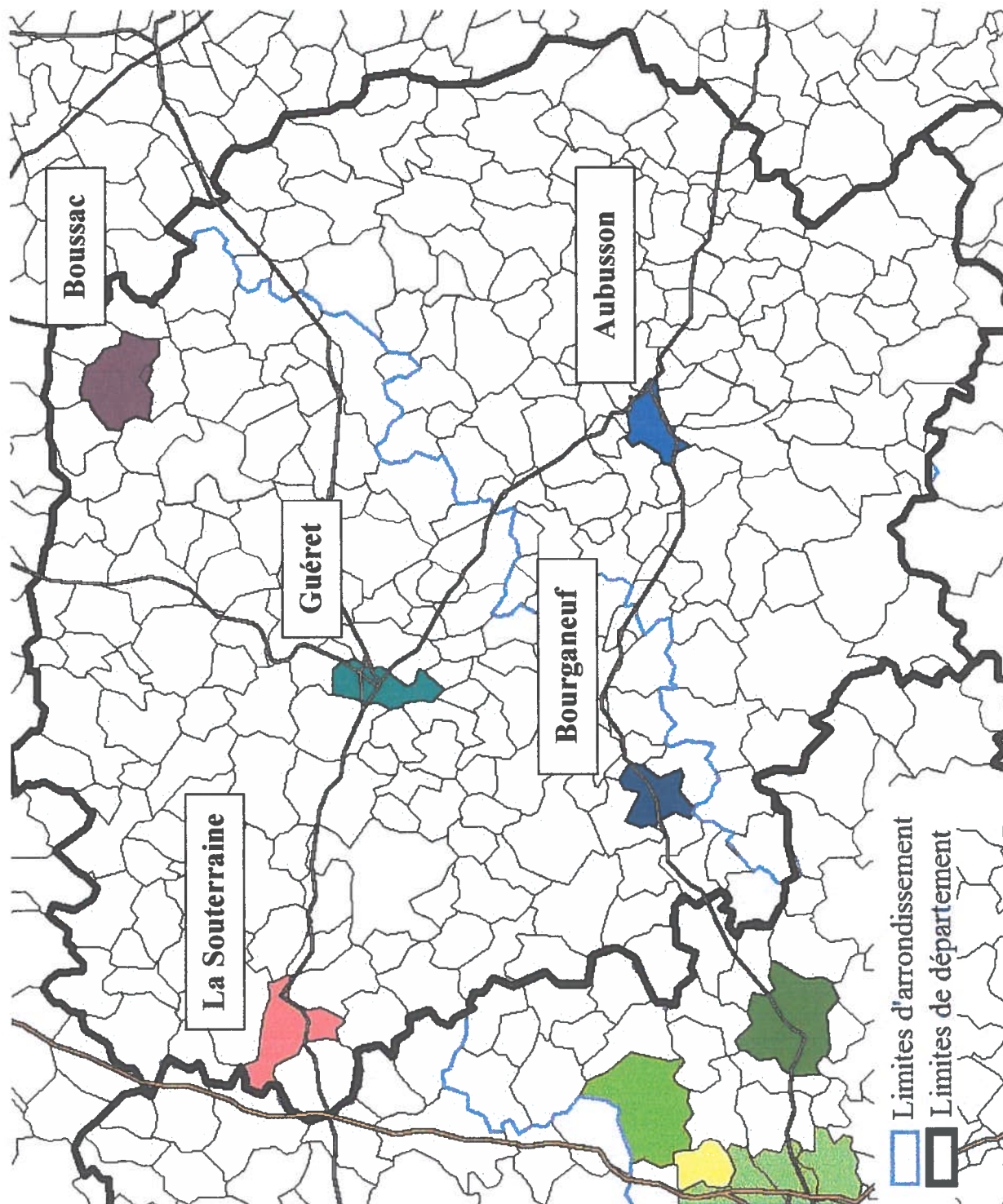
L'unité urbaine est donc l'échelle la mieux adaptée pour prendre en compte le fait urbain.

Tableau n°29 : Les Unités Urbaines du Limousin :

Unités Urbaines	Nombre de communes	Population en 1999	Part dans la population régionale en %	Variation de population 90-99	Dont solde naturel	Dont solde migratoire
Limoges (87)	7	173299	24,38	0,21	0,10	0,11
Brive-la- Gaillarde (19)	7	65411	9,20	0,07	0,08	-0,01
Tulle (19)	3	18547	2,61	-0,94	-0,12	-0,83
Guéret (23)	1	14123	1,99	-0,45	0,06	-0,51
Ussel (19)	1	10753	1,51	-0,69	0,09	-0,78
Saint-Junien (87)	1	10666	1,50	0,06	-0,47	0,54
Saint-Yrieix-la- Perche (87)	1	7251	1,02	-0,46	-0,63	0,17
Bellac (87)	2	5680	0,80	-0,72	-0,35	-0,37
Aixe-sur-Vienne (87)	1	5466	0,77	-0,2	-0,33	0,12
La Souterraine (23)	1	5320	0,75	-0,29	-0,49	0,2
Ambazac (87)	1	4836	0,68	-0,12	-0,46	0,34
Saint-Léonard (87)	1	4764	0,67	-0,59	-1,01	0,42
Aubusson (23)	1	4662	0,66	-0,99	-0,26	-0,73
Objat (19)	2	4116	0,58	0,69	-0,25	0,93
Egletons (19)	1	4087	0,57	-1,03	-0,02	-1,01
Rochechouart (87)	1	3667	0,52	-0,92	-0,9	-0,02
Rilhac-Rancon (87)	1	3652	0,51	0,72	0,32	0,40
Bort-les-Orgues (19)	1	3534	0,50	-1,92	-0,74	-1,18
Verneuil-sur- Vienne (87)	1	3188	0,45	0,8	0,2	0,6

Bourganeuf (23)	1	3163	0,44	-0,75	-0,26	-0,49
Argentat (19)	1	3125	0,44	-0,22	-0,64	0,41
Uzerche (19)	1	3062	0,43	0,95	-1,01	1,96
Meymac (19)	1	2627	0,37	-0,69	-0,35	-0,34
Boussac (23)	2	2390	0,34	-0,72	-0,49	-0,23
Total	41	367389	51,7			

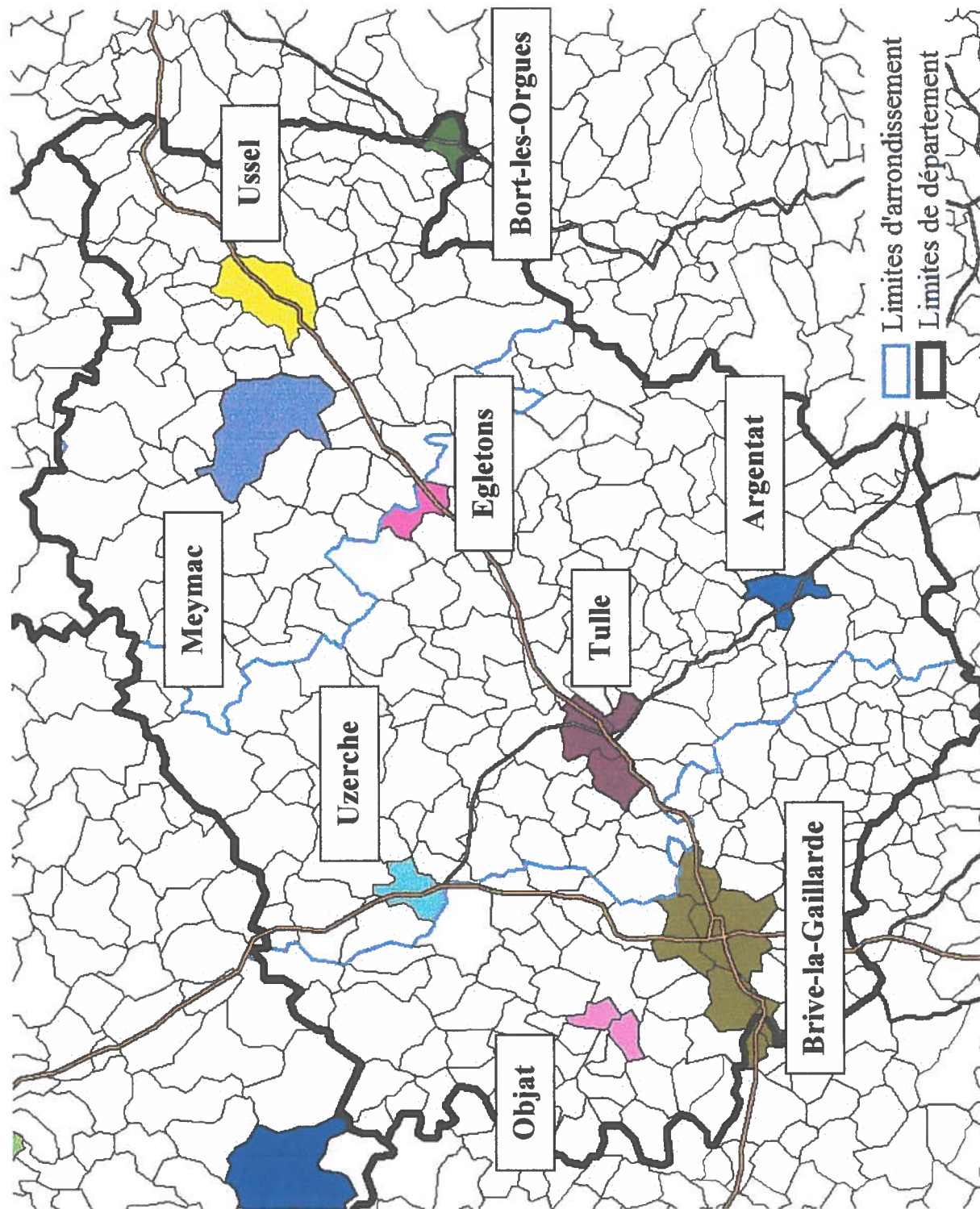
Source : INSEE, RGP 1999



Carte n°5 :
 quatre unités
 urbaines
 creusoises sur
 cinq ne sont
 composées que
 d'une seule
 commune.

0 10 km

Source : INSEE
 Réalisation : Aurélie Régeasse

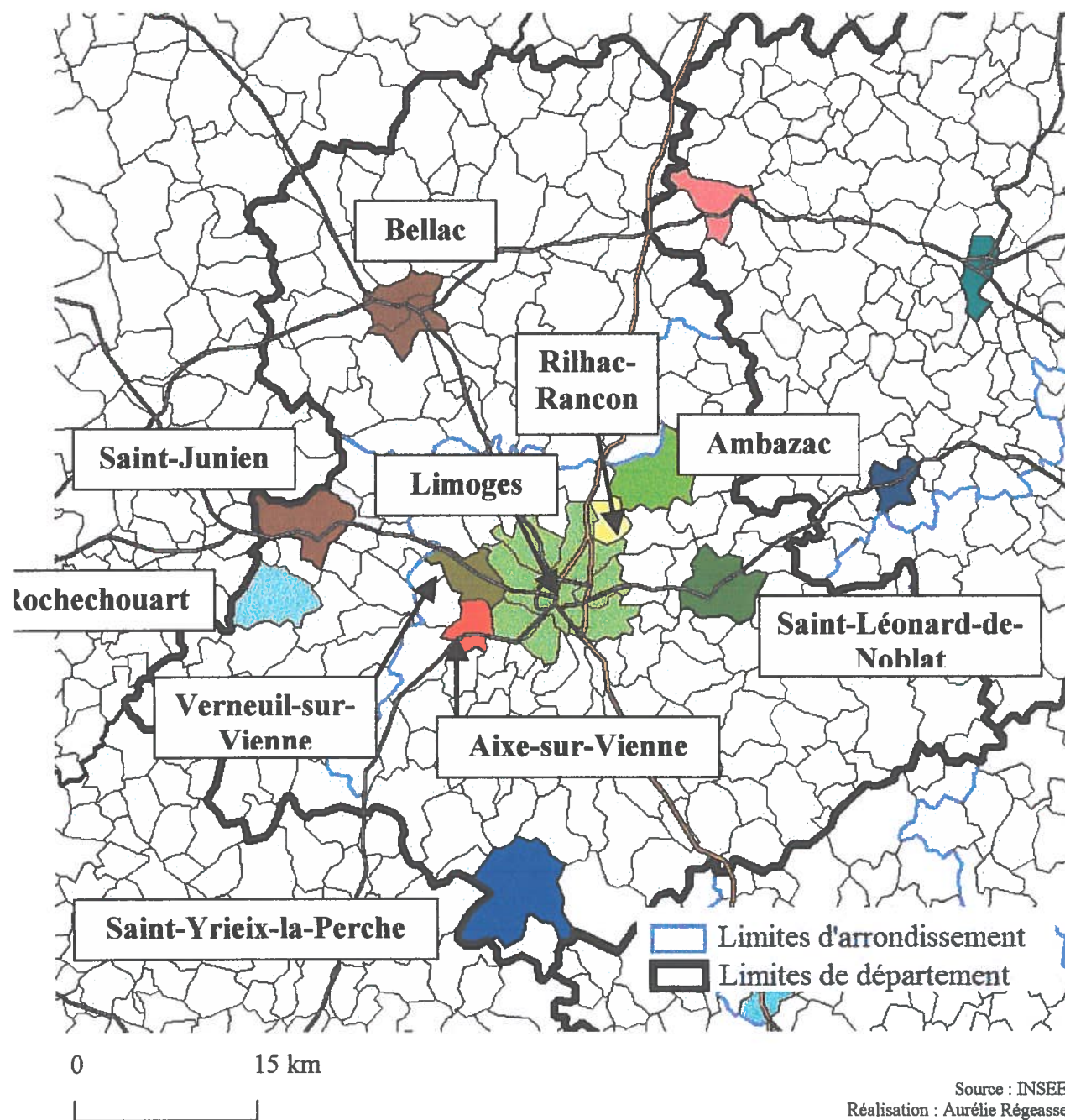


carte n°6 : La
Corrèze compte
presque deux
fois plus
d'unités
urbaines que
la Creuse

0 10 km

Source : INSEE
Réalisation : Aurélie Régeasse

Carte n°7 : La Haute-Vienne est le département
limousin où le fait urbain est le plus développé



B. Limoges, ville primatale :

Comme nous l'avons vu à la page 66, nous allons analyser la hiérarchie démographique du réseau urbain limousin grâce à la loi de Zipf.

1. La hiérarchie démographique des Unités Urbaines limousines :

L'unité urbaine de Limoges a le plus fort poids démographique de la région. Pour évaluer le poids démographique de la capitale limousine, nous allons calculer l'indice de primatie, c'est à dire le rapport entre la population de chacune des unités urbaines et la population de celle de Limoges.

Tableau n°30 : Hiérarchie démographique et indice de primatie :

Rang	Unité Urbaine	Population de l'Unité Urbaine	Indice de Primatie
1	Limoges (87)	173299	1
2	Brive-la-Gaillarde (19)	65411	0,377
3	Tulle (19)	18547	0,107
4	Guéret (23)	14123	0,081
5	Ussel (19)	10753	0,062
6	Saint-Junien (87)	10666	0,061
7	Saint-Yrieix-la-Perche (87)	7251	0,042
8	Bellac (87)	5680	0,033
9	Aixe-sur-Vienne (87)	5466	0,032
10	La Souterraine (23)	5320	0,031
11	Ambazac (87)	4836	0,028
12	Saint-Léonard-de-Noblat (87)	4764	0,027
13	Aubusson (23)	4662	0,027
14	Objat (19)	4116	0,024
15	Egletons (19)	4087	0,024
16	Rochechouart (87)	3667	0,021
17	Rilhac-Rancon (87)	3652	0,021
18	Bort-les-Orgues (19)	3534	0,020

19	Verneuil-sur-Vienne (87)	3188	0,018
20	Bourganeuf (23)	3163	0,018
21	Argentat (19)	3125	0,018
22	Uzerche (19)	3062	0,018
23	Meymac (19)	2627	0,015
24	Boussac (23)	2390	0,014

Source : INSEE, RGP 1999 et calculs personnels.

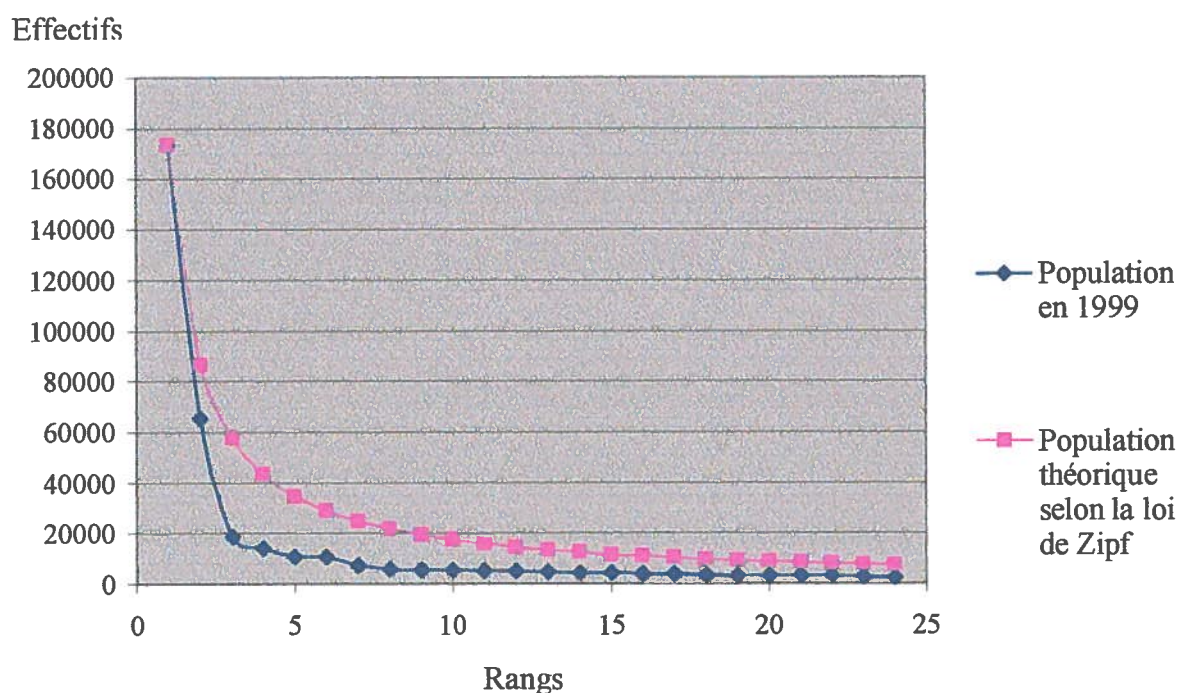
Le calcul de cet indice de primatie met en avant la primatialité de Limoges sur le reste du réseau urbain limousin. Nous pouvons ici utiliser les mêmes expressions que celles qualifiant le réseau urbain portugais [CARRIERE]. « La hiérarchie urbaine incomplète » du Limousin met en avant « l'hypertrophie » de la capitale régionale.

L'absence de l'échelon intermédiaire est une caractéristique que l'on peut également mettre en avant grâce à la loi de Zipf (voir graphique suivant).

La loi de Zipf, nous le rappelons, se calcule de la façon suivante : $V_n = V / n$ avec n le rang de la ville, V_n les effectifs de la ville de rang n et V ceux de la ville la plus peuplée.

Le déficit en population des unités urbaines limousines est visible dans le graphique suivant.

Comparaison des populations réelles et théoriques des unités urbaines limousines



Sources : INSEE, RGP 1999 et calculs personnels

La population théorique des Unités Urbaines prise en compte dans le graphique précédent ne sont pas une norme ou un optimum à atteindre. Néanmoins, la loi de Zipf permet de mettre en évidence une sur ou une sous-représentation de certaines Unités Urbaines.

Ces calculs réalisés selon la loi de Zipf illustrent le déséquilibre démographique du réseau urbain limousin. Le poids démographique de l'unité urbaine de Limoges est écrasant ; la primatialité de la capitale régionale, du moins en terme de population, est incontestable.

2. Les fonctions de commandement des unités urbaines limousines :

Comme nous l'avons vu à la page 66, nous avons décidé de déterminer la hiérarchie fonctionnelle du réseau urbain limousin grâce à la structure de l'emploi. Nous allons comptabiliser le nombre d'employés dans le secteur des services aux entreprises et aux particuliers. Il s'agira d'établir un nouveau classement des unités urbaines dans l'ordre décroissant de leur nombre d'employés dans les services aux entreprises et aux particuliers. Ce nouveau classement sera comparé à celui effectué selon le poids démographique.

Tableau n°31 : Hiérarchie fonctionnelle des Unités Urbaines limousines :

Rang selon le nombre d'emplois	Unités urbaines	Nombre d'emplois	Rang selon le poids démographique
1	Limoges (87)	15793	1
2	Brive (19)	4884	2
3	Tulle (19)	1689	3
4	Guéret (23)	1570	4
5	Saint-Junien (87)	751	6
6	Ussel (19)	728	5
7	La Souterraine (23)	435	10
8	Aubusson (23)	393	13
9	Saint-Yrieix-la-Perche (23)	375	7
10	Egletons (19)	308	15
11	Bellac (87)	288	8
12	Saint-Léonard-de-	256	12

	Noblat (87)		
13	Aixe-sur-Vienne (87)	240	9
14	Argentat (19)	232	21
15	Objat (19)	223	14
16	Bort-les-Orgues (19)	221	18
17	Boussac (23)	208	24
18	Meymac (19)	178	23
19	Bourganeuf (23)	153	20
20	Uzerche (19)	149	22
21	Ambazac (87)	140	11
22	Rochechouart (87)	124	16
23	Verneuil-sur-Vienne (87)	84	19
24	Rilhac-Rancon (87)	68	17

Source : INSEE

Le coefficient de corrélation entre le classement de la hiérarchie démographique et le classement de la hiérarchie fonctionnelle est de 0,81. Si certaines Unités Urbaines conservent le même rang, d'autres sont descendues dans le classement, d'autres sont montées. On peut ainsi mettre en avant trois types d'Unités Urbaines, répertoriées selon trois couleurs dans le tableau précédent.

Les unités urbaines en bleu sont celles qui ont le même rang en terme démographique que fonctionnel.

Les jaunes sont celles qui ont un rang plus élevé dans le classement démographique que dans le classement fonctionnel. Elles sont moins bien placées dans la hiérarchie fonctionnelle que dans la hiérarchie démographique. Cela signifie que les unités urbaines jaunes ont un poids fonctionnel peu important par rapport à leur poids démographique. Ces unités urbaines sont situées dans les zones d'influence de Limoges et de Brive. Ce sont surtout les unités urbaines de la Haute-Vienne qui ont peu de poids fonctionnel. En effet, Saint-Yrieix-la-Perche, Bellac, Aixe-sur-Vienne, Ambazac, Rochechouart, Verneuil-sur-Vienne et Rilhac-Rancon sont dans l'aire d'influence de Limoges. En Haute-Vienne, seule l'unité urbaine de Saint-Junien gagne un rang dans la hiérarchie fonctionnelle par rapport à la hiérarchie démographique. Saint-Junien semble être

la seule du département à tirer son épingle du jeu par rapport à la capitale régionale. Saint-Junien monte dans le classement fonctionnel au détriment d'Ussel qui descend d'une place. Les deux unités sont quasiment équivalentes en terme de population. Ainsi, Saint-Junien a un rôle fonctionnel plus important qu'Ussel. Quant à Objat, son rôle fonctionnel est amoindri par la proximité de Brive-la-Gaillarde.

Les unités urbaines rouges sont celles qui occupent un rang plus élevé dans la hiérarchie fonctionnelle que dans la hiérarchie démographique. Elles sont toutes éloignées des plus grandes unités. C'est cet éloignement qui leur permet d'acquérir un poids fonctionnel.

Malgré cela le poids de la capitale régionale reste écrasant. Limoges possède en effet plus de trois fois plus d'employés dans les services aux entreprises et aux particuliers que Brive à la deuxième place du classement. Même en terme fonctionnel, le réseau urbain est déséquilibré. Malgré la bonne place dans le classement des unités urbaines faibles démographiquement, le nombre d'employés que ces dernières rassemblent dans les services aux entreprises et aux particuliers est-il suffisant pour conserver un tissu économique dynamique et diversifié à la base du développement.

C'est ce que nous allons voir dans la partie suivante.

C. Y-a-t-il une corrélation entre les disparités infra-régionales de développement et l'état du réseau urbain ?

Où sont situées les unités urbaines du haut de classement ? Sont-elles situées dans les arrondissements que nous avons identifiés comme les plus développés ? Y-a-t-il une corrélation entre les disparités infra-régionales de développement et les poids fonctionnel et démographique des unités urbaines limousines ?

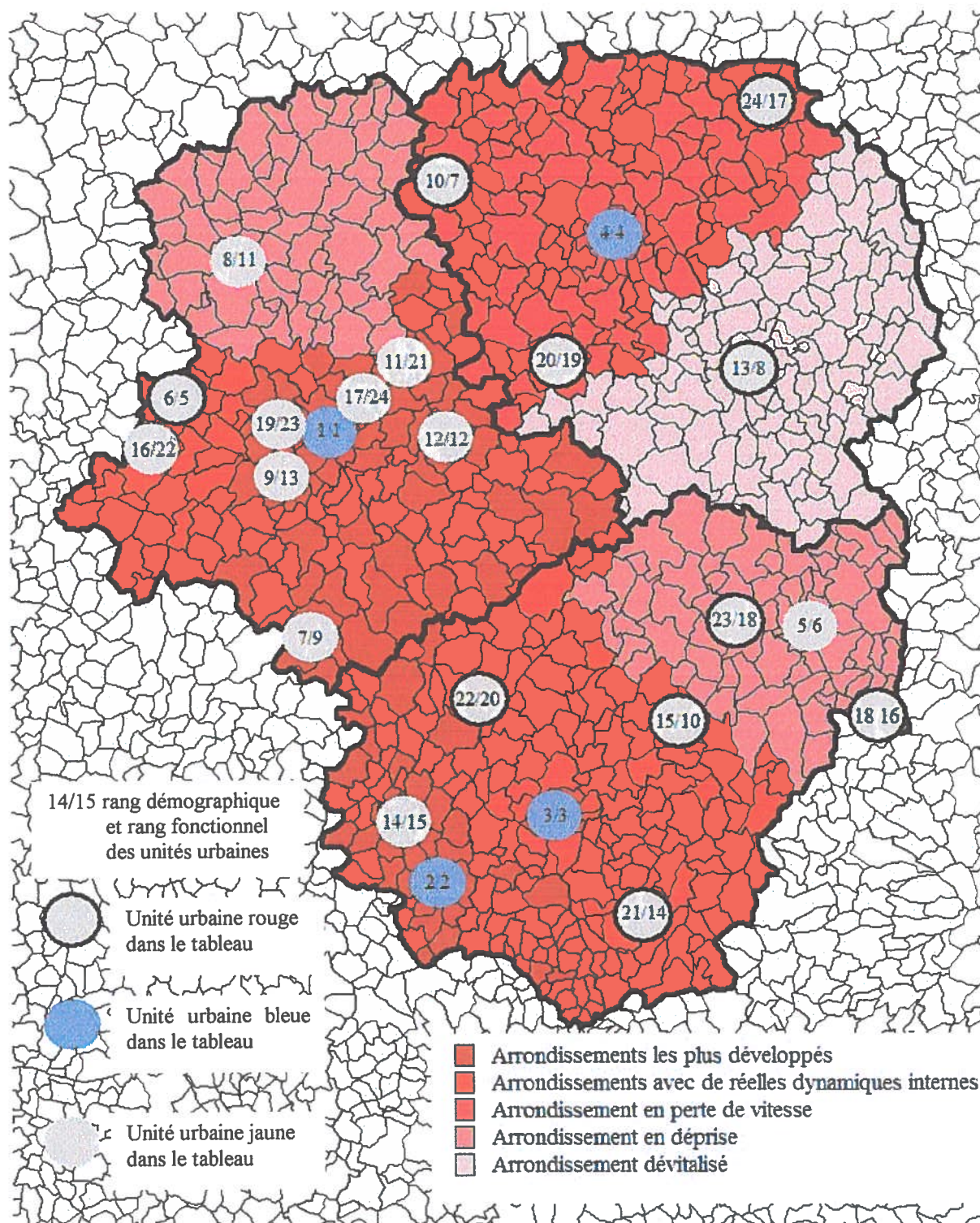
C'est ce que nous allons voir grâce à la carte suivante.

On remarque grâce à la carte de la page suivante que les arrondissement les plus développés, sont ceux qui possèdent les unités urbaines les mieux classées, Limoges et Brive-la-Gaillarde, autant du point de vue démographique que fonctionnel. Néanmoins, si ces agglomérations permettent à leurs arrondissements d'avoir des indicateurs de développement satisfaisants, les autres unités urbaines voient leurs fonctions limitées à un rôle résidentiel. Ainsi, si leur rang dans la hiérarchie démographique est élevée, celui dans la hiérarchie

fonctionnelle est beaucoup plus bas. Cependant il est indéniable que la présence de Limoges et de Brive, les deux unités urbaines ayant les plus forts poids démographiques et fonctionnels, est un élément explicatif du niveau de développement de leur arrondissement.

Les unités urbaines des arrondissements de Limoges et de Brive sont complémentaires les unes de autres. Brive et Limoges offrent les emplois ; les autres permettent aux individus de se loger. Qu'en est-il de l'arrière-pays. On assiste à un fort développement de la deuxième couronne lié au phénomène de périurbanisation, qui comme partout en France, étend les zones urbanisées. Les espaces ruraux plus lointains ont vocation à être rattrapés par ce phénomène grâce à la création ou à l'aménagement des infrastructures routières ou sont plus marginalisés. Quels qu'ils soient l'avenir des espaces ruraux est totalement lié au développement futur des agglomérations de Limoges et Brive.

Carte n°8 : Unités urbaines et arrondissements limousins



Sources : INSEE et calculs personnels
Réalisation : Aurélie Régeasse.

Les arrondissements de Rochechouart et Tulle ont de réelles dynamiques internes. Si en Corrèze, Tulle est bien l'unité urbaine la plus importante de son arrondissement, dans celui de Rochechouart, c'est celle de Saint-Junien qui occupe la meilleure place dans la hiérarchie démographique et dans la hiérarchie fonctionnelle. Les deux arrondissements ont en commun leur passé industriel prestigieux. Si aujourd'hui ces activités sont déclinantes, leur tissu économique en voie de diversification leur permet de tirer leur épingle du jeu par rapport à Limoges (pour Saint-Junien) et à Brive (pour Tulle). Pour Tulle, se rajoutent les emplois administratifs que lui apporte sa fonction de Préfecture corrézienne. Dans l'arrondissement de Saint-Junien, Rochechouart en est un pôle de second rang. Si ces échanges sont nombreux avec la cité saint-juniaude, il se font toujours en faveur de cette dernière. La relation entre Saint-Junien et Rochechouart est plutôt de type solidaire. Si Saint-Junien domine dans les faits, Rochechouart a un potentiel touristique (lié à la chute d'une météorite il y a plusieurs dizaines de milliers d'années) dont Saint-Junien aimerait bien profiter. De plus, leur histoire commune pourra leur permettre de réfléchir ensemble à des thématiques communes (développement de sentiers de randonnée, reclassement de friches industrielles, diversification du tissu économique...). Face au fort développement de leur voisine limougeaude, les deux unités urbaines ont tout intérêt à jouer la carte de la solidarité que celle de la concurrence pour conserver et pérenniser leur dynamisme.

Quant à leur arrière-pays (qui reste dense), il est partagé entre les deux villes (avec une prépondérance pour Saint-Junien) mais est plus large que les limites de l'arrondissement. Il déborde ainsi sur la Charente Limousine toute proche (confolentais).

L'arrondissement de Guéret, comme l'intitule la carte de la page précédente, est en perte de vitesse. Bien que les indicateurs sociaux et démographiques soient encore moyens, l'aspect économique, moteur du développement, est en déclin. Si Guéret occupe la quatrième place de la hiérarchie démographique et de la hiérarchie fonctionnelle, l'écart est important par rapport à Brive et surtout à Limoges. Guéret vit essentiellement des emplois administratifs que lui apporte sa place de Préfecture creusoise. Néanmoins, elle demeure une des plus petites préfectures de France. Guéret ne rayonne pas sur le reste du département comme le font Brive ou Limoges. On peut supposer que les disparités de développement internes aux arrondissements creusois sont moins fortes que celles à l'intérieur des arrondissements de Brive ou de Limoges. Néanmoins, le nivellement se fait par le bas.

Trois autres unités urbaines se trouvent dans cet arrondissement : La Souterraine, Bourgneuf et Boussac. Ces trois villes, de par la faiblesse numérique des unités urbaines

dans le département, rayonnent sur un territoire important par rapport à leur faible poids démographique. Elles ont également développé des fonctions qui ne pas présentes dans les unités de l'arrondissement de Limoges de même poids démographique. Cependant, cela ne semble pas enrayer le déclin creusois. Le désintéressement des entreprises et des populations pour ce territoire peu dense semble s'accélérer. Les relations entre les unités urbaines de l'arrondissement guéretois semblent assez réduites et difficilement qualifiables.

Quant aux arrondissement de Bellac et Ussel, la situation est plus préoccupante que pour celui de Guéret ; l'ensemble des indicateurs est dans le rouge. Si Bellac est la seule unité urbaine de l'arrondissement qui porte son nom, celui d'Ussel en compte deux autres : Meymac et Bort-les-Orgues. Si Meymac et Bort-les-Orgues sont mieux placées dans la hiérarchie fonctionnelle que dans la hiérarchie démographique (ce qui leur donne un rôle fonctionnel élevé par rapport à leur poids démographique) ; Ussel n'arrive pas à provoquer le même effet d'entraînement que Saint-Junien dans l'arrondissement de Rochechouart. Situé en marge du département de la Corrèze et de la région Limousin, la situation de l'arrondissement d'Ussel est aggravée par un relief tourmenté et un éloignement aux infrastructures de transport performantes.

L'arrondissement de Bellac, quant à lui, est le seul arrondissement occidental en déprise. Il subit la concurrence de l'attractive capitale limougeaude qui attire de plus en plus ses populations et ses entreprises. La fermeture des mines d'uranium a sinistré le territoire. Aujourd'hui les campagnes se vident ; la nature reprend ses droits ; la présence humaine est de moins en moins visible dans le paysage.

Enfin, l'arrondissement d'Aubusson est dévitalisé. Si tous les indicateurs sont dans le rouge, ils sont encore plus négatifs que pour ceux de Bellac et Ussel. Comme c'est le cas pour l'arrondissement de Bellac, Aubusson est l'unique unité urbaine. Bien que le rôle fonctionnel de cette dernière soit élevé par rapport à son poids démographique, il ne semble pas suffisant pour avoir un effet d'entraînement sur le reste de l'arrondissement.

Pour résumer, les deux arrondissement les plus développés sont ceux qui accueillent sur leur territoire les deux plus importantes unités urbaines que ce soit en terme démographique et fonctionnel. Si ces unités urbaines « tirent vers le haut » les données prises en compte dans la mesure du développement, on peut supposer que les disparités y sont plus

importantes que dans d'autres arrondissements moins développés. Leur rayonnement est large ; la déconcentration de leurs habitants vers la périphérie a permis la création de nouvelles unités urbaines mono-fonctionnelles (qui n'existaient pas au sens de l'INSEE il y a quelques décennies).

Sont bien placés également en terme de développement, les arrondissement proches de ceux de Limoges et Brive, possédant des unités urbaines vivaces et dynamiques. Ceci est plus le cas pour Saint-Junien que pour Tulle qui doit son bon résultat à ses emplois administratifs. Ces unités urbaines ont des échanges nombreux et bilatéraux avec Brive et Limoges. Leur avenir sera très dépendant des choix que vont faire leur puissante voisine dans les décennies à venir. Leurs relations avec elles sont donc de type solidaires. Chaque unité urbaine apporte à l'autre, mais Limoges et Brive garde une domination certaine qui leur confie le sort des arrondissements de Rochechouart et Tulle.

Les autres arrondissements sont plus ruraux que ceux que nous venons d'évoquer. Leurs unités urbaines sont de plus petite taille démographique. Même si par rapport à ce poids, elles occupent un rôle fonctionnel important, cela ne suffit pas pour redynamiser les territoires qui les entourent.

On constate donc une corrélation entre les disparités infra-régionales de développement et le réseau urbain. Il ne s'agit pas d'une causalité mécanique et univoque mais d'une corrélation systématique entre l'urbanisation et le développement. Plus une unité urbaine a un poids démographique élevé et un rôle fonctionnel important, plus l'arrondissement dans lequel elle se situe est développé. Le présent exercice nous a permis de constater que le Limousin (une des régions les plus rurales de France) ne déroge pas à cette règle.

On peut supposer que les unités urbaines ont la capacité d'entraîner leur arrière-pays. Il ne s'agit ici que de suppositions, qui mériteraient d'être approfondies dans un exercice prolongeant le présent mémoire par le calcul des disparités à une échelle plus fine. Il faudrait alors réaliser une mesure des disparités à une échelle plus fine, c'est à dire à l'échelle communale pour voir l'étendue des zones les plus développées autour des Unités Urbaines. Quel est le rayon d'influence de chaque type d'Unité Urbaine ? Est-ce la taille démographique ou la taille fonctionnelle dont dépend le plus l'étendue de l'aire d'influence d'une Unité Urbaine ? Quel type d'Unité Urbaine est le plus à même d'entraîner son arrière pays en terme de développement ? Répondre à ces questions permettra alors de mieux répertorier le rôle de chaque type d'Unités Urbaines.

Les petites unités urbaines, quant à elles, n'arrivent pas à redynamiser leur arrière-pays malgré leur poids fonctionnel important par rapport à celui de leur population. Les espaces qui les entourent ne sont plus suffisamment denses pour leur permettre de diffuser leur rayonnement. De plus, les Unités Urbaines sont très souvent mal reliées entre elles et éloignées les unes des autres. La question est de savoir si ces territoires se sont dédensifiés à cause de la faiblesse de leurs unités urbaines ou si ce sont ces espaces peu denses qui ont contrecarré l'essor des unités urbaines. Cette interrogation, elle aussi, serait une thématique à traiter dans le cadre d'une nouvelle réflexion.

La faiblesse du réseau urbain en Limousin est une des caractéristiques de la Région. La démarche « Réseau de Villes » est-elle capable de contrecarrer cette faiblesse et ainsi d'amoindrir les disparités ?

Le réseau urbain limousin est indéniablement dominé par Limoges. La capitale régionale domine par son poids démographique et son poids fonctionnel.

Dans une moindre mesure, Brive joue également un rôle de polarisation. Si ces deux villes influent sur une large partie du territoire régional, l'est corrézien et la Creuse semble un peu isolée. Les unités urbaines semblent fonctionner isolément. Pour faire la liaison avec Brive et Limoges, il leur manque une unité urbaine de taille plus conséquente, un échelon intermédiaire entre elles et Brive et Limoges.

Sans surprise, on constate que les arrondissements les plus développés sont ceux de Limoges et de Brive, qui possèdent les deux unités urbaines qui occupent le haut de la hiérarchie. Si ce résultat n'a rien de novateur, la vérification de cette affirmation à la région Limousin va nous permettre d'aller plus loin dans la partie suivante.

La démarche « Réseau de Villes » est-elle capable d'entraîner l'ensemble d'un réseau urbain pour diminuer les disparités non pas entre les unités urbaines mais sur la totalité du territoire régional ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer dans le III de ce mémoire.

III. LE RESEAU DE VILLES COMME OUTIL DE CORRECTION DES DISPARITES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE LIMOUSIN ?

A. Présentation de la démarche « Réseau de Villes » :

Pour l'ensemble de cette deuxième partie du mémoire, nous entendons le réseau de villes au sens de la définition de Lévy et Lussault [LEVY, LUSSAULT] :

« Dans sa version active, le réseau urbain prend plutôt le nom de « réseau de villes » et se présente comme une construction volontaire mise en place par des accords entre les villes. Dans ce dernier cas, les villes opèrent comme des acteurs collectifs (représentés par des pouvoirs publics locaux ou par des associations créées à cette fin) pour réaliser ensemble des programmes de coopération, de lobbying, de coordination des liaisons spontanées déjà existantes. Dans ce sens on parle de politique de réseau de villes qui peut se fonder sur la proximité géographique (réseaux régionaux ou transfrontaliers) ou sur des complémentarités et des homogénéités sectorielles et thématiques entre les villes même très éloignées, comme dans la politique des réseaux de villes de l'Union Européenne ».

1. Origine des réseaux de villes :

Comment ont été créés les Réseaux de Villes ? Plusieurs facteurs ont agi dans l'élaboration de ce nouveau type d'organisation : l'affaiblissement de la politique nationale d'aménagement, la mondialisation de l'économie et le fonctionnement de la société en réseau.

Avec la crise économique engendrée par les chocs pétroliers de 1973 et 1974, l'Etat met en place un type d'aménagement défensif. Il s'agit de remplacer l'objectif initial de rééquilibrage du territoire par des mesures de lutte contre le chômage. On assiste alors à un « déclin de l'aménagement du territoire en tant que politique nationale territoriale globale » [ANCE]. Cet affaiblissement de la politique nationale d'aménagement a remis en cause la conception keynésienne du rôle et des fonctions de l'Etat pendant la crise (désengagement étatique et retour aux mécanismes du marché, alors que l'aménagement du territoire était jusque là une politique volontariste de l'Etat qui avait pour objectif d'agir sur la répartition

des hommes et des activités : émergence du développement local, mise en compétition des territoires).

Les lois de décentralisation sont une preuve du désengagement de l'Etat. Avec elles, « il n'existe plus de procédure régulatrice qui puisse obliger à une harmonisation des différentes actions d'aménagement entreprises par chacune des collectivités sur un même espace » [ANCE].

De plus, les politiques nationales doivent obligatoirement prendre en compte l'Europe. Alors que l'Etat français est préoccupé par l'équilibre interne de son territoire, l'Europe pense le rééquilibrage à l'échelle de la Communauté entière. La conception française de l'aménagement est encore une fois remise en cause.

Les chocs pétroliers des années 1970 ont transformé l'économie occidentale. Déjà bien engagée depuis la Seconde Guerre Mondiale, la mondialisation s'accélère. « La crise-mutation de l'économie occidentale a entraîné des réorganisations productives ainsi que des transformations des fonctionnements spatiaux. Ces changements ont fait émerger ont fait émerger la figure du réseau comme nouvelle catégorie générale pour penser le territoire et ses fonctionnements » [ANCE]. La ville fonctionnant en réseau apparaît alors comme un élément primordial de cette nouvelle organisation.

Face à ce nouveau type de fonctionnement, les villes souhaitent aller plus loin, conscientes des liens que leurs entreprises et leurs habitants entretiennent déjà. Certaines s'organisent spontanément en réseau de villes et définissent elles-mêmes les champs de leur collaboration.

2. Les intérêts de la démarche :

On peut faire l'hypothèse que grâce au réseau urbain, la correspondance hiérarchie démographique / hiérarchie fonctionnelle n'a plus lieu d'être. Ainsi, les fonctions urbaines ne dépendraient plus de la taille démographique des villes ; des activités pourraient alors s'implanter dans des villes ayant une population peu élevée. Au début des années 1990, les autorités nationales s'intéressent alors de près à la démarche spontanée des Réseaux de Villes et veulent développer cette spécificité du fonctionnement réticulaire. « Le Réseau de Villes apparaît alors pour les autorités françaises comme une façon d'améliorer l'encadrement fonctionnel du territoire national et de préparer ses villes à affronter la concurrence économique ainsi que des autres cités dans l'espace européen en cours d'unification » [ANCE]. Les villes françaises sont petites par rapport à leurs voisines européennes. Le

Réseau de Villes semble être le moyen de leur faire jouer un plus grand rôle en unissant leurs forces. En voulant faire « peser plus lourd » les villes françaises dans l'organisation urbaine européenne, l'Etat voit également les Réseaux de Villes comme un moyen de rééquilibrer le territoire national, même si ce n'est pas l'objectif premier de la démarche.

La démarche « Réseau de Villes » établit de nouvelles relations entre les acteurs urbains concernés. Ainsi, la complémentarité remplace la concurrence (voir page 64). Grâce au Réseau de Villes, les collectivités peuvent mieux gérer leurs dépenses. En effet, au lieu de rivaliser dans une course aux équipements, les acteurs ont la possibilité de se concerter pour répondre au mieux aux besoins des populations. Le Réseau de Villes permet aux agglomérations qui en font partie de mener une politique ambitieuse.

Ainsi, la démarche Réseau de Villes fait émerger une nouvelle organisation territoriale qui peut permettre aux agglomérations de taille réduite de tenir un rang élevé dans la hiérarchie urbaine fonctionnelle, aux réseaux de compter à l'échelle européenne et aux collectivités de se concerter quant à la répartition des dépenses publiques.

Si les collectivités ont eu à l'origine les mêmes intérêts à se lancer dans la démarche Réseau de Villes, la pratique qu'elles en font peut être très différente.

3. Des pratiques différentes selon les Réseau de Villes :

Trois types d'acteurs sont identifiables dans la démarche Réseau de Villes [TESSON] :

- les élus, le plus souvent les instigateurs de la démarche
- les acteurs des villes (culturels, économiques...) et les habitants
- les techniciens des villes qui jouent le rôle d'interface entre les élus et les habitants, qui animent et font vivre le réseau.

Trois types de finalités ont été identifiés [TESSON] :

- créer un lobby, une force de pression ; la voix des villes face à la région, l'Etat ou l'Union Européenne.
- franchir un seuil pour réaliser des économies d'échelle, constituer une masse critique.
- confronter les savoir-faire entre acteurs, décloisonner les acteurs publics ou privés pour accroître la compétitivité d'un territoire, produire de nouvelles connaissances sur les agglomérations.

Les Réseaux de Villes peuvent travailler sur une seule de ces finalités ou sur plusieurs. Pour les mettre en œuvre, ils peuvent s'exprimer au sein de cinq compétences. Ces compétences ont été librement choisies par les collectivités. Tous les Réseaux de Villes ne les exercent pas toutes. Elles sont issues des expériences de l'ensemble des Réseaux de Villes. Il s'agit du développement économique, du transport et des moyens de communication, de l'enseignement et de la formation supérieure, le tourisme et les services à la population.

Créé en réaction à de profondes mutations, les réseaux de villes permettent aux unités urbaines qui les composent de partager leurs expériences. Si certaines n'utilisent ce groupement intercommunal discontinu que dans le but de créer un lobby pour obtenir un équipement structurant (universités...) ou une infrastructure de transport ; d'autres en font un véritable espace de projet.

Les Réseaux de Villes s'expriment dans des compétences très diverses et multiples : développement économique, transports et infrastructures de communication, formation et enseignement supérieur, tourisme, services à la population.

Si l'Etat a pu voir dans cette démarche comme un moyen de donner plus de poids aux villes françaises petites et moyennes, et ainsi de rééquilibrer légèrement le territoire national, la démarche « Réseau de Villes » est-elle capable d'agir sur les disparités à l'échelle infra-régionale ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer dans les deux sous-parties suivantes.

B. Limousin Axe Majeur : un Réseau de Villes infra-régional :

Limousin Axe Majeur n'est pas le seul réseau de villes auquel participent les grandes villes limousines. Limoges fait également partie de l'association Limoges - Poitiers et Brive-la-Gaillarde du réseau de villes d'Oc et du Quercy aux côtés de Cahors et de Montauban.

Néanmoins, Limousin Axe Majeur est le seul réseau de villes interne à la région Limousin. C'est pourquoi nous n'allons étudier que ce réseau afin de déterminer si un réseau de villes est à même d'atténuer les disparités infra-régionales de développement que nous avons évaluées en première partie.

1. Présentation de Limousin Axe Majeur :

Le 6 février 1998, l'association loi 1901 « Limoges – Brive – Tulle : Limousin Axe Majeur » est créée par les cinq membres fondateurs : les Maires de Limoges, Brive et Tulle, le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional.

Le 2 juillet 1999, Guéret intègre Limousin Axe Majeur. Dès lors, toutes les préfectures de département font partie de l'association.

Dès le début de cette collaboration, les villes mettent en avant trois objectifs principaux :

- « conserver les avantages liés à la qualité de vie offerte par les villes moyennes régionales,
- favoriser le renforcement d'une offre de services comparable à ceux d'une métropole,
- consolider le maillage du territoire régional lié aux rapports pôles urbains – espaces ruraux ».

On retrouve dans le dernier de ces objectifs une certaine volonté de rééquilibrage du territoire, ou du moins d'entraîner une zone radio-concentrique de plus en plus large autour des villes dans la dynamique de développement de ces dernières.

Ces objectifs sont mis en œuvre au sein de quatre compétences : le développement économique, la culture, les équipements, la coopération et l'information.

Tableau n°32 : actions engagées et en projet de Limousin Axe Majeur :

Compétences et actions	Engagées	En projet
Développement économique		
Constitution d'un réseau de pôles technologiques régionaux		X
Mise en réseau des missions locales pour l'emploi des jeunes	X	
Valorisation concertée des infrastructures routières à partir des axes A20 et A89		X
Elaboration de produits communs en matière de promotion économique, autour des pôles de compétence des trois villes		X
Développement concerté et complémentaire des structures d'enseignement supérieur		X
Culture		
Valorisation intra-réseau du projet de bibliothèque multimédia de Limoges		X
Mise en œuvre de produits et d'outils culturels communs	X	
Coopération en matière de création et de diffusion artistique		X
Equipements		
Coordination des offres aéroportuaires de Limoges et Brive	X	
Optimisation de l'offre ferroviaire entre les villes et avec l'extérieur		X
Harmonisation et valorisation de l'offre en matière de grands équipements urbains (palais des congrès, salle de spectacles...)		X
Coopération et information		
Recherche d'une meilleure communication par l'utilisation optimale de l'outil « lignes numériques à haut débit »	X	
Echanges d'expériences et de pratiques entre les services municipaux des villes		X
Mise en place d'une veille commune sur les programmes européens mobilisables		X

Source : site Internet www.reseaux-de-villes.org

Après cette brève présentation de Limousin Axe Majeur, nous allons maintenant essayer de déterminer l'action que ce réseau de villes a sur les disparités infra-régionales de développement.

2. Limousin Axe Majeur a-t-il une action sur disparités infra-régionales de développement ?

D'après Jean-Antoine Duprat, chargé de mission à Limousin Axe Majeur, rencontré le 20 avril 2004, « le renforcement de l'armature urbaine est une des conditions indispensables à la pérennisation des relations entre acteurs publics et privés et donc du réseau de villes ». A l'inverse, les relations qu'exercent les acteurs publics et privés au sein du réseau de villes sont-elles capables de renforcer l'armature urbaine du Limousin ?

Pour Jean-Antoine Duprat, le but du réseau est de « travailler ensemble en profitant des nouvelles dynamiques impulsées par l'A20, véritable colonne vertébrale ». Limousin Axe Majeur travaille au travers de quatre compétences : développement économique, culture, équipements, coopération et information et a déterminé des actions à mettre en œuvre dans ces domaines.

Cependant depuis la création du réseau début 1998, seulement quatre actions sur quatorze ont été engagées (voir tableau de la page précédente). Celle concernant les « lignes numériques haut-débit » n'est plus aujourd'hui une action du réseau de villes. Elle a été reprise par un le Syndicat Mixte DORSALE, chargé de l'extension du réseau haut débit dans la région Limousin.

Ainsi, le rôle principal de Limousin Axe Majeur (qui a été d'impulser les « lignes numériques à haut-débit ») a aujourd'hui été abandonné par le réseau. L'association des quatre plus importantes villes de la Région a servi de groupe de pressions notamment auprès de France Télécom. Une fois le projet lancé, c'est le syndicat mixte DORSALE qui l'a repris.

Si les trois autres actions mises en œuvre (mise en réseau des missions locales pour l'emploi des Jeunes, mise en œuvre de produits et d'outils culturels communs, coordination des offres aéroportuaires de Limoges et Brive) permettent de renforcer les liens entre les villes du réseau, on peut observer trois types de limites à ces actions.

Tout d'abord, Limousin Axe Majeur est peu voire pas connu des acteurs privés et du grand public. L'association du réseau de villes est peu présente sur le terrain. Comment renforcer l'armature urbaine si l'organisme dont c'est le but, est méconnu et peu actif ? En effet, les actions mises en œuvre par le réseau de villes sont en nombre réduit par rapport aux ambitions de départ. Ceci peut-être du à la structure juridique du réseau de villes (qui constitue la deuxième limite).

Comme cela a déjà été dit dans la partie présentation de Limousin Axe Majeur, nous avons vu que le réseau a pour structure juridique l'association loi 1901. Ce statut est peu contraignant pour les membres. Tout dépend de leur bonne volonté pour que cela fonctionne. Bien que l'on ne puisse rien affirmer en ce qui concerne la volonté des membres de Limousin Axe Majeur, le statut du réseau est tout de même une limite à mettre en avant.

Enfin, les actions mises en œuvre sont susceptibles d'augmenter les relations entre les quatre villes du réseau (voire uniquement entre Limoges et Brive en ce qui concerne la coordination des offres aéroportuaires) malgré la faible mise en œuvre des actions dont nous avons parlé plus haut. Néanmoins les autres unités urbaines ne bénéficient pas de cette collaboration de plus de 6 ans. Malgré l'objectif de départ de « consolider le maillage du territoire régional lié aux rapports pôles urbains – espaces ruraux », rien n'a été concrètement mis en place pour le réaliser.

Ainsi même si tout est inscrit dans les objectifs pour renforcer le maillage du territoire limousin, le réseau de villes n'a rien fait dans ce sens. Autant dire que Limousin Axe Majeur n'a pas (pour l'instant ?) la capacité de réduire les disparités de développement.

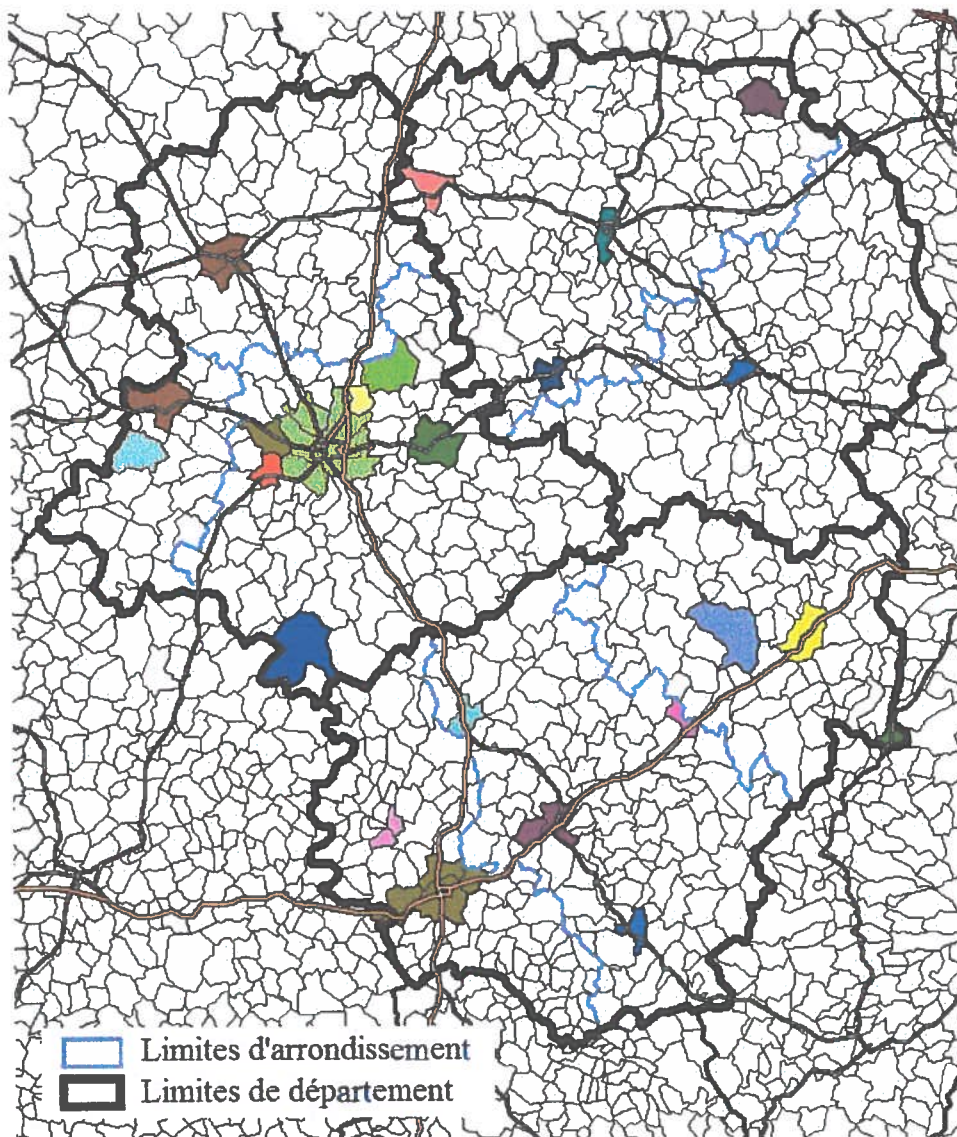
Qu'en est-il d'un réseau composé des petites Unités Urbaines limousines ?

C. La création d'un réseau rassemblant les petites Unités Urbaines limousines est-elle une alternative vraisemblable ?

D'après Jean-Antoine Duprat, « la création d'un réseau rassemblant les petites unités urbaines de la Région est une alternative vraisemblable à Limousin Axe Majeur pour renforcer l'armature urbaine limousine ». Néanmoins à quelle échelle doit se mettre en place ce réseau ?

Pour répondre à cette question, nous vous proposons tout d'abord de resituer les Unités Urbaines limousines grâce à la carte de la page suivante.

CARTE N°9 : LOCALISATION DES UNITES URBAINES LIMOUSINES



Source : INSEE

Réalisation : Aurélie Régeasse

Comme on peut le voir sur la carte ci-dessus les unités urbaines sont assez éloignées les unes des autres. Ainsi il est plus vraisemblable d'organiser des coopérations inter – unités urbaines à un échelon plus réduit que la région entière. L'échelle de l'arrondissement pourrait être une solution.

Le cas de celui de Limoges est particulier. En effet, la plupart des Unités Urbaines fait partie de la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole (sauf Ambazac, Aix-sur-Vienne, Verneuil-sur-Vienne, Saint-Léonard-de-Noblat et Saint-Yrieix-la-Perche). La

collaboration s'organise déjà au sein de cette structure. Les Unités Urbaines en dehors de la Communauté d'Agglomération, mais complètement dans l'aire d'influence de la capitale régionale ont intérêt à travailler avec cette dernière. Le réseau de villes est-il la bonne solution ? Pas forcément. Des pour-parlers sont actuellement en cours pour élaborer un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de l'aire d'influence de Limoges. L'avenir des Unités Urbaines de l'arrondissement de Limoges passe obligatoirement par une collaboration avec la capitale régionale.

L'arrondissement de Rochechouart semble être plus adapté à la démarche réseau de villes. En effet, Saint-Junien et Rochechouart ont beaucoup à partager du fait de leur histoire commune. Une collaboration entre ces deux villes leur permettrait d'augmenter leur rôle fonctionnel (notamment pour Rochechouart). Bellac pourrait intégrer également cette collaboration. En effet, la ville partage avec les deux autres son passé industriel. De plus, les trois unités urbaines sont reliées par la RD675.

La liaison des villes par des infrastructures de transport semble primordial pour les réseaux de petites villes. C'est un manque que devra combler la Creuse. Toutes ses Unités Urbaines sont éloignées les unes des autres et mal reliées par le réseau routier. On peut penser qu'un réseau interne au département creusois serait moins performant pour ces raisons. Même si le réseau de villes est par principe une « intercommunalité discontinue », la proximité est, à mon avis, une condition nécessaire à la réussite d'un réseau de petites villes. La proximité temporelle est nécessaire pour faciliter les rencontres entre les acteurs (souvent âgés dans ces territoires ruraux) et la proximité physique pour que les Unités Urbaines aient une Histoire et une Géographie semblables. Par exemple, Boussac n'a rien à voir avec Aubusson. De plus, ces territoires ruraux n'ont pas beaucoup d'expérience en matière de coopération intercommunale. L'intercommunalité continue (type communauté de communes) a mis longtemps à s'installer ; il n'y a pas de tradition intercommunale. Ce manque d'habitude de travail en commun est un obstacle au succès d'un réseau de petites villes (cette remarque vaut également pour les territoires les plus ruraux de la Haute-Vienne et de la Corrèze).

Reste la Corrèze. A la vue de la carte de la page précédente, on imagine deux réseaux de petites villes. L'un organisé autour de Brive et de Tulle comprenant Objat, Uzerche et Argentat. Toutes ces unités urbaines sont bien reliées entre elles par un réseau autoroutier (A20, A89) et de routes nationales. Enfin Egletons, Meymac, Ussel et Bort-les-Orgues ont intérêt à travailler ensemble ; Ussel aurait un rôle moteur important à jouer.

C'est à ce niveau, je pense, que sont à même de s'exprimer les réseaux de villes. Il faut tout de même poser quelques conditions. Pour que ces réseaux soient efficaces (comme pour toute collaboration intercommunale), la volonté politique doit être de mise pour réellement mettre en œuvre les objectifs.

Si ce type de réseaux de villes semble capable de renforcer l'armature urbaine, on peut s'interroger sur sa capacité à réduire les disparités de développement. Comme nous l'avons vu précédemment, l'efficacité d'un réseau de petites villes en Creuse n'est pas évidente du fait de l'éloignement des Unités Urbaines. Ainsi, si les autres réseaux fonctionnent et arrivent à entraîner dans un cercle vertueux les arrières-pays ruraux des territoires, on peut penser que le fossé est susceptible de se creuser avec les réseaux creusois. On ne peut ici faire que des suppositions. Il est en effet difficile de faire une évaluation ex-ante d'une organisation qui n'existe pas et dont les objectifs n'ont pas été définis.

La démarche « Réseau de Villes », dans sa forme actuelle (Limousin Axe Majeur), ne s'est pas donnée les moyens de renforcer l'armature urbaine de la région. Peu de projets se sont concrétisés. ceux qui l'ont été se sont souvent limités à des actions de lobbying. Ainsi Limousin Axe Majeur est-il méconnu des acteurs privés et du grand public, partenaires pourtant indispensables pour faire vivre un réseau urbain.

Face à cet échec de Limousin Axe Majeur dans la réalisation d'un de ses objectifs principaux (« consolider le maillage du territoire régional lié aux rapports pôles urbains – espaces ruraux »), le réseau de petites villes apparaît comme une alternative vraisemblable à condition néanmoins que certaines conditions soient remplies :

- la volonté des élus de travailler ensemble
- la proximité des Unités Urbaines d'un même réseau
- la mise en place simultanée des réseaux de petites villes pour éviter l'accentuation des disparités de développement (dans l'optique où ces réseaux sont mis en œuvre en premier dans les zones considérées comme les plus développées).

CONCLUSION GENERALE

Le Limousin est une région considérée comme peu développée à l'échelle nationale. Pour autant, comme nous l'avons vu dans la partie « évaluation des disparités de développement », cela n'en fait pas pour autant un territoire uniforme du point de vue du développement.

Sans que cela soit une surprise, cette évaluation des disparités a fait apparaître les territoires les plus urbanisés comme les plus développés. Bien que cette constatation se soit avérée exacte à de nombreuses reprises, nous avons pu ici l'appliquer à la Région Limousin. La faiblesse de l'urbanisation dans la région réduit l'étendue des territoires considérés comme développés. De plus, si l'on prend le temps de mesurer les disparités à une échelle plus fine (notamment à l'échelle communale, cela nous permettrait de constater que les zones développées sont réduites aux villes et leurs couronnes les plus proches. Les disparités de développement existent donc également à l'intérieur des arrondissements.

Faut-il que l'ensemble du territoire soit urbanisé pour être développé ? Ce n'est incontestablement pas la solution, à une époque où l'on dénonce de plus en plus fort les inconvénients des villes. Les zones urbaines sont également disparates en terme de développement. C'est le problème que soulève la loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » de décembre 2000 en mettant en avant les notions de mixité sociale et de mixité fonctionnelle.

La partie sur l'historique des disparités nous a montré que l'urbanisation était un facteur d'hétérogénéisation du développement ; le Limousin possédait au début du XVIIIème siècle un niveau de développement plus uniforme. Cependant un retour de la région à la ruralité, en plus d'être irréalisable, ne lui permettrait de combler son retard par rapport aux autres régions françaises.

Après ces constatations, l'existence d'un territoire uniformément développé (quelle que soit l'échelle) apparaît comme une utopie. Utopie peut-être, mais utopie vers laquelle il faut tendre. Comment procéder pour se rapprocher le plus possible de cette situation optimale ?

La réduction des disparités de développement passe par le renforcement de l'armature urbaine (c'est à dire par l'augmentation du poids fonctionnel des Unités Urbaines) qui serait alors en mesure d'entraîner un arrière-pays de plus en plus étendu.

Le but de ce travail de recherche a été de s'interroger sur la démarche « Réseau de Villes ». Est-elle à même de renforcer l'armature urbaine du Limousin pour atténuer les disparités de développement ?

Si en théorie le Réseau de Villes semble adapté, son application pratique en Limousin ne l'est pas. Limousin Axe Majeur, en six ans d'existence, ne s'est pas donné les moyens de concrétiser son objectif de « consolidation du maillage du territoire ». Méconnu des acteurs privés et du grand public, il semble aujourd'hui peu actif.

L'essor de la démarche « Réseau de Villes » a peut-être répondu à un « effet de mode » lancé par le succès d'AIRE 198 (regroupant Poitiers, Niort, La Rochelle et Angoulême). Ils se sont en effet multipliés dans les années 1990.

Cet « effet de mode » n'empêche cependant pas que les réseaux de petites villes soient une alternative vraisemblable à Limousin Axe Majeur pour réduire les disparités. Néanmoins pour cela, ces réseaux doivent remplir trois conditions :

- la volonté des élus de travailler ensemble
- la proximité des Unités Urbaines d'un même réseau
- la mise en place simultanée des réseaux de petites villes pour éviter l'accentuation des disparités de développement (dans l'optique où ces réseaux sont mis en œuvre en premier dans les zones considérées comme les plus développées).

En admettant que toutes ces conditions soient remplies, on peut se demander si fait que la région Limousin soit moins disparate en terme de développement lui permettra de réduire les écarts (de développement toujours) avec les autres régions françaises ?

BIBLIOGRAPHIE

ANCE Vincent, *L'usage de la politique des réseaux de villes*, 1999, Mémoire de recherche de Magistère III, 202 pages

BAILLY Antoine, FERRAS Robert, PUMAIN Denise, *Encyclopédie de Géographie*, 1995, Economica, 1167 pages

BARRIERE, VERYNAUD, MATHE, BALABANIAN, GONFROY, ROBINNE, PEYROUAS, CHAMBON, *Limousin, Corrèze, Creuse, Haute-Vienne*, 1984, Christine Bonneton éditeur, 399 pages

BOCK Emilie, *La mise en réseau des villes intermédiaires atlantiques : pour une vision polycentrique de l'espace atlantique ? Le cas de la France*, 2003, Mémoire de recherche de Magistère III, 132 pages

BRUNET, FERRAS, THERY, *Les mots de la Géographie, dictionnaire critique*, 1993, La documentation française, 518 pages

CARRIERE Jean-Paul, FARTHING Stuart, *Les cités atlantiques: villes périphériques ou métropoles de demain ? Diagnostics et politiques*, 2000, Publisud, 356 pages

CATTAN Nadine, PUMAIN Denise, ROZENBLAT Céline, SAINT JULIEN Thérèse, *Le système des villes européennes*, 1994, Anthropos, collection Villes, 198 pages

CLAVAL Paul, *La Logique des Villes, essai d'urbanologie*, édition Litec, 633 pages

Conseil Régional du Limousin, Préfecture de Région, *Etude prospective Limousin 2007, Tome I*, 1993, édition du Limousin, 479 pages

Conseil Régional du Limousin, Préfecture de Région, *Etude prospective Limousin 2007, Tome II*, 1993, édition du Limousin, 350 pages

CYPRIEN Lisa, *L'essor des petits centres urbains, un enjeu de développement régional ? Le cas du Limousin*, 1997, Mémoire de recherche de Magistère III, 80 pages

DAUGER Georges, DAYEN Daniel, *Histoire du Limousin contemporain, Corrèze, Creuse, Haute-Vienne, de 1789 à nos jours*, 1997, édition Lucien Souny, 378 pages

DE NOUË Marie-France, D'ANNUNZIO Dario, BOURDILLON Jacques, BRUNET Roger, MARTINAND Claude, POMMELET Pierre, *Réseaux et Territoires, rapport du groupe d'étude et de mobilisation*, 1993, Reclus, 176 pages

DUPUY Gabriel, *L'urbanisme des réseaux, théories et méthodes*, 1991, édition Armand Colin, collection U Géographie, 198 pages

GUIGOU Jean-Louis, *Une ambition pour le territoire : aménager l'espace et le temps*, 1995, édition l'aube DATAR, 136 pages

HENAFF Kristell, *Mesure, analyse et perspectives de correction des déséquilibres intra-régionaux de développement. Application au cas de la région Bretagne*, 1998, Mémoire de recherche de Magistère III, 61 pages

INSEE Limousin, *Tableaux économiques du Limousin*, 2002

LAJUDIE Benoît, *Limousin 2017 A nous de jouer*, 2000, édition du Limousin, 510 pages

LEVY Jacques, LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, 2003, Belin, 1033 pages

MERLIN Pierre, CHOAY Françoise, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, 1998, PUF, 902 pages

Musée municipal de l'Evêché, *Augustoritum, aux origines de Limoges*, 1990, 181 pages

OZIOL Sébastien, *Vers un calcul socio-spatial du développement, calculs et cartographie appliqués au cas du Portugal*, 1998, 61 pages

PECQUEUR Bernard, *Le développement local*, 2000, Syros, 132 pages

PUMAIN Denise, *La dynamique des villes*, 1982, Economica, 231 pages

QUIVY Raymond, VAN CAMPENHOUDT Luc, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 1997, DUNOD, 287 pages

RCT, *Le diagnostic territorial du Limousin*, 1998, 176 pages

TESSON Frédéric, ROYOUX Dominique, THOVISTE Laurent, PIOLLE Xavier, *Les réseaux de villes, dossier d'experts*, 1995, la lettre du cadre territorial, 165 pages

VERYNAUD Georges, *Histoire de Limoges, Annales du centre régional de recherche et de documentation pédagogique de Limoges*, 1973, 176 pages

REVUES :

Les cahiers de l'IAURIF, n°137, *Les disparités territoriales*, 24^{ème} rencontre nationale des agences d'urbanisme

Futuribles, n°231, Mai 1998, *Les indicateurs synthétiques de développement*, Jean Baneth

Futuribles, n°281, Décembre 2002, *De la croissance au développement, à la recherche d'indicateurs alternatifs*, Jean Gadrey

INSEE Limousin, la revue :

N°2, Mai 1998, *Des petites villes de grande importance*, 14 pages

N°8, Février 1999, *73 pôles de services structurent le Limousin*, 14 pages

N°14, Octobre 1999, *Spécial inventaire communal*, 14 pages

N°15, Novembre 1999, *Moins de disparités dans les évolutions de population*, 14 pages

N°29, Juin 2000, *Déplacements domicile-travail toujours plus nombreux et toujours plus loin* », 14 pages

N°31, Novembre 2001, *Les espaces ruraux attirent de nouveaux habitants*, 14 pages

N°33, Janvier 2002, *La population limousine à l'horizon 2030*, 14 pages

N°34, Février 2002, *Des campagnes vers les villes, des villes vers leur couronne*, 14 pages

N°36, Juin 2002, *Les métiers se redéploient*, 14 pages

TABLE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau n° 1 : évolution démographique des arrondissements limousins entre 1990 et 1999	27
Table n°2 : classement des arrondissements selon l'évolution démographique	28
Tableau n°3 : solde migratoire des arrondissements	29
Tableau n°4 : classement des arrondissements selon le solde migratoire	30
Tableau n°5 : indice de jeunesse des arrondissements limousins	31
Tableau n°6 : classement des arrondissements limousins selon l'indice de jeunesse	32
Tableau n°7 : densité de population des arrondissements limousins	33
Tableau n°8 : classement des arrondissements selon la densité de population	34
Tableau n°9 : récapitulatif du classement des arrondissements limousins pour la thématique « démographie »	35
Tableau n°10 : médiane du revenu fiscal en 2000 des unités de consommation des arrondissements limousins	36
Tableau n°11 : classement des arrondissements selon la médiane du revenu fiscal	37
Tableau n°12 : éloignement moyen des populations des arrondissements limousins aux services et équipements	38
Tableau n°13 : classement des arrondissements selon l'éloignement aux services et équipements	38
Tableau n°14 : part dans chaque arrondissement de résidences principales sans baignoire ni douche	40
Tableau n°15 : classement des arrondissements selon la part de résidences principales sans baignoire ni douche	41
Tableau n°16 : part de la population de plus de 15 ans sans diplôme	42
Tableau n°17 : classement des arrondissements selon la part de la population de plus de 15 ans sans diplôme	42
Tableau n°18 : récapitulatif du classement des arrondissements limousins pour la thématique « conditions de vie des habitants »	44

Tableau n°19 : taux de chômage des arrondissements au 31 décembre 2002	45
Tableau n°20 : classement des arrondissements selon le taux de chômage au 31 décembre 2002	46
Tableau n°21 : évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999	47
Tableau n°22 : classement des arrondissements selon l'évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999	48
Tableau n°23 : évolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2003	50
Tableau n°24 : classement des arrondissements selon l'évolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2003	51
Tableau n°25 : part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003	52
Tableau n°26 : classement des arrondissements selon la part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003	53
Tableau n°27 : récapitulatif du classement des arrondissements limousins pour la thématique « économie »	54
Tableau n°28 : classement final des arrondissements limousins	55
Tableau n°29 : les unités urbaines en Limousin	69
Tableau n°30 : hiérarchie démographique et indice de primatie	74
Tableau n°31 : hiérarchie fonctionnelle des unités urbaines limousines	76
Tableau n°32 : actions engagées et en projet de Limousin Axe Majeur	91

TABLE DES CARTES

	Pages
Carte n°1 : Localisation de la région Limousin en France et en Europe	4
Carte n°2 : Les aires urbaines limousines en 1999	18
Carte n°3 : Présentation des arrondissements limousins	24
Carte n°4 : Synthèse des disparités en Limousin	58
Carte n°5 : Quatre Unités Urbaines creusoises sur cinq ne sont composées que d'une seule commune	71
Carte n°6 : La Corrèze compte presque deux fois plus d'Unités Urbaines que la Creuse	72
Carte n°7 : La Haute-Vienne est le département limousin où le fait urbain est le plus développé	73
Carte n°8 : Unités Urbaines et arrondissements limousins	80
Carte n°9 : Localisation des Unités Urbaines limousines	94

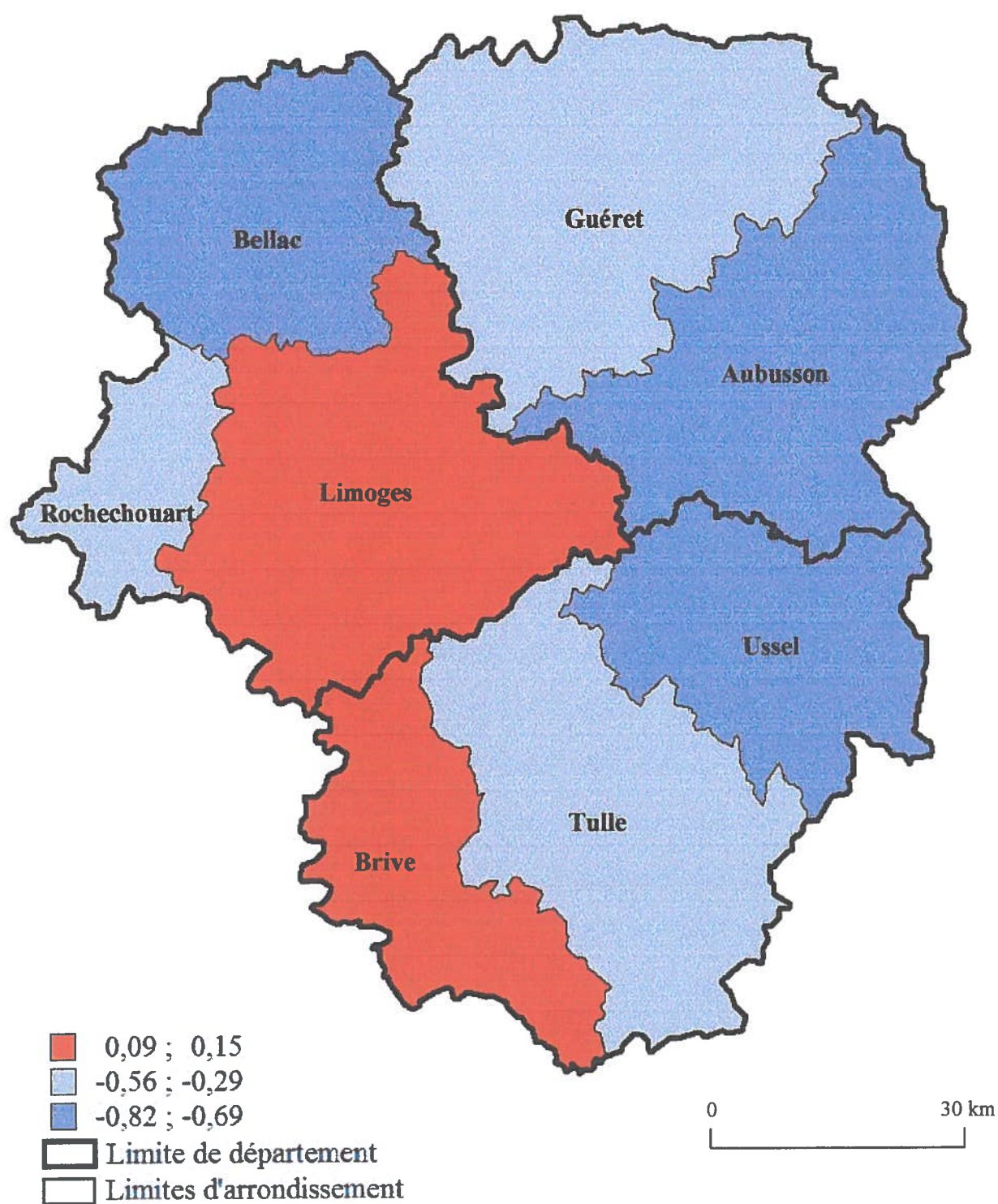
Annexes

TABLE DES ANNEXES

Cartes des indicateurs de développement :

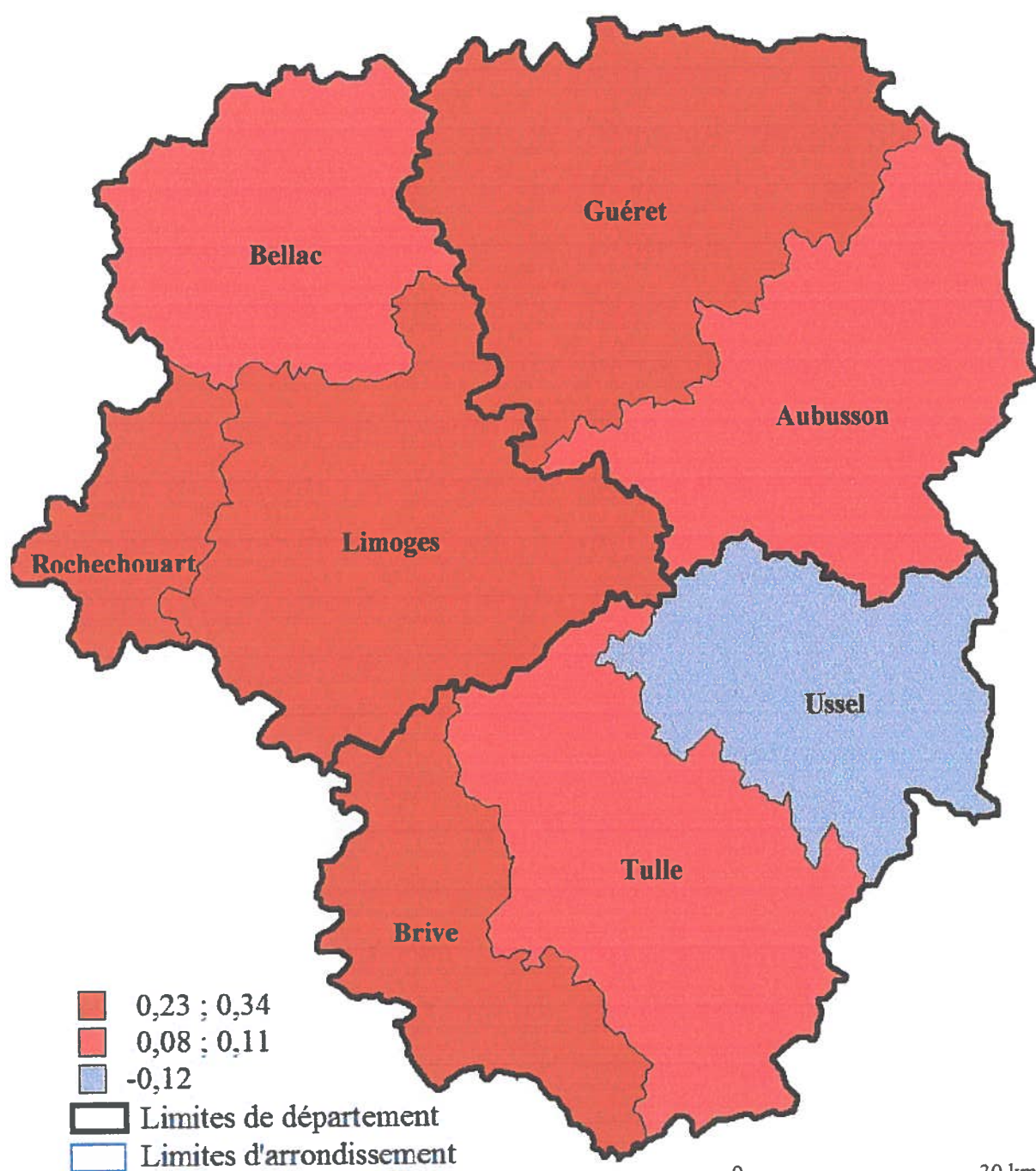
	Pages
Carte n°1 : Taux annuel d'évolution de la population entre 1990 et 1999	108
Carte n°2 : Taux annuel du solde migratoire entre 1990 et 1999	109
Carte n°3 : Indice de Jeunesse des arrondissements limousins en 1999	110
Carte n°4 : Densité de population en 1999	111
Carte n°5 : Part de la population de plus de 15 ans sans diplôme en 1999	112
Carte n°6 : Médiane du revenu fiscal par unité de consommation en 2000	113
Carte n°7 : Eloignement aux services et équipements en 1998	114
Carte n°8 : Part des résidences principales sans baignoire ni douche en 1999	115
Carte n°9 : Taux de chômage au 31 décembre 2002	116
Carte n°10 : Taux annuel d'évolution de l'emploi total entre 1990 et 1999	117
Carte n°11 : Taux annuel d'évolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2003	118
Carte n°12 : Part des créations d'entreprises dans le nombre total d'établissements en 2003	119

CARTE N°1 : TAUX ANNUEL D'ÉVOLUTION DE LA
POPULATION ENTRE 1990 ET 1999 :

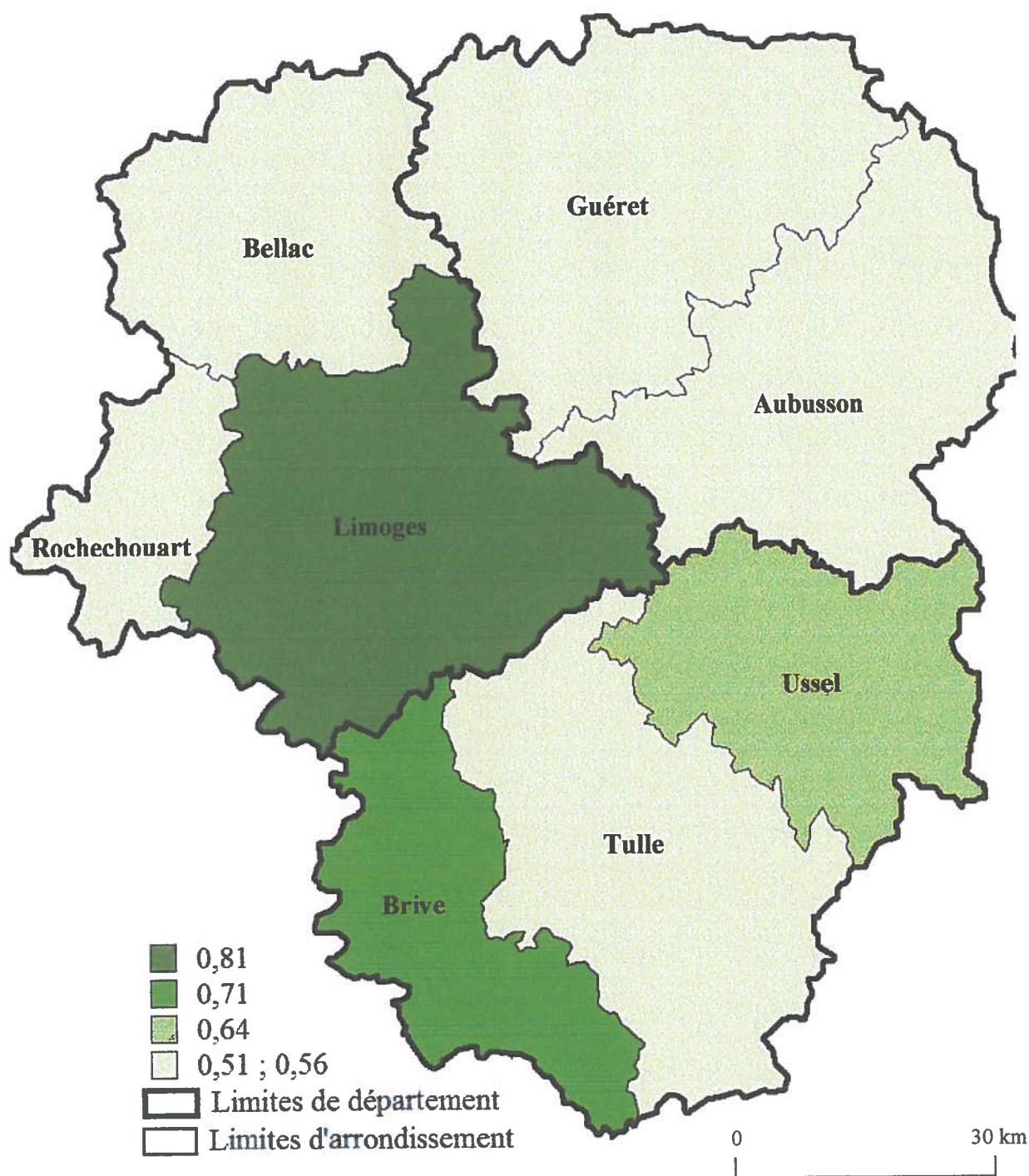


Source : INSEE, RGP 1999
Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°2 : TAUX ANNUEL DU SOLDE
MIGRATOIRE ENTRE 1990 ET 1999 :

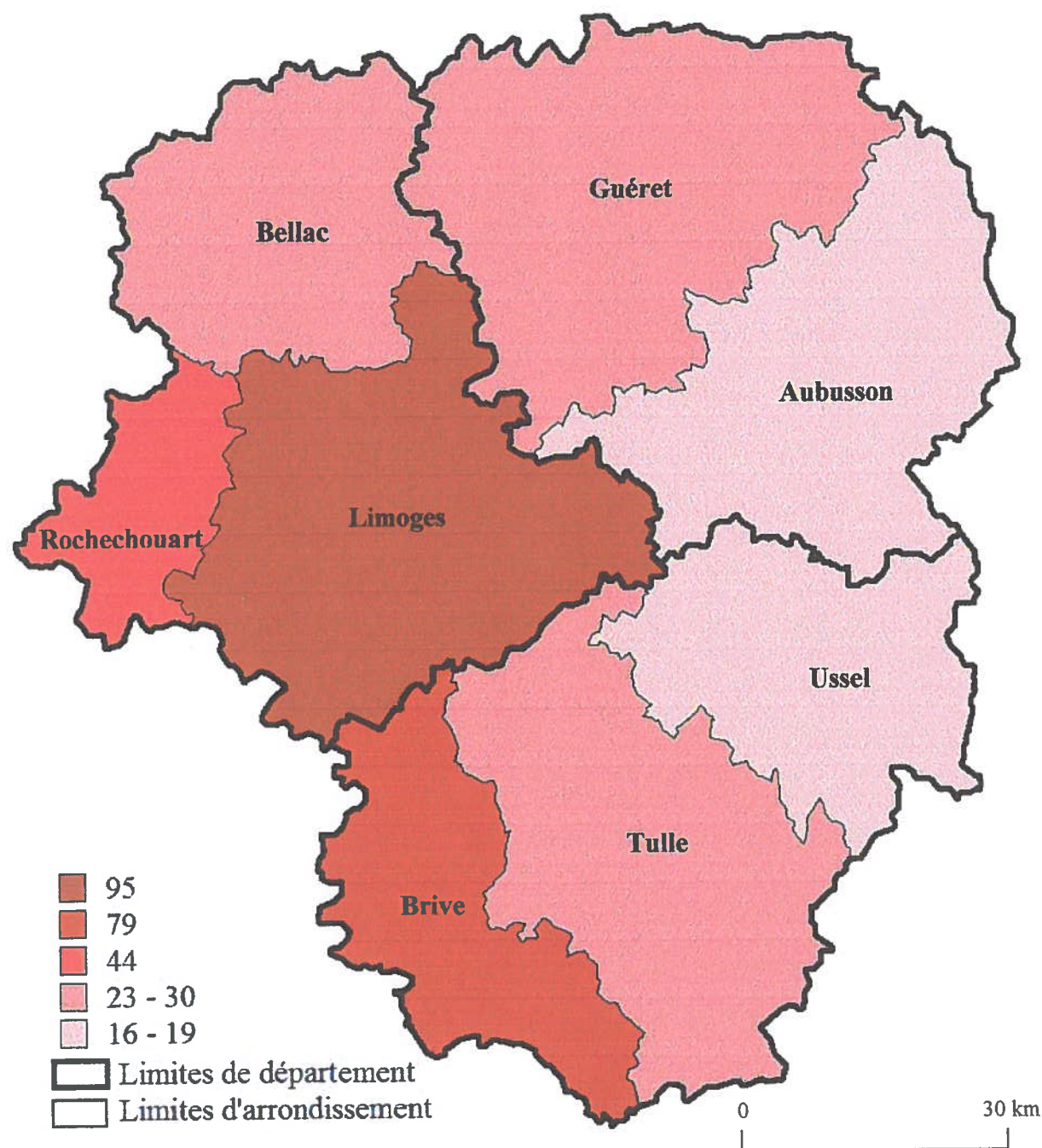


CARTE N°3 : INDICE DE JEUNESSE DES
ARRONDISSEMENTS LIMOUSINS EN 1999



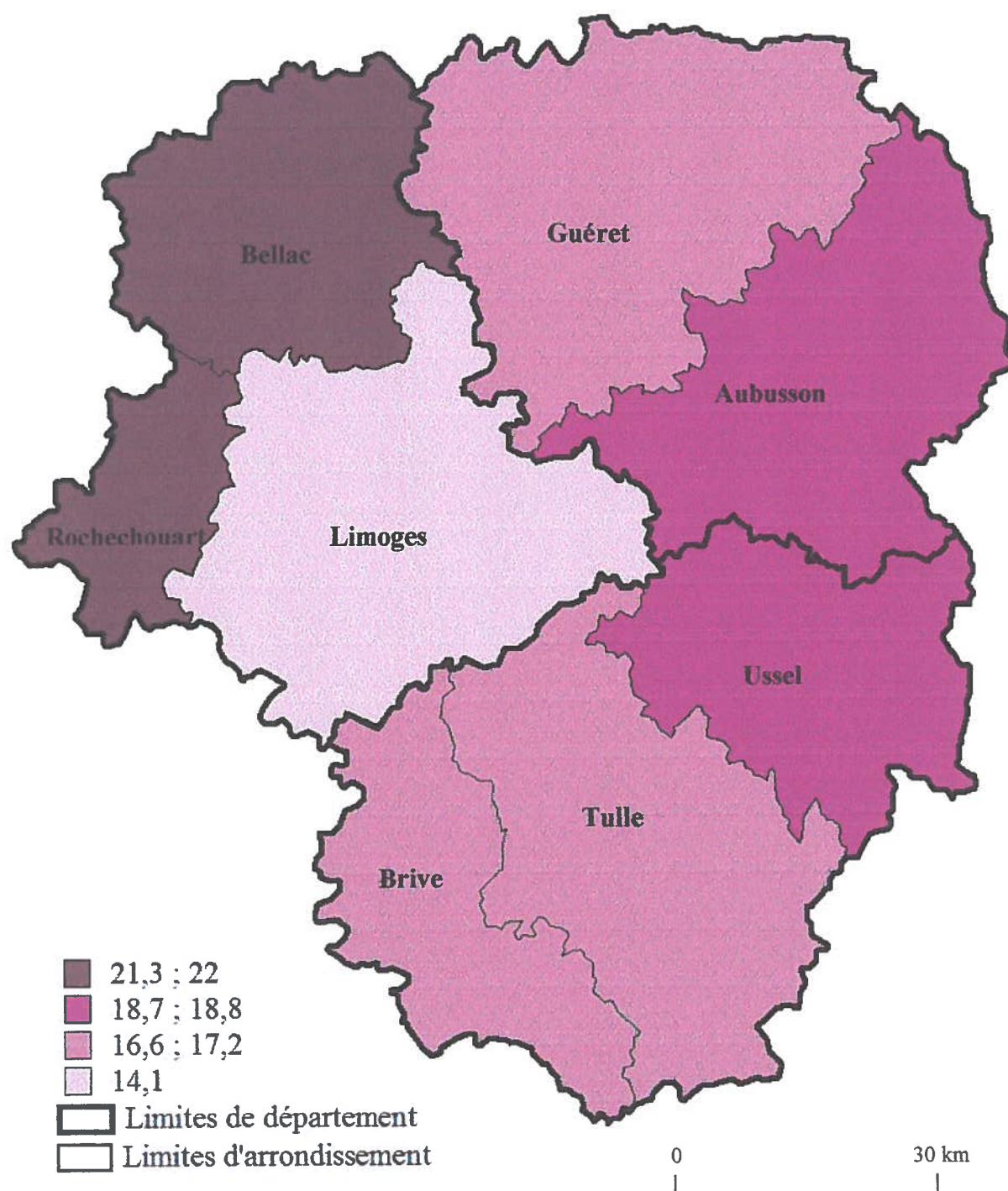
Source : INSEE, RGP 1999
Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°4 : DENSITES DE POPULATION EN 1999



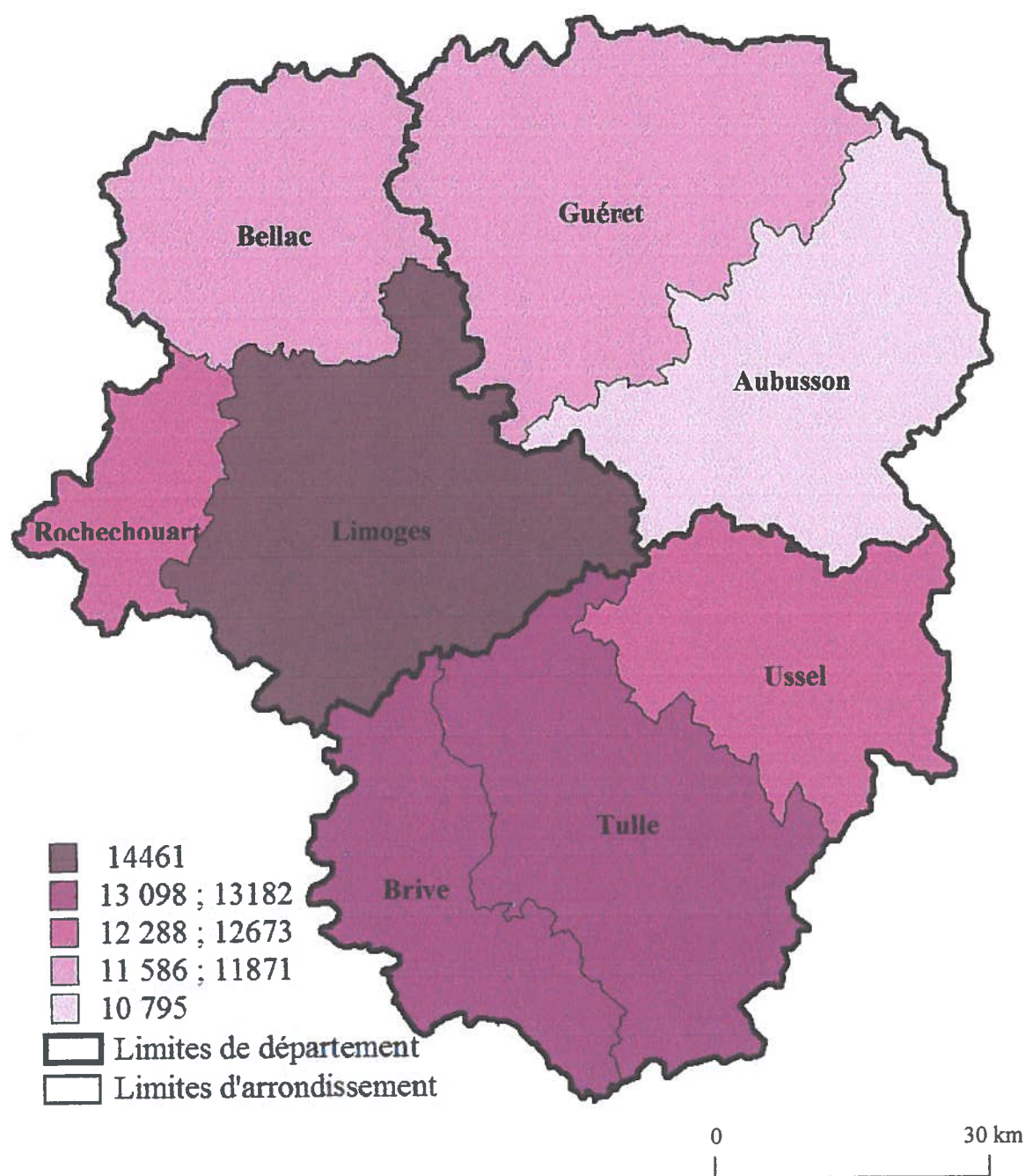
Source : INSEE, RGP 1999
Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°5 : PART DE LA POPULATION DE PLUS DE 15
ANS SANS DIPLOME EN 1999



Source : INSEE
Réalisation : Aurélie Régeasse

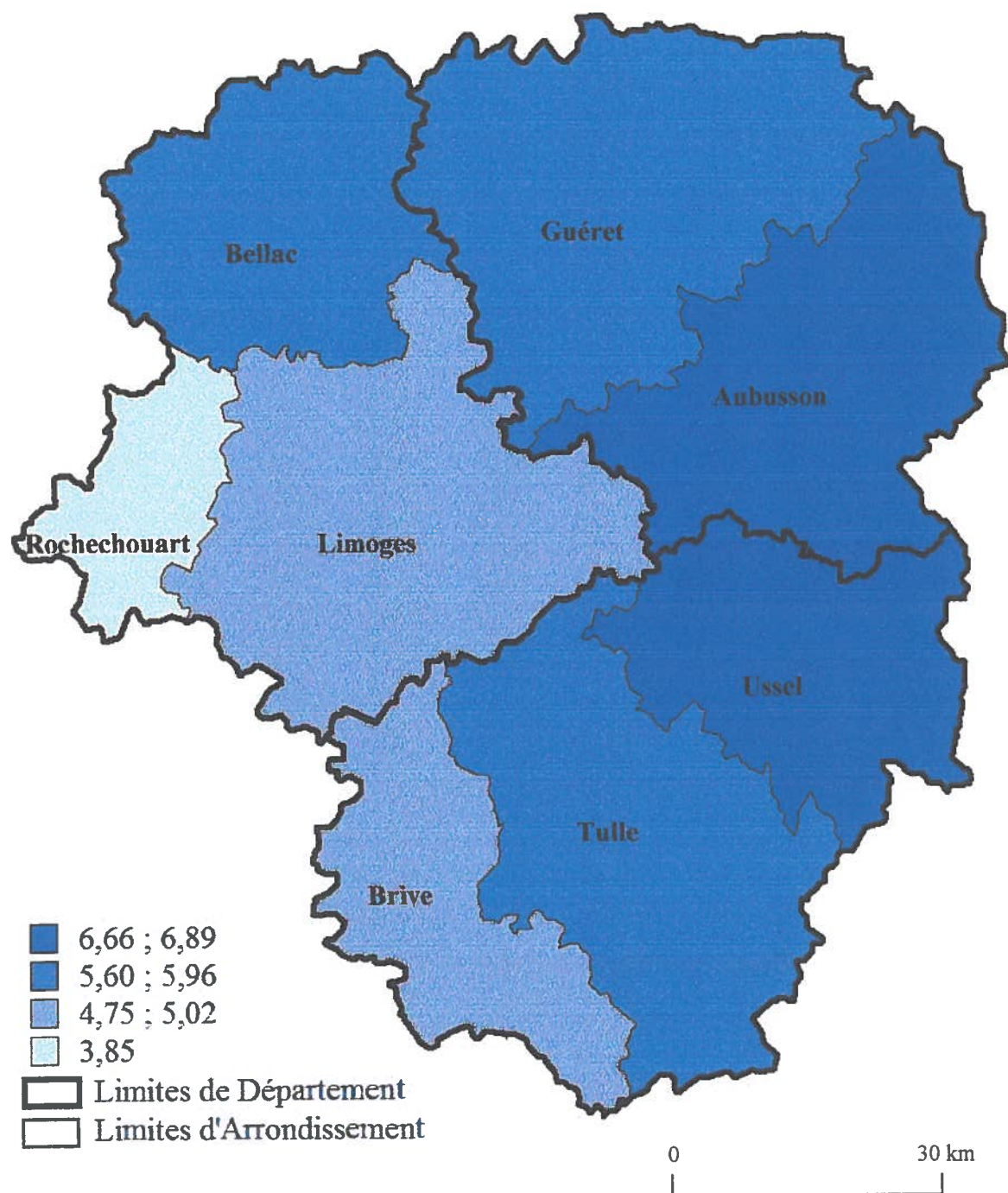
CARTE N°6 : MEDIANE DU REVENU FISCAL PAR
UNITE DE CONSOMMATION EN 2000



Source : INSEE

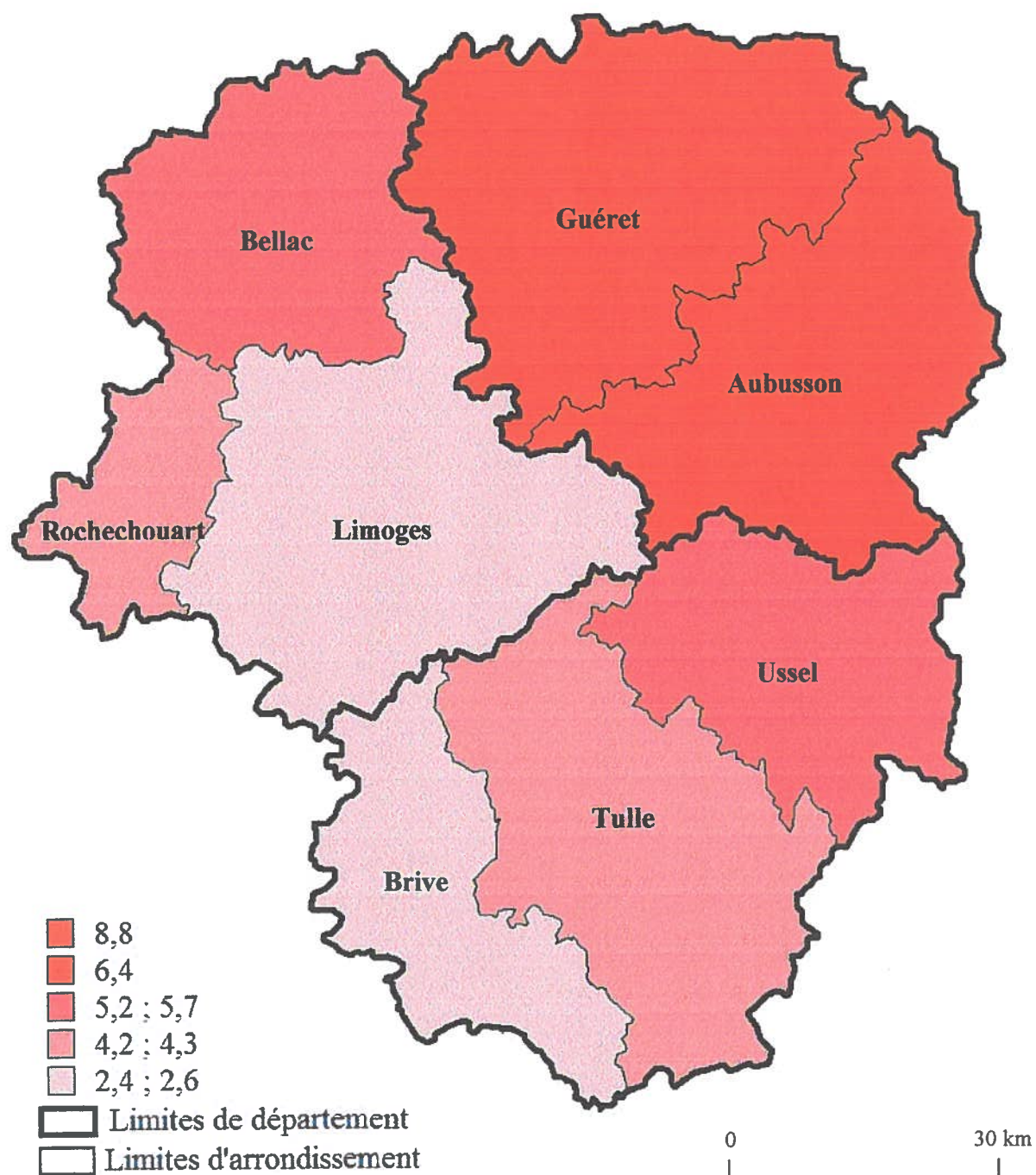
Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°7 : ELOIGNEMENT AUX SERVICES ET EQUIPEMENTS EN 1998



Source : INSEE, Inventaire Communal, 1998
Réalisation : Aurélie Régeasse

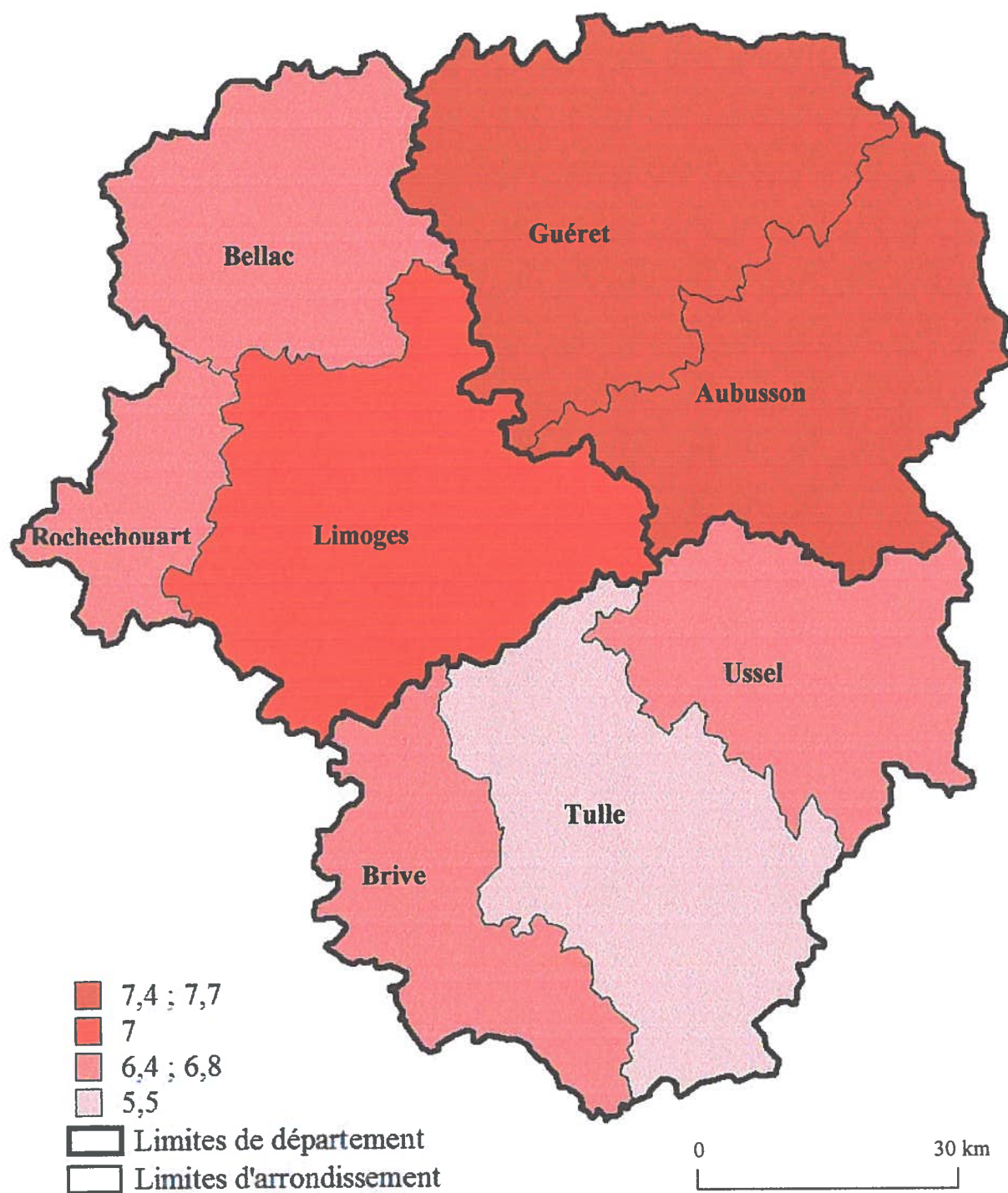
CARTE N°8 : PART DE RESIDENCES PRINCIPALES SANS BAIGNOIRE NI DOUCHE EN 1999



Source : INSEE, RGP 1999
Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°9 : TAUX DE CHÔMAGE AU 31 DECEMBRE

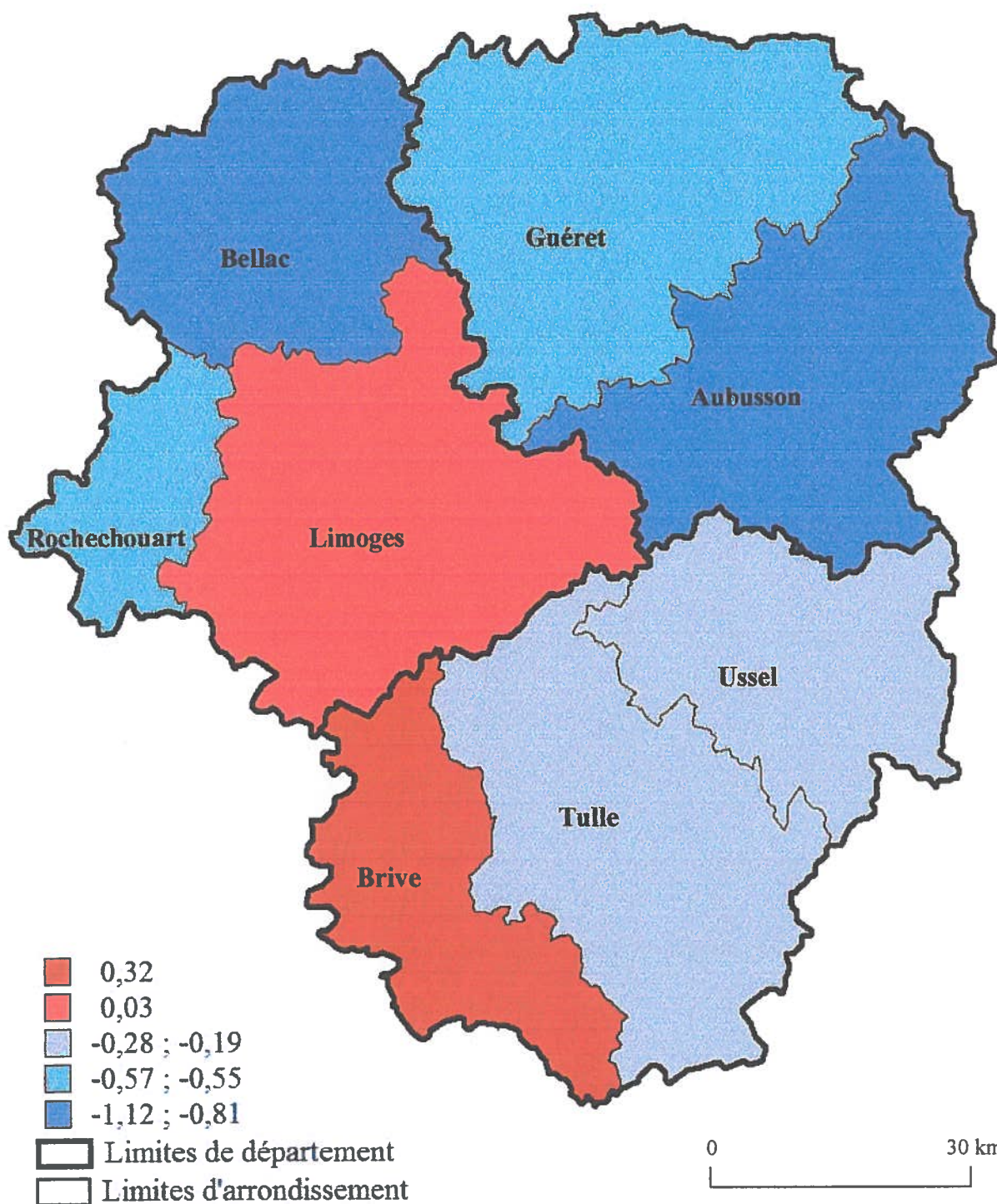
2002



Source : INSEE

Réalisation : Aurélie Régeasse

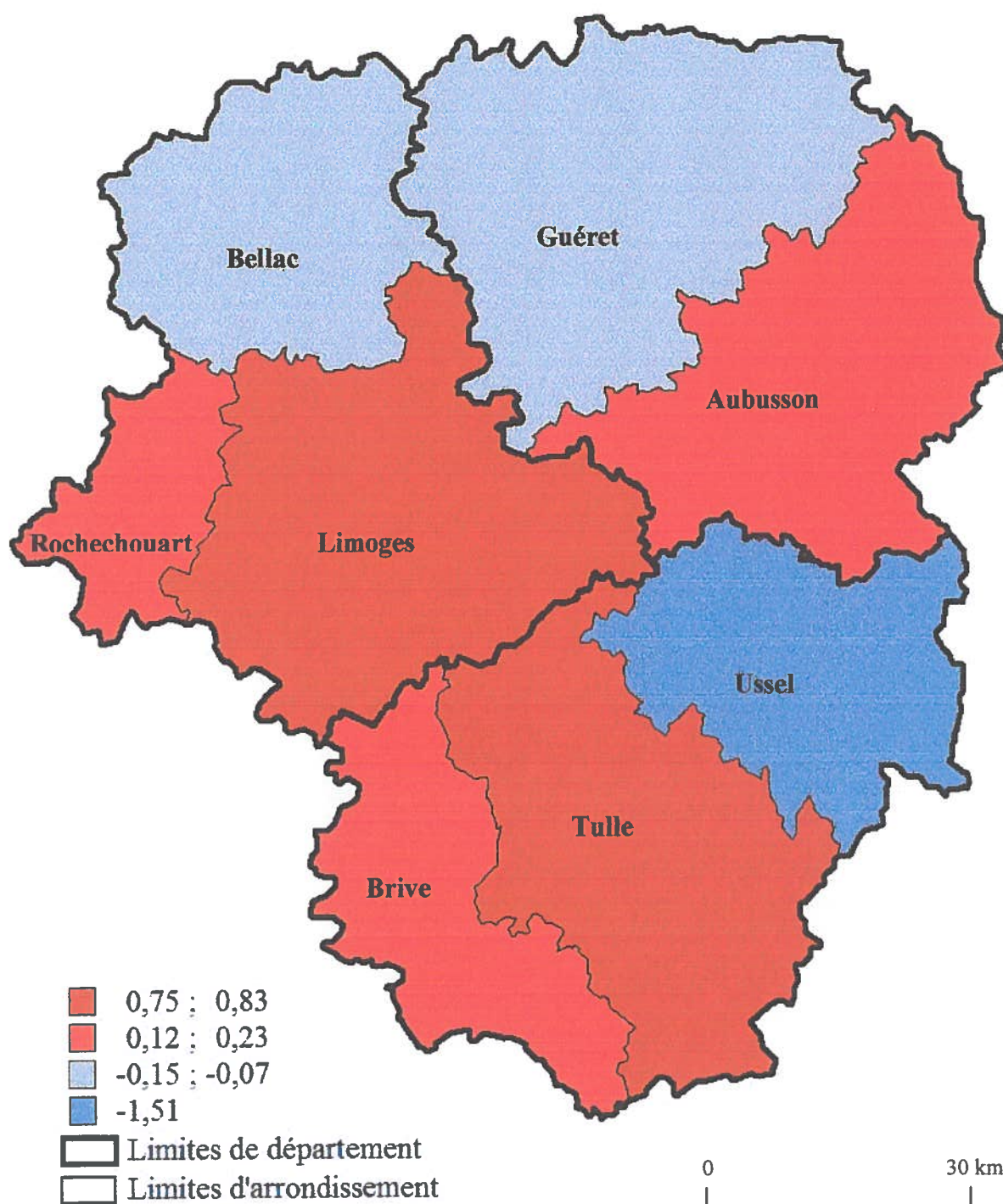
CARTE N°10 : TAUX ANNUEL D'EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 1990 ET 1999



Source : INSEE

Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°11 : TAUX ANNUEL D'EVOLUTION DU
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS ENTRE 2000 ET 2003



Source : INSEE, Sirène
Réalisation : Aurélie Régeasse

CARTE N°12 : PART DES CREATIONS D'ENTREPRISES
DANS LE NOMBRE TOTAL D'ETABLISSEMENTS EN
2003

